

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

ISRAËL ET LE SPECTRE DU NUCLÉAIRE IRANIEN : LE POIDS DE
L'IMAGINAIRE SÉCURITAIRE DANS LA REPRÉSENTATION DE LA
MENACE IRANIENNE PAR NETANYAHU (2009-2016)

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
FLORENT FAVREL

SEPTEMBRE 2017

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Ce mémoire est le fruit d'un long travail de recherche, dont l'aboutissement n'aurait été possible sans le concours déterminant de certaines personnes auxquelles je souhaite témoigner toute ma reconnaissance.

En commençant par remercier chaleureusement Alex Macleod, mon directeur de mémoire. Il a été un guide irréprochable, disponible et à l'écoute dès que le besoin se faisait sentir. Son soutien, ses conseils précieux et la rapidité exemplaire de ses corrections ont été essentiels dans l'avancement de ce projet. Aussi, je tenais à exprimer ma gratitude envers Dan O'Meara pour la discussion enrichissante que nous avons eue à la suite du « Projet de mémoire » et qui m'a ouvert la voie vers l'imaginaire sécuritaire de Jutta Weldes. Enfin, j'adresse une pensée à toutes les personnes de l'UQÀM qui ont jalonné mon parcours universitaire, qu'ils soient professeur-e-s, chargé-e-s de cours, personnels administratifs ou camarades, ils ont tous, à leur mesure, une part de responsabilité dans ce mémoire.

D'un point de vue plus personnel, je tenais à rendre un hommage particulier à quatre personnes qui occupent une place déterminante et essentielle dans ma vie.

À Lily, sans qui rien de tout cela n'aurait été possible. Elle m'a soutenu et encouragé dès les premiers instants lorsqu'il était question de reprendre mes études, et jusque dans les plus grands moments d'incertitude. Je ne saurais jamais la remercier assez.

À mes parents, Christophe et Murielle, qui m'ont toujours suivi et encouragé dans mes projets. Ils ont été, tout au long de mon cursus, un socle rassurant et indispensable.

À GF, dont l'attachement à ses lointaines origines persanes a alimenté nombre de nos réflexions.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES TABLEAUX.....	VI
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	VII
RÉSUMÉ	VIII
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
THÉORIE DE LA SÉCURITISATION, INTERSUBJECTIVITÉ ET IMAGINAIRE SÉCURITAIRE.....	13
1.1. La construction du cadre théorique de l'École de Copenhague.....	15
1.1.1. Une ontologie élargie, la sectorisation.....	15
1.1.2. Un nouvel agenda sécuritaire, la sécurité sociétale	17
1.1.3. Penser la sécurité différemment : la sécuritisation	19
1.1.4. Quels sont les acteurs et unités de la sécuritisation ?.....	24
1.2. Une perspective balzacqo-weldesienne de la sécuritisation	27
1.2.1. Le tournant sociologique emmené par Thierry Balzacq	28
1.2.2. La composition de l'acte de langage : l'imaginaire sécuritaire de Jutta Weldes	33
1.3. Opérationnalisation de la théorie : une analyse discursive	37
CHAPITRE II	
ISRAËL, L'IRAN ET LA BOMBE.....	40
2.1. L'histoire des relations irano-israéliennes	40
2.1.1. De 1948 à 1988 : une alliance objective	42
2.1.2. Post révolution : une coopération houleuse, mais pragmatique	44
2.1.3. Le tournant géopolitique de 1992	46
2.2. Le programme nucléaire iranien : entre incertitudes, intérêts stratégiques et craintes idéologiques	48
2.2.1. Le poids de la bombe israélienne.....	48
2.2.2. Un programme nucléaire aux multiples inconnues	50
2.2.3. Que faire face aux ambitions iraniennes supposées ?	51
2.2.4. La perception de la menace iranienne en Israël	55

CHAPITRE III	
L'IMAGINAIRE SÉCURITAIRE ISRAËLIEN	59
3.1. L'anxiété existentielle des Israéliens, l'héritage tragique d'une histoire millénaire ..	62
3.1.1. Un sentiment d'insécurité paradoxal	62
3.1.2. Le poids de l'histoire	63
3.1.3. La mythologisation du passé	65
3.2. L'Holocauste comme pièce centrale de l'imaginaire sécuritaire israélien	69
3.2.1. L'omniprésence de l'Holocauste	69
3.2.2. Le tournant Eichmann.....	71
3.2.3. « Arabes = Nazis »	73
3.3. La guerre contre le terrorisme.....	77
CHAPITRE IV	
UNE CERTAINE REPRÉSENTATION DE L'IRAN	80
4.1. La résurgence d'un antisémitisme millénaire	81
4.2. Israël face à la menace d'un second génocide : le spectre de l'Holocauste.....	82
4.2.1. L'Iran, une puissance négationniste... ..	83
4.2.2. ... qui menace existentiellement le peuple juif.....	83
4.2.3. L'Iran comme nouveau visage du nazisme	85
4.2.4. De la nécessité de tirer les leçons du passé... ..	86
4.2.5. ... et d'en souligner les différences	87
4.2.6. Un Holocauste nucléaire.....	88
4.2.7. Analogie nazie et rhétorique culpabilisatrice	89
4.3. L'Iran, un État terroriste à la recherche de la bombe atomique.....	92
4.3.1. L'Iran, soutien indéfectible des ennemis d'Israël.....	92
4.3.2. L'Iran et la mouvance terroriste islamique mondiale	94
4.3.3. Israël, dernier rempart du monde civilisé au Moyen-Orient.....	96
4.3.4. La particularité évangéliste chrétienne	98
4.4. Que cela nous enseigne-t-il sur la sécuritisation ?	100
4.4.1. La sécuritisation du nucléaire iranien, un tournant avec l'élection de Netanyahu ?	100
4.4.2. Des particularités propres à chaque auditoire ?	101

4.4.3. De la gradualité de la sécuritisation	104
CONCLUSION	106
ANNEXE A	
DIAGRAMME D'AVANCEMENT DE LA BOMBE IRANIENNE.....	110
ANNEXE B	
CARTE MONDIALE DU TERRORISME IRANIEN	111
BIBLIOGRAPHIE.....	112

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
1.1 Articles utilisant la théorie de la sécuritisation entre 1996 et 2009.....	19
1.2 Répartition des textes étudiés, selon l'année et le Premier ministre.....	38

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
AIPAC	American Israel Public Affairs Committee
CRIF	Conseil représentatif des institutions juives de France
CUFI	Christians United for Israel
NIAC	National Iranian American Council
NIE	National Intelligence Estimate
P5+1	Un groupe composé des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU (Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni, Russie), plus l'Allemagne
PAC	Plan d'action conjoint
UE	Union européenne
ONU	Organisation des Nations unies

RÉSUMÉ

Tandis que la majorité des études sur la politique israélienne à l'égard du programme nucléaire iranien porte sur des considérations stratégiques, ce mémoire se distingue en s'engageant dans la voie tracée par l'École de Copenhague avec la théorie de la sécuritisation, augmentée des critiques de Thierry Balzacq et du concept d'imaginaire sécuritaire de Jutta Weldes. Ce faisant, ce mémoire s'intéresse à la (re)construction de la menace iranienne par Benjamin Netanyahu depuis son deuxième mandat (2009-2016), telle que véhiculée dans ses déclarations officielles. Par une analyse de discours, ce mémoire mettra en évidence l'articulation de l'imaginaire sécuritaire israélien dans la représentation de l'Iran comme une menace existentielle et un ennemi.

Le mémoire distingue trois pôles de l'imaginaire sécuritaire israélien : l'héritage d'une histoire tragique faite d'exils et de persécutions ; l'Holocauste, comme preuve ultime du désir d'annihilation du peuple juif ; la remise en question de l'État d'Israël par des mouvements qualifiés de terroristes. Netanyahu puise abondamment dans cet imaginaire afin de le lier à l'Iran. Le spectre de l'Holocauste est central dans ce processus : il est omniprésent dans chacune des déclarations de Netanyahu.

En outre, le mémoire proposera une réflexion sur la théorie de la sécuritisation en regard de l'étude de cas. Un accent particulier sera mis sur l'incidence des auditoires sur l'acte de langage.

Mots clefs : Sécuritisation, imaginaire sécuritaire, Israël, programme nucléaire iranien, construction de la menace, constructivisme, analyse de discours, École de Copenhague

INTRODUCTION

« *It's 1938 and Iran is Germany* »

Netanyahu, 2006

La révélation de l'existence d'un programme clandestin d'enrichissement d'uranium par un dissident iranien, Alireza Jafarzadeh, le 14 août 2002, vint confirmer certains doutes sur les réelles intentions derrière le programme nucléaire iranien. Dès lors, l'Occident, refusant absolument qu'un État théocratique puisse se doter d'une arme d'une telle envergure, lui mena une lutte diplomatique acharnée¹. Ainsi, le Conseil de sécurité de l'ONU mit en œuvre une série de résolutions² visant à contraindre l'Iran. Dans le même temps, l'UE et les États-Unis imposèrent un régime de sanctions économiques et financières pour amener l'Iran à renoncer à son programme nucléaire. En 2013, l'élection à la présidence de Hassan Rohani — issu d'un courant réformateur et nettement moins controversé que Mahmoud Ahmadinejad — marqua un changement de paradigme dans la relation entre l'Iran et l'Occident et conduisit à la signature du PAC³ en 2015 puis à la résolution 2231 du Conseil de sécurité, qui annulait les précédentes. Un retour à la normale ? Pas vraiment. Ce serait sans compter sur la défiance continue du Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, qui estime que cet accord ne permettra, au mieux, que de retarder de quelques années l'échéance d'une bombe iranienne (Netanyahu, 2015b ; 2015d)⁴.

¹ À laquelle, il faudrait ajouter les soupçons pesants sur le rôle des États-Unis et d'Israël dans certaines opérations clandestines visant le programme nucléaire iranien : assassinats de scientifiques, virus informatiques (Stuxnet). Lire Landau (2011) pour un état détaillé des actions de la communauté internationale contre l'Iran et son programme nucléaire.

² Les résolutions 1696 (2006), 1737 (2006), 1747 (2007), 1803 (2008), 1835 (2008), 1929 (2010) et 2224 (2015) visent toutes le programme nucléaire iranien.

³ Le Plan d'Action Conjoint a été signé le 14 juillet 2015 entre les P5+1, l'Union européenne et l'Iran. Il vise à lever les sanctions sur l'Iran en échange de concessions importantes de la part de l'Iran sur son programme nucléaire.

⁴ La nouvelle administration américaine menée par Donald Trump laisse planer le doute sur la pérennité de cet héritage des années Obama.

Si les dirigeants israéliens successifs ont été réfractaires à toutes négociations qui ne viseraient pas à démanteler complètement le programme nucléaire iranien, c'est qu'ils se sentent existentiellement menacés par celui-ci. À ce titre, ils n'ont jamais été convaincus, ni par les affirmations de l'Iran, défendant son droit à un nucléaire civil et pacifique, ni par la possibilité que la vague de sanctions puisse véritablement contraindre l'Iran et encore moins par l'élection de Rohani vu davantage comme « *a wolf in sheep's clothing* » (Netanyahu, 2013h) que comme un véritable modéré.

La tension atteint son paroxysme avec la déclaration controversée d'Ahmadinejad en 2005 qui promettait, selon une première traduction, de « *rayer Israël de la carte* », traduction contestée, car l'intention derrière cette déclaration n'aurait pas été correctement retranscrite (Kessler, 2011). Selon certains la signification de cette phrase correspondrait plutôt à l'idée qu'Israël serait : « *rayé des pages du temps* ». Une ambiguïté que n'a jamais levée Ahmadinejad, laissant ainsi planer le doute. Nonobstant les divergences d'interprétations, le fait que les dirigeants israéliens se réfèrent constamment à la première traduction en fait une déclaration fondamentale qui vient attester, dans l'esprit des Israéliens, que l'État hébreu serait la cible de l'Iran. À ce titre, les responsables politiques israéliens reprennent fréquemment cette déclaration d'Ahmadinejad pour souligner les intentions de l'Iran.

Le tournant de 1992 : le projet nucléaire iranien sur les radars israéliens

L'histoire du programme nucléaire iranien est ancienne et remonte au début des années 1950. À l'époque, il était perçu d'une tout autre manière tant par les Israéliens que les Occidentaux. En effet, celui-ci marquait une convergence stratégique entre le régime du Shah qui souhaitait lâcher du lest sur l'exploitation de ses ressources

pétrolifères et les États-Unis dont l'ambition avouée lors du discours « *Atoms for Peace* »⁵ était d'exporter la technologie nucléaire auprès de plusieurs États amis. Cette collaboration ira jusqu'à la signature en 1976 par le président Ford d'un traité visant à autoriser et aider l'Iran à maîtriser le cycle complet du combustible nucléaire. Un point qui est, aujourd'hui, bien au-delà de la ligne rouge. Ainsi, il symbolisait, à l'époque, l'étroitesse de la collaboration avec les États-Unis avant que la Révolution islamique de 1979 ne marque un tournant et lui en fasse matérialiser des divergences viscérales. Tout juste porté au pouvoir, l'Ayatollah Khomeini stoppa le programme nucléaire, le qualifiant d' « *œuvre du diable* » avant que la longue et sanglante guerre contre l'Irak ne le fasse revenir sur ses positions. Le nucléaire apparut comme une force de dissuasion indispensable pour préserver l'héritage de la Révolution islamique. Le programme fut relancé sans que l'on puisse véritablement attester de sa teneur et de ses objectifs, bien que des agences comme l'AIEA ont pu constater son développement continu jusqu'en 2013 à travers l'augmentation du stock d'uranium enrichi et la multiplication des centrifugeuses.

Jusqu'au début des années 1990, la question iranienne demeura hors des radars des politiques israéliens, et ce, quand bien même la reprise du programme nucléaire tenait plus du secret de polichinelle et que la rhétorique des dirigeants iraniens – suite à la Révolution islamique – était déjà largement hostile à l'État hébreu.

En effet, il existe une continuité dans l'attitude de l'Iran à l'égard d'Israël. Au sortir de la Révolution islamique et jusqu'à aujourd'hui, les images montrant des drapeaux israéliens et américains en flamme et des foules en liesse criant : « Mort à Israël ! » ou « Mort aux Américains ! » sont monnaie courante. En outre, dès 1979, les propos de Khomeini — qualifiant Israël d'ennemi de l'Islam et de tumeur qui allait

⁵ Ce discours a été donné par le président Eisenhower à l'Assemblée générale des Nations unies le 8 décembre 1953

détruire les musulmans si elle n'était pas retirée (Parsi, 2008 : 83) — inscrivent sans ambages les échanges entre ces pays dans une nouvelle dimension. Des éléments de langage repris incessamment par son successeur, Khamenei⁶, qui déclarait, encore récemment, de manière prophétique : « *there will be no such thing as Israel in 25 years* » (McLaughlin, 2015). Preuve d'une constance dans la rhétorique antisioniste des dirigeants iraniens depuis la Révolution islamique.

L'année 1992 marqua un tournant décisif dans la perception israélienne de la menace du nucléaire iranien⁷ lorsqu'elle fut instrumentalisée par Yitzhak Rabin et Shimon Peres⁸ qui en firent une menace existentielle. Ainsi, ces derniers mirent cette problématique à l'agenda sécuritaire israélien⁹, mais aussi occidental par un lobbying actif¹⁰. Dès lors, les décideurs politiques israéliens ne manquèrent pas d'agiter l'urgence de répondre à cette menace en soulignant que l'Iran s'approchait dangereusement du seuil nucléaire. À ce titre, Parsi (2008 : 167) cite un général israélien à la retraite, Schlomo Brom disant, sur le ton de la bravade : « *the Iranians are always five to seven years from the bomb. Times passes but they're always five to seven years from the Bomb* ». Une déclaration qui résume bien le climat d'agitation des peurs depuis 1992 de la part des dirigeants israéliens¹¹.

⁶ Sadjanpour (2009) offre une analyse détaillée de la pensée de Khomeini et son obsession pour Israël.

⁷ Les raisons géopolitiques de ce changement seront développées dans le chapitre II.

⁸ Respectivement Premier ministre et ministre des Affaires étrangères.

⁹ À l'époque déjà, ils dénonçaient le : « Iranian danger » ; « dark murderous regime » ; « turbid Islamic wave » (voir Parsi, 2008 : 157-165).

¹⁰ Le sujet occupait déjà une place médiatique, comme l'atteste cet article du Washington Post (voir Hoffmann, 1993) ou l'interview de France 3 en octobre 1992 (Parsi, 2007 : 163).

¹¹ À noter, par ailleurs, que les responsables politiques américains ne sont pas en reste. La problématique du nucléaire iranien est une priorité depuis la deuxième moitié des années 1990. Ainsi, en 1998, Donald Rumsfeld dénonçait les missiles inter-balistiques iraniens pouvant atteindre les États-Unis (Peterson, 2011). En 2002, le président George W. Bush plaçait l'Iran dans l'« Axe du mal ». Enfin, en 2006 se posait déjà la question d'un bombardement américain de l'Iran (Hersh, 2006).

Benyamin Netanyahu, Monsieur Iran

Toutefois, bien qu'une grande majorité des responsables politiques israéliens se soient opposés avec véhémence au programme nucléaire militaire supposé de l'Iran, aucun ne l'a fait avec autant de dévotion que Benyamin Netanyahu (Ben-Meir, 2013 : 234). En effet, en 1993 déjà, Netanyahu écrivait dans le quotidien, *Yedioth Ahronoth*, que l'Iran se doterait de la bombe atomique d'ici 1999 (Druckman, 2015). En 1995, dans son ouvrage *Fighting Terrorism : How Democracies Can Defeat Domestic and International Terrorists*, il soulignait l'imminence de l'Holocauste nucléaire venu d'Iran (Netanyahu, 1995 : 124), des propos qu'il réitéra devant le Congrès américain l'année suivante (Netanyahu, 1996).

Ainsi, depuis sa première élection en tant que Premier ministre il y a plus de 20 ans, Netanyahu a placé le danger représenté par une nucléarisation de l'Iran au cœur de l'agenda sécuritaire israélien. Il est allé sur toutes les estrades que le monde peut lui offrir pour avertir de l'existence d'une menace existentielle comparable à celle représentée par l'Allemagne nazie en son temps. Son retour à la fonction ministérielle en 2009 marqua la recrudescence de cette thématique sur la scène publique. Il développa devant ses différents auditoires une rhétorique apocalyptique avec en filigrane le choix irrémédiable entre la bombe ou le bombardement. Autrement dit, si les installations iraniennes ne sont pas détruites, il faudra composer avec une arme nucléaire iranienne. L'étude de cette rhétorique sera le point focal de notre analyse.

L'étude de la question du nucléaire iranien à travers la sécuritisation

À ce titre, notre mémoire se distingue par l'approche utilisée. Tandis que la vaste majorité de la littérature académique sur la question du nucléaire iranien porte,

avant tout, sur des questions stratégiques¹², nous nous intéresserons à la construction sociale de la menace iranienne. En d'autres termes, nous étudierons les ressorts de la mise à l'agenda sécuritaire israélien du projet nucléaire iranien à l'aide de la théorie de la sécuritisation développée par l'École de Copenhague¹³.

La sécuritisation est le processus à travers lequel une problématique est construite comme une menace existentielle face à laquelle il est impératif de prendre des mesures urgentes et exceptionnelles (Wæver, 1995 ; Buzan et al, 1998). La menace n'est pas objective, mais le fruit d'un processus intersubjectif mettant en scène un acteur sécuritisant (généralement les responsables politiques) dont l'objectif est de convaincre un auditoire choisi à travers des pratiques discursives – l'acte de langage – qui décrivent et construisent une situation dangereuse pour un objet référent (habituellement l'État, ou l'identité).

Dans sa conceptualisation originelle, Barry Buzan et Wæver donnent à l'acte de langage – le moment où la menace est labélisée comme telle – une force illocutoire, c'est-à-dire qu'il a le pouvoir de faire, sans prendre en compte les spécificités dans lesquelles le discours sécuritaire s'inscrit. Forts de ce constat, nous élargirons notre conception de la sécuritisation aux travaux de Thierry Balzacq – qui propose une vision sociologique en opposition à celle philosophique de l'École de Copenhague - et de Jutta Weldes – dont le concept d'imaginaire sécuritaire est fondamental pour comprendre le processus de représentation de la menace sous-tendue par la sécuritisation.

¹² C'est-à-dire sur la dissuasion, les frappes préventives ou les négociations (voir Kam, 2007 ; Kaye et al, 2011 ; Landau, 2011 ; Landau & Stein, 2012 ; Mohseni, 2015 ; Nader, 2013 ; Golov & Alterman, 2015 ; Waltz, 2012)

¹³ L'École de Copenhague a participé au renouvellement des Études de sécurité. Elle s'inscrit dans le contexte des années 1990 qui marque l'émergence de nouvelle manière de penser la sécurité suite à l'échec des approches dites traditionnelles de prédire la chute de l'URSS. Nous développerons plus amplement cette théorie dans notre premier chapitre.

La vision sociologique de Balzacq et le concept d’imaginaire sécuritaire de Weldes s’associent parfaitement. Le premier — cherchant à remettre l’auditoire au centre de la sécuritisation en soulignant la construction partagée de la menace — met ainsi en exergue le dialogue entre un acteur politique et son auditoire à travers une grammaire sécuritaire et des représentations qui font sens au sein de ce dernier. La seconde donne les clefs pour appréhender la construction de ces représentations. Weldes définit l’imaginaire sécuritaire comme la source dans laquelle les acteurs politiques puisent afin de créer du sens autour d’une menace et de la relation par rapport aux Autres. L’acteur sécuritisant articule cet imaginaire sécuritaire partagé afin d’interpeller un auditoire visé sur une menace perçue contre laquelle il faut agir.

L’intérêt de cette approche est double.

D’une part, elle fait suite à la revue de la littérature où nous avons pu constater l’écrasante majorité des approches dites « *policy oriented* ». Ainsi, il existe une véritable place pour une analyse constructiviste qui portera une attention particulière sur la pratique de la sécurité, c’est-à-dire qui s’intéressera aux processus sous-jacents à la mise à l’agenda sécuritaire du projet iranien. L’objectif n’est pas tant d’étudier la nucléarisation potentielle de l’Iran et ses conséquences géopolitiques, mais d’y voir plus clair dans la pratique de la sécurité israélienne : comment celle-ci est mise en œuvre ? Quelles sont les constructions sociales, culturelles et historiques utilisées pour mettre à l’agenda un problème sécuritaire ? Pourquoi l’Iran catalyse à ce point les peurs israéliennes ?

D’autre part, nous nous joignons à Lupovici (2014a : 391) qui, à travers une critique observationnelle¹⁴, constate la rareté des études sur Israël se basant sur la théorie de la sécuritisation. Pourtant nombreux sont les auteurs reconnaissants : « *the*

¹⁴ La critique observationnelle consiste à étudier pourquoi certaines études de cas sont privilégiées comparativement à d’autres, et à en tirer des conclusions pour améliorer la théorie.

prominence of security practices and discourse in Israel » sans qu'aucun n'ait eu recours au cadre théorique de l'École de Copenhague¹⁵ dont l'objet est justement de mettre l'accent sur la production de l'(in)sécurité (Lupovici, 2014a : 399). C'est pourquoi nous chercherons à suivre la voie ouverte par Lupovici en proposant notre analyse de la sécuritisation du programme nucléaire iranien par Netanyahu.

Notre problématique

Notre travail portera sur la composition de ces actes de langage : il s'agira d'étudier les discours de Netanyahu afin de faire ressortir les procédés discursifs mis en œuvre dans le cadre de la sécuritisation du nucléaire iranien. Ce faisant, la question de recherche qui guidera notre mémoire sera :

Comment l'imaginaire sécuritaire israélien est-il articulé par Benjamin Netanyahu afin de représenter l'Iran comme une menace existentielle à l'État d'Israël ?

Ainsi, dans un premier temps, nous brosserons le portrait de l'imaginaire sécuritaire israélien dans lequel puise Netanyahu. De là, notre but ne sera pas de décrire l'imaginaire sécuritaire israélien comme seul et unique ou de le présenter comme quelque chose de statique, d'immuable. À cet égard, nous n'insinuons pas que chaque Israélien se retrouve immanquablement dans l'articulation de ces éléments par Netanyahu. Cependant, lorsqu'il prononce ces appels à la sécuritisation de l'Iran, Netanyahu vise à convaincre une part importante des auditoires, en Israël et à l'étranger, auxquels ils s'adressent. La représentation de l'Iran — à travers des marqueurs idéologiques, culturels, sociaux et historiques partagés — rend compte de

¹⁵ À noter cela dit, les travaux d'Abulof (2014) ; Coskun (2010) ; Olesker (2014).

l'affect des individus qu'il cherche à convaincre. La sécuritisation n'est pas un processus hors-sol, elle prend racine au sein d'une identité face à une altérité perçue comme dangereuse pour celle-ci. À ce titre, nous avons décomposé l'imaginaire sécuritaire israélien en trois : l'héritage d'une histoire millénaire — basée essentiellement sur le judaïsme — faite d'exil et de persécutions ; le poids de l'Holocauste comme preuve du danger dont sont victimes les juifs ; et les menaces contemporaines à travers les mouvements libanais et palestinien qualifiés de terroristes.

Puis, dans un second temps, nous procéderons à l'analyse des discours de Netanyahu afin d'exposer l'utilisation de cet imaginaire sécuritaire pour représenter l'Iran comme un ennemi et une menace existentielle. Autrement dit, nous mettrons en exergue l'utilisation de ces trois composantes de l'imaginaire sécuritaire dans la représentation de l'Iran. En examinant comment des chaînes de connotation sont créées par Netanyahu, nous explorerons la manière par laquelle il ouvre la voie vers la construction d'une réalité qui rend certaines actions possibles, voire souhaitables.

Méthodologie : l'analyse discursive¹⁶

Afin d'opérationnaliser notre cadre théorique, nous effectuerons une analyse qualitative de discours. Pour ce faire, nous avons sélectionné un corpus de 103 déclarations dont l'objet est la sécuritisation de l'Iran. En d'autres termes, le but de celles-ci est de mettre en exergue l'Iran comme ennemi et menace à l'État d'Israël. Ces déclarations s'étendent sur une période allant de 2006 à 2016 de sorte à rendre compte des procédés discursifs mis en œuvre tout au long des 3 derniers mandats de Benjamin Netanyahu. Nous avons inclus également les déclarations du Premier ministre

¹⁶ La méthodologie sera traitée davantage dans la section 1.3 « Opérationnalisation de la théorie : une analyse discursive ».

précédent, Ehud Olmert, ce qui nous permettra de souligner la particularité du style de Netanyahu.

En outre, cette étude de cas nous permettra d'approfondir les possibilités offertes par le cadre théorique de l'École de Copenhague. La sécuritisation du nucléaire iranien revêt une importance particulière. En effet, d'une part, elle s'étend sur une vaste période et, d'autre part, les appels à la sécuritisation visent plusieurs auditoires évoluant dans des contextes socioculturels distincts. Ces deux éléments offrent une vision allant au-delà des enseignements fondamentaux de la théorie de la sécuritisation et consacrent la singularité de notre objet d'étude. Nous étudierons l'adaptation de Netanyahu à ces différents auditoires à travers l'utilisation de certains aspects de l'imaginaire sécuritaire. Du reste, Netanyahu s'exprime sur la menace iranienne devant des auditoires choisis pour leur poids dans la formulation des politiques : en premier lieu, il recherche le soutien de ses propres citoyens dont il vise principalement la frange proche des idées du Likoud et des partis politiques de la droite nationaliste et du sionisme religieux qui ont fait partis des différentes coalitions gouvernementales pendant la période étudiée ; en second lieu, le lobby pro-israélien américain qui se scinde, selon Mearsheimer et Walt (2007 : 111-150), entre une partie de la diaspora juive plutôt conservatrice représentée par des organisations comme l'AIPAC, les chrétiens sionistes avec en tête le CUFI et des Américains plutôt républicains et proches des idéaux néoconservateurs.

Plan du mémoire

L'étude qui suit sera décomposée en 4 chapitres.

Dans le chapitre I, nous développerons notre cadre théorique et notre méthodologie : la théorie de la sécuritisation, que nous envisageons avec une perspective s'inspirant des travaux de Balzacq — autrement dit, du versant sociologique de la sécuritisation — et de Weldes, dont le concept d'imaginaire sécuritaire sera le point focal de notre mémoire.

Le chapitre II sera l'occasion de revenir sur la littérature consacrée à la relation israélo-iranienne afin de dépeindre le contexte dans lequel notre étude de cas s'inscrit. En outre, cela nous permettra de montrer la singularité de notre approche pour un objet d'étude qui a souvent fait la part belle aux théories positivistes.

À travers le chapitre III, nous dresserons le portrait de l'imaginaire sécuritaire israélien et sioniste. Nous dévoilerons ces trois composantes principales que sont : le poids d'une histoire millénaire tragique faite de persécutions, de fuites et de pogroms qui puisent largement dans l'histoire des juifs et du judaïsme ; la preuve ultime de l'acharnement des autres peuples dans leur volonté d'anéantir le peuple juif avec l'Holocauste ; les menaces actuelles qui pèsent sur la pérennité des juifs et de l'État d'Israël avec la lutte armée contre les mouvements palestiniens et libanais.

Nous consacrerons le chapitre IV à l'analyse des déclarations de Netanyahu où nous mettrons en exergue la centralité des 3 composantes de l'imaginaire sécuritaire et l'articulation de ceux-ci dans la représentation de l'Iran comme une menace existentielle.

Enfin, en guise de conclusion, nous dresserons les enseignements de notre étude de la sécuritisation de la menace iranienne à travers l'articulation de l'imaginaire sécuritaire. Nous en profiterons pour revenir sur les implications pour la théorie de la sécuritisation.

CHAPITRE I

THÉORIE DE LA SÉCURITISATION, INTERSUBJECTIVITÉ ET IMAGINAIRE SÉCURITAIRE

« Without theory there is nothing but description, and without methodology there is no transformation of theory into analysis »
Hansen, 2006 : 1

La dislocation de l'URSS révéla la perfectibilité des approches traditionnelles qui avaient été incapables d'en prédire l'imminence et dont la capacité théorique à s'adapter aux problématiques émergentes était largement remise en cause. C'est dans ce contexte qu'intervient la collaboration entre Barry Buzan et Ole Wæver au sein du *Copenhagen Peace Research Institute* (COPRI). Une collaboration qui peut surprendre au premier abord, et que le collectif C.A.S.E¹⁷ (2006 : 452) décrit comme le : *« result of a rare theoretical merger between something like an 'English School constructivist realist' coming from a strategic studies background (Buzan) and a self-proclaimed 'post-structural realist' strongly influenced by the works of Derrida and Kissinger (Wæver). »* Toutefois, leur reconnaissant une certaine cohérence dans leurs travaux, McSweeney (1996 : 81) évoquera pour la première fois de *« the 'Copenhagen school' of security studies. »*. Cette dénomination sera rapidement adoptée et utilisée tant par ses critiques que les fondateurs eux-mêmes.

¹⁷ Le collectif C.A.S.E (Critical Approaches to Security in Europe) est un regroupement de chercheurs d'horizons divers se revendiquant de la théorie critique et donc l'objectif est d'offrir une meilleure compréhension des pratiques contemporaines de la sécurité. Ces chercheurs ont, pour certains (Balzacq, Bigo,...), participé activement au développement ou à la critique de l'École de Copenhague.

Ainsi, l'École de Copenhague propose un cadre théorique à la croisée des chemins, puisant son inspiration au sein de courants épistémologiques parfois diamétralement opposés. À ce titre, nous distinguons trois influences/évolutions majeures dans sa conceptualisation. Dans son premier ouvrage sur le sujet, *People, States and Fear* (1983), Buzan penchait plutôt du côté des néo-réalistes avec l'État comme pièce centrale des questions sécuritaires. Il s'inspirait grandement de l'analyse systémique et structurelle de Kenneth Waltz. Par la suite, en 1995, Wæver a publié un article devenu célèbre, *Securitization and Desecuritization*, où il propose une vision portée par les idées des post-modernes. Il affirme qu'il est nécessaire d'étudier la sécurité avant tout comme un acte de langage et non comme une valeur objective. Finalement, la collaboration entre Buzan et Wæver¹⁸ avec deux ouvrages majeurs *Identity, Migration and the New Security Agenda in Europe* — où le concept de sécurité sociétale est pleinement développé — et *Security : A New Framework for Analysis* — où est approfondi le processus de sécuritisation à l'aune de la sectorisation — marque un rapprochement vers les enseignements du constructivisme. La sécurité et les identités sont construites et collectivement partagées au sein d'un groupe d'individus.

C'est de cette évolution et des bases de la théorie de la sécuritisation que nous traiterons dans un premier temps. Somme toute, cette partie aura la double ambition de faire état des changements épistémologiques au sein des différents travaux de l'École de Copenhague tout en les remplaçant dans la temporalité de leur sortie afin d'en exposer l'évolution.

Dans un second temps, nous reviendrons sur la richesse des critiques formulées et sur ce qu'elles ont permis de soulever comme limitations et pistes d'amélioration.

¹⁸ Afin de ne pas surcharger le texte et en raison de leur rôle fondateur dans l'École de Copenhague, nous mettrons davantage Buzan et Wæver en avant, même si d'autres ont participé aux publications citées.

Celles-ci sont des composantes essentielles du cadre théorique de la sécuritisation, en ceci qu'elles ouvrent un nouveau champ de possibilités. Ainsi, nous détaillerons ce que les travaux de Balzacq et Weldes apportent à la théorie de la sécuritisation.

Enfin, nous développerons la méthodologie qui nous guidera dans l'opérationnalisation de ce cadre théorique.

1.1. La construction du cadre théorique de l'École de Copenhague

1.1.1. Une ontologie élargie, la sectorisation

Avec *People, States and Fear*¹⁹, Barry Buzan a lancé un véritable pavé dans la marre des Relations internationales²⁰ en proposant de théoriser la sécurité qui demeure « *an essentially contested concept* » (Buzan, 2007 [1991] : 29) en raison de sa sous-théorisation. Buzan ouvre l'horizon des études de sécurité afin de répondre aux nouveaux défis post-guerre froide où se conjuguent multiplication et diversification des acteurs, des problématiques et des menaces. Non pas que ces derniers n'existaient pas avant, mais ils étaient délibérément occultés au profit de considérations essentiellement militaires.

Ce faisant, Buzan s'oppose à la pensée traditionnelle de la sécurité. Il la juge trop réductrice dans la mesure où les relations internationales ne sont analysées qu'à

¹⁹ La première édition fut publiée en 1983 avec l'intitulé suivant : « The National Security Problem in International Relations » qui changea pour : « An Agenda for International Security Studies in the Post Cold War Era ». Une seconde édition de cet ouvrage est sortie en 1991. Celle-ci a été réimprimée avec une nouvelle introduction en 2007.

²⁰ Nous parlerons de « Relations internationales » pour évoquer le champ d'étude et de « relations internationales » pour l'objet d'étude.

travers le prisme des études stratégiques, dont il reproche la domination par les militaires et les politiques. Cette approche ne permet pas de voir au-delà des concepts de puissance, de guerre et de paix (ibid. : 26) et se focalise essentiellement sur l'analyse des rivalités entre puissances (ibid. : 27). Ainsi, le renouvellement du concept de sécurité passe avant tout par son extraction des études stratégiques, auxquels Buzan reproche d'être trop « *policy oriented* » et « *bound and constrained to [...] the imperatives of the national policy level* » (ibid. : 32).

Ainsi, Buzan estime que la sécurité des collectivités humaines peut être affectée dans cinq secteurs interdépendants : le militaire, le politique, l'économique, le sociétal et l'environnemental (ibid. : 38). Partant de ce constat, il défend une ontologie élargie de la sécurité (ibid. : 34) et se revendique du courant des élargisseurs (« *wideners* »). L'innovation est importante, elle marquera les esprits durablement et participera à l'émergence des théories critiques de la sécurité.

Sous-jacente à cet élargissement, il y a l'idée que les menaces envers l'État ne sont plus seulement militaires, mais plurielles. Cependant, il demeure en filigrane une même lutte pour la survie (ibid. : 37), dont l'objet varie selon le secteur. Par exemple, si le secteur politique se caractérise par la défense d'une organisation étatique ou d'une idéologie (ibid. : 109), celui de la sécurité sociétale concerne plutôt la pérennité de l'identité nationale (ibid. : 111). Toutefois, il ne s'oppose pas radicalement aux préceptes des courants traditionnels. L'État détient toujours la primauté et il estime que : « *without strong states, there will be no security, national or otherwise.* » (ibid. : 100).

Selon Macleod (2004 : 12), cette conception élargie de la sécurité comporte quatre idées centrales : « *premièrement, la sécurité doit être étudiée à la fois comme une pratique et un processus. Deuxièmement, la sécurité a des règles qui lui sont*

propres, et on ne doit donc pas confondre questions de sécurité et problèmes politiques. Troisièmement, les objets référents de la sécurité sont toujours des collectivités, et en premier lieu l'État. Enfin, quatrièmement, on peut appliquer la logique de la pratique de la sécurité à des domaines non strictement militaires. »

1.1.2. Un nouvel agenda sécuritaire, la sécurité sociétale

Au même titre que « *People, States and Fear* », *Identity, Migration and The New Security Agenda in Europe* (1993) s'impose comme un des textes fondamentaux de l'École de Copenhague. Il consacre le rapprochement entre la sécurité et les questions identitaires. En outre, c'est l'une des premières contributions dans le champ des Relations internationales à brouiller la frontière d'analyse extérieure/intérieure.

L'ouvrage s'inscrit dans les bouleversements de l'Europe post-guerre froide, où les questions relatives à la société notamment — autrefois dissimulées derrière les problématiques liées à la bipolarité — trouvent un écho auprès des décideurs politiques et des universitaires. Tout comme le reste du travail de l'École de Copenhague, nous sommes face à une proposition pour mieux appréhender le monde tel qu'il se transforme²¹. Ce faisant, ils partent du postulat suivant : « *the principal focus of the new insecurity is society rather than state* » (Buzan dans *ibid.* : 2). Nous assistons à un déplacement des menaces vers les questions d'identité et de migration (Buzan dans *ibid.* : 5).

²¹ Bien que selon certains critiques (voir Wilkinson, 2007), c'est surtout du monde occidental et particulièrement européen dont il est question.

Ainsi, Wæver (ibid. : 23) décrit la sécurité sociétale comme « *the ability of a society to persist in its essential character under changing conditions and possible or actual threats* ». Ce qu'ils entendent par société est vaste, et concerne les différentes identités sociales²². La pierre angulaire est le rassemblement derrière une identité, un « Nous » en opposition à un « Autre ». Néanmoins ce qui crée véritablement la dynamique de la sécurité sociétale, c'est l'intensité de ce « Nous » : le pouvoir que celui-ci aura de lier des personnes aux identités multiples face à un danger perçu. Par exemple, s'il peut exister un « Nous » unifiant les habitants d'une même ville, il paraît peu vraisemblable que celui-ci puisse rassembler dans une logique sécuritaire. À l'inverse, les identités ethniques, nationales ou religieuses sont nettement plus susceptibles de faire front. Elles seront généralement les unités principales de la sécurité sociétale.

Par ailleurs, Wæver (ibid. : 24-25) esquisse une distinction avec les écrits de Buzan (2007 [1991]) concernant la sectorisation qu'il juge trop dépendante d'un même objet référent, l'État. Il estime que : « *we shall work with a duality of state security and societal security, the former having sovereignty as its ultimate criterion, and the latter being held together by concerns about identity* ». Cette divergence est intéressante puisqu'elle fait ressortir l'évolution des concepts et les différences au sein des membres de l'École de Copenhague.

En définitive, tel que Buzan et *al.* le préciseront plus tard (1998), la sécurité sociétale a une dimension constructiviste dans la mesure où elle est socialement construite. Pour autant, en l'étudiant, ils reconnaissent se rapprocher d'une pensée objectiviste puisque les identités menacées peuvent se figer et être analysées objectivement. Ainsi, la sécurité sociétale tendrait vers une forme de constructivisme inerte (ibid. : 205).

²² Cela peut aller de l'identification à une région jusqu'à la nation ou l'ethnie.

1.1.3. Penser la sécurité différemment : la sécuritisation

Élaborée dans le contexte de la chute de l'URSS, la théorie de la sécuritisation fut développée dans une première version dans l'article « *Securitization and Desecuritization* » écrit par Ole Wæver (1995) avant d'être traité en profondeur et avec quelques changements dans l'ouvrage : *Security : A New Framework For Analysis* (Buzan et al., 1998), qui nous servira de point de référence lorsque nous évoquerons ce concept.

La sécuritisation a pavé le chemin vers une nouvelle manière de comprendre la sécurité. Elle s'est rapidement inscrite comme une approche privilégiée, du moins chez les universitaires européens comme le montre le tableau ci-dessous :

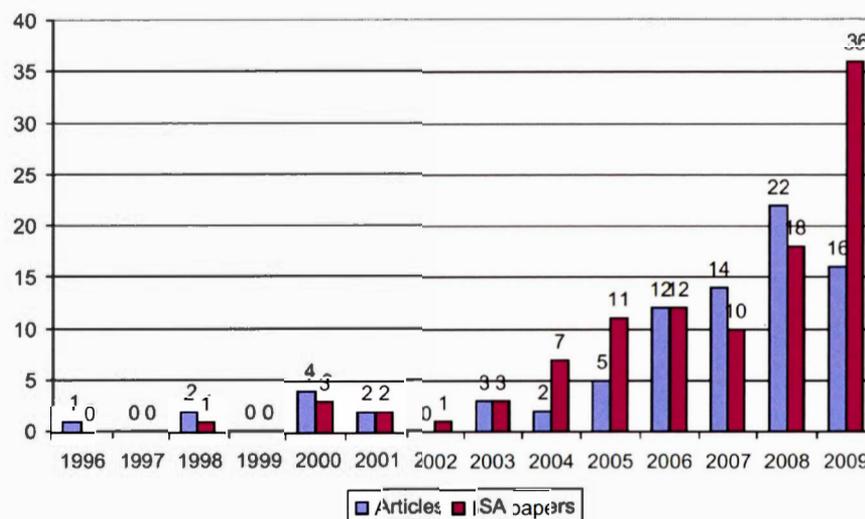


Tableau 1.1 Articles utilisant la théorie de la sécuritisation entre 1996 et 2009 (Gad & Petersen, 2011)

1.1.3.1. Comment la théorie de la sécuritisation propose-t-elle de penser la sécurité ?

Ultimement, parler de sécurité ou de problème de sécurité tel qu'expliqué par l'École de Copenhague, c'est comprendre comment certaines thématiques sont placées dans l'agenda sécuritaire. En d'autres termes, c'est invoquer la nécessité d'entreprendre des mesures extraordinaires pour venir à bout d'une menace existentielle sans quoi plus rien ne sera jamais comme avant.

Ainsi, la sécuritisation est le stade où un problème requiert des mesures urgentes et exceptionnelles, qui vont à l'encontre des procédures politiques qui caractérisent normalement la vie politique. Celles-ci sont suscitées à travers des pratiques discursives qui décrivent et construisent une situation dangereuse dont la résolution requiert des mesures exceptionnelles afin d'assurer la survie d'un objet référent dont l'acteur sécurisant expose le péril. Dès lors, la sécuritisation, vue comme une version avancée ou extrême de la politisation s'inscrit dans une lutte pour la survie : *« if we do not tackle this problem, everything else will be irrelevant because we will not be here or will not be free to handle it in our own way »* (Buzan et al., 1998 : 24)

En outre, il est essentiel de rappeler que s'inscrivant dans le sillon de l'approche constructiviste des RI, Buzan et Wæver jugent qu'il n'existe pas véritablement de menaces objectives. Au contraire, la théorie de la sécuritisation pense la sécurité comme le résultat d'un processus social. Autrement dit, c'est à travers la représentation qui en est faite et des caractéristiques qui lui sont prêtées qu'une thématique est mise à l'agenda sécuritaire. Ainsi, selon leurs termes (ibid. : 24) : *« "Security" is thus a self-referential practice, because it is in this practice that the issue becomes a security issue—not necessarily because a real threat exists but because the issue is presented as such threat »*, mais elle est également intersubjective par la nécessité qu'un auditoire reconnaisse cette menace comme existentielle (ibid. : 31).

1.1.3.2. Un acte de langage à géométrie variable

Force est de constater à travers la lecture des différents ouvrages de l'École de Copenhague que le rôle de l'acte de langage a changé. Dans un premier temps, tel que conceptualisé dans « Securitization and Desecuritization » (1995), l'acte de langage découle largement de l'héritage post-moderne de Wæver en empruntant beaucoup à Austin, Butler et Derrida. Puis, avec *Security : A New Framework for Analysis* (1998), il s'affranchit partiellement de ses origines en considérant plus amplement la nature intersubjective de la sécurité dans la définition de la réussite de celui-ci.

1.1.3.2.1. Une première mouture post-moderne

Le concept central des études de la sécuritisation est l'acte de langage, c'est-à-dire qu'une thématique devient un problème de sécurité dès lors que l'acteur sécurisant la désigne ainsi. C'est en invoquant la sécurité et en exposant le danger d'une situation pour la pérennité de l'objet référent que l'on constitue la menace. Elle ne s'impose pas d'elle-même, mais se construit à travers l'acte de langage. « *In this usage, security is not of interest as a sign that refers to something more real; the utterance itself is the act.* » (Wæver, 1995 : 55). Ainsi, il suffit à l'agent sécurisant de prononcer le mot sécurité pour déplacer le traitement d'une problématique au-delà du cadre normal de la politique et faire appel à des mesures extraordinaires.

Wæver (1995) s'est inspiré de la théorie du langage développée par Austin, et particulièrement la fonction illocutoire de celle-ci pour conceptualiser la sécuritisation. Cette fonction correspond à la capacité de provoquer une réaction par le simple acte de dire. L'acte de langage est performatif, il fait et implique une réponse. Ainsi, lorsqu'il a commencé à publier sur la sécuritisation en 1995, Wæver recommandait de ne pas tant s'attarder sur le contexte ou les conditions sociales propres à chaque situation étudiée, que de se focaliser sur l'acte de langage en lui-même et des effets que son

énonciation provoque, soutenant, comme le précise Ceyhan (1998 : 7), que : « *le discours sécuritaire est [...] un acte de langage, une labellisation dotée d'une force illocutoire.* »

1.1.3.2.2. Un revirement constructiviste

Le pouvoir de l'acte de langage évolua avec la sortie de *Security : A New Framework for Analysis* (1998) où l'aura poststructuraliste s'estompa pour se rapprocher des enseignements du constructivisme. Dans celui-ci, Buzan et *al.* défendirent l'idée que l'acte de langage n'est pas une formule magique qui provoque irrémédiablement une réaction indépendamment du locuteur, du récepteur ou du lieu d'énonciation.

Ainsi, ils proposèrent d'autres éléments à prendre en considération pour la réussite d'une sécuritisation : ce sont les conditions facilitantes (*facilitating conditions*). Ces conditions permettent à un acte de langage de provoquer ce pour quoi il est énoncé.

Wæver en évoque trois : « (1) *the demand internal to the speech act following the grammar of security*, (2) *the social conditions regarding the position of authority for the securitizing actor [...]* (3) *features of alleged threats that either facilitate or impede securitisation* » (ibid. : 33). La grammaire de la sécurité est l'utilisation dans le discours de phrases qui évoquent l'urgence de répondre à telle menace, les conséquences irrévocables si rien n'est entrepris ainsi qu'un vocabulaire propre au secteur dans lequel la menace fait sens. La deuxième insiste sur le rôle de l'énonciateur et de sa capacité à recevoir un écho en raison de sa position d'autorité privilégiée. Cette position d'autorité facilitante dépend largement de l'objet référent en danger et donc, là aussi, du secteur.

Enfin, toutes les tentatives de sécuritisation ne sont pas égales, certaines menaces font plus de sens que d'autres auprès de l'auditoire.

À travers ces conditions facilitantes, Wæver répond à certaines interrogations que son approche essentiellement linguistique de l'acte de langage pouvait susciter au départ (Wæver, 1995). Selon les termes de Wæver : « *the speech-act approach says only that it is the actor who by securitising an issue—and the audience by accepting the claim—make it a security issue* » (ibid. : 34). L'accent n'est plus uniquement sur le locuteur, mais aussi sur les récepteurs, l'auditoire.

Par ailleurs, nombreux sont les exemples où des acteurs sécuritisants ont tenté de placer un problème dans le cadre sécuritaire et donc, en dehors des procédures politiques normales sans qu'il n'y ait eu la moindre conséquence. Ces cas illustrent une démarche sécurisatoire (*securitising move*) échouée. Par conséquent, pour juger du succès ou non de celle-ci : « *if by means of an argument about the priority and urgency of an existential threat the securitising actor has managed to break free of procedures or rules he or she would be otherwise be bound by, we are witnessing a case of securitisation* » (ibid. : 25).

Pour autant, une ambiguïté demeure dans la mesure où Buzan et *al.* donnent toujours un pouvoir important à l'acte de langage qui possède : « *an insurrecting potential to break the ordinary, to establish meaning that is not already in the context* » (ibid. : 46). Le doute subsiste donc sur le véritable rôle de l'acte de langage²³.

²³ Cette ambiguïté sera développée plus en détails avec les critiques dans la partie suivante

1.1.4. *Quels sont les acteurs et unités de la sécuritisation ?*

Afin de bien cerner la théorie de la sécuritisation, il est indispensable de détailler les acteurs et unités qui la composent.

1.1.4.1. L'objet référent

L'objet référent est central. Il est l'unité dont l'existence est menacée et dont la pérennité dépend des actions qui seront mises en place. Il est exposé, par l'acteur sécuritisant, comme pouvant légitimement réclamer son droit à la survie (ibid. : 36).

Généralement, l'objet référent désigne l'État, dont la souveraineté serait (re)mise en cause. Mais grâce à l'élargissement du champ d'études souhaité par l'École de Copenhague, d'autres objets comme la société, dont l'identité serait déclarée comme menacée, peuvent provoquer un traitement par la sécuritisation.

Concernant l'échelle de l'objet référent, l'École de Copenhague estime que : « *the middle scale of limited collectivities has proved the most amenable to securitisation as durable referent objects* » (ibid. : 36). Cela dit, considérant les dynamiques sécuritaires durant la Guerre froide et à l'aune de la Guerre contre le terrorisme²⁴, Buzan et Wæver (2009) ont ajouté une nouvelle dimension permettant d'appréhender le phénomène de sécuritisation à l'échelle systémique avec le concept de macro-sécuritisation. L'affrontement idéologique entre les deux blocs de la guerre froide est un exemple parfait de macro-sécuritisation. Il se caractérise par son impact au sein de plusieurs

²⁴ Selon la formule consacrée de George W. Bush suite aux attentats du 11 septembre 2001 : « Global War on Terror »

auditoires qui ne sont pas forcément reliés, voire complètement indépendants les uns des autres.

En outre, face aux reproches émis à l'égard de la théorie de la sécuritisation sur la prééminence de l'État, Wæver admet que ce dernier constitue un référent idéal. Ce faisant, il ne considère pas son approche comme : « *state centric* », mais plutôt : « *state-dominated* » (ibid : 37).

Pour résumer, un objet référent valable doit pouvoir catalyser un soutien important lorsque sa survie est en jeu. Ainsi, si la menace doit faire sens auprès de l'auditoire, l'objet référent désigné le doit également.

1.1.4.2. L'acteur sécurisant

L'acteur sécurisant est la personne ou le groupe qui va performer l'acte de langage et porter l'attention sur un objet référent dont il considère qu'il est menacé existentiellement (ibid. : 40).

Il parle au nom d'un objet référent, qui ne peut, par définition, pas évoquer la menace qui pèse sur sa pérennité, alors que dans le cas des menaces envers l'État, l'acteur sécurisant se trouve généralement être celui qui peut parler au nom de l'État, soit communément l'élite dirigeante. L'identifier dans les autres secteurs — où nous pouvons légitimement nous demander qui a le droit de parler au nom de qui ou de quoi ? — peut parfois relever de la gageure. Ainsi, quel que soit le secteur : « *identifying the securitizing actor is in the last instance less a question of who performs the speech than of what logic shapes the action* » (ibid. : 41).

1.1.4.3. Les acteurs fonctionnels

Ce sont tous les acteurs qui vont, d'une manière ou d'une autre, favoriser la réussite de la sécuritisation. Par exemple, cela peut être l'influence des médias dans le soutien à un processus sécuritisant. Chaque secteur dispose de son lot d'acteurs fonctionnels potentiels.

1.1.4.4. L'auditoire

L'auditoire n'occupe pas une place centrale dans les ouvrages et articles de l'École de Copenhague, bien que son rôle soit reconnu dans le succès ou non d'une sécuritisation dans la mesure où elle correspond selon Buzan et Wæver à : « *those the securitising act attempts to convince to accept exceptionnal procedures because of the specific security nature of some issue* » (ibid. : 41).

À ce titre, il corrobore une des inquiétudes de Huysmans (1996, cité dans ibid. : 41) sur le risque de trop se focaliser sur l'acte de langage. La conséquence est une marginalisation de l'auditoire, qui tient, pourtant, un rôle majeur en tant que juge de la validité ou non de la sécuritisation. Nous ne pouvons qu'acquiescer considérant qu'il n'est pas fait grand cas du rôle de l'auditoire comme nous l'évoquions plus haut et tel que nous le développerons dans la partie suivante à travers les réactions suscitées.

En définitive, l'École de Copenhague propose un cadre théorique à mi-chemin entre la vision étroite et bien établie des approches traditionnelles et des vellétés de bouleversement du champ d'études des critiques. À ce titre, ces deux approches rejettent plus ou moins fermement les propositions de l'École de Copenhague soit parce

qu'elle s'écarte trop des facteurs matériels et objectifs, soit en raison de sa volonté de coller au monde telle qu'il est (ibid. : 207).

1.2. Une perspective balzacqo-weldesienne de la sécuritisation

S'il est vrai que l'École de Copenhague a grandement participé au regain d'intérêt qu'ont connu les études de sécurité à travers la (re)conceptualisation de celles-ci, cela ne s'est pas fait avec l'assentiment général²⁵. Nombreux sont les chercheurs convaincus qu'un pas était fait dans la bonne direction, mais émettant avec justesse certaines réserves par rapport au cadre théorique dans sa version originale²⁶. Ces derniers ont joué un rôle fondamental dans la mesure où ils ont permis d'ouvrir le cadre théorique de l'École de Copenhague vers d'autres horizons et influences (sociologiques, théâtrales, *et cætera*), élargissant ainsi son champ des possibles.

Forts de ce constat, nous suivrons la voie tracée par Balzacq et Weldes dont les travaux permettent d'inscrire la théorie de la sécuritisation dans un contexte socioculturel bien précis, celui de l'auditoire.

²⁵ Certains chercheurs ne pouvant, par exemple, admettre que les questions sécuritaires puissent désigner des problématiques de seconde importance (« low politics ») quand elles devraient se focaliser sur le militaire et la survie de l'État (« high politics ») (Walt, 1991 cité dans Buzan et al., 1998 : 3-4).

²⁶ Le débat théorique est dominé par trois tendances, chacune s'attaquant à une facette bien particulière de l'École de Copenhague. Ainsi, certains critiques se sont concentrés sur l'implication normative à parler de la sécurité et les origines schmittiennes de la sécuritisation (voir Aradau, 2004, Behnke, 2006 ; Floyd, 2007 ; Hansen, 2012 ; McDonald, 2008, Taureck, 2006 ; Williams, 2003). D'autres se sont intéressés à la pratique bureaucratique de la sécuritisation qui précède voire remplace l'acte de langage (voir Bigo, 2000, 2002, 2005 ; Palluault, 2011). Enfin, d'autres ont cherché à étoffer le pouvoir explicatif de la théorie en s'attachant à développer sa dimension intersubjective (nous nous inspirerons de ceux-ci dans le cadre de notre mémoire).

1.2.1. *Le tournant sociologique emmené par Thierry Balzacq*

Comme théorisé par l'École de Copenhague, le traitement de l'auditoire n'a pas réussi à emporter l'adhésion auprès des chercheurs et fait l'objet d'une littérature florissante. Chacun des travaux œuvre afin de lui octroyer davantage de profondeur et une emprise plus importante sur le processus sécurisant. Balzacq est en tête de file de ces critiques, il fut l'un des premiers à se pencher sur le rôle de l'auditoire. D'autres chercheurs, dans la veine de ses travaux, emboîteront le pas jusqu'à la publication d'un ouvrage collaboratif majeur qui rassemble ces idées (2011) : *Securitization Theory : How Security Problems Emerge and Dissolve*.

1.2.1.1. La dimension intersubjective de la (re)construction de la menace

Balzacq ne cherche pas à rejeter en bloc le programme proposé par l'École de Copenhague, qu'il juge comme « *l'une des innovations les plus remarquables dans les études de sécurité* » (Balzacq, 2016 : 190). Pour autant, il cherche à le renforcer en corrigeant ce qu'il juge être des faiblesses ou des manquements. À ce titre, il se penche sur les pouvoirs explicatifs de la théorie et particulièrement sur la notion de réussite de la sécuritisation, et comment celle-ci peut s'accomplir et sous quelles conditions.

Ainsi, il reproche à l'École de Copenhague sa focalisation excessive sur l'acte de langage, qui est issue de ce qu'il qualifie de « *philosophical view* » de la sécuritisation, en opposition à sa vision sociologique de celle-ci (Balzacq, 2011 : 19). Il considère que : « *a speech act conception of security poses a problem in that it is disconnected from the actual dynamics of world politics wherein the meaning of actions is not always determined by the conventional rules governing illocutionary acts.* » (Balzacq, 2005 : 176). La sécurité ne peut pas être uniquement quelque chose

que l'on performe. La menace ne l'est pas seulement parce que certains l'ont déclaré comme telle. L'acte de langage s'inscrit dans un contexte et face à un auditoire qu'il faut convaincre et qu'il est donc indispensable de remettre sur le devant de l'analyse pour que le modèle de la sécuritisation garde une contenance et puisse servir à étudier des phénomènes concrets. Autrement dit : « *security statements must, usually, be related to an external reality* » (Balzacq, 2005 : 182) afin de convaincre un auditoire de la légitimité d'une menace. Ainsi, le point focal de la critique de Balzacq porte sur le rôle de l'acte de langage : « *la question peut-on dire est de savoir si la performativité est endogène au mot « sécurité », indépendamment d'une audience qui rend la construction partagée, la légitime et lui permet de libérer ses effets, ou si la performativité de la sécurité dérive de son usage par des acteurs particuliers, soutenus par au moins une audience, de préférence la plus influente, dans des contextes spécifiques* » (Balzacq, 2016 : 195). La sécurité est le fruit de l'interaction entre un auditoire et un agent sécurisant (Balzacq, 2015 : 3).

C'est l'ambiguïté relativement à l'importance de cette interaction qui constitue le socle de la critique de Balzacq. Pourtant, en évoquant le caractère intersubjectif de la sécuritisation (Buzan *et al.*, 1998 : 31), Buzan *et al.* reconnaissent *de facto* l'importance de l'acceptation de la menace par l'audience. Autrement dit, ils reconnaissent l'effet perlocutoire de l'évocation de la menace (Balzacq, 2005 : 184), mais n'y accordent qu'une place marginale dans la formulation initiale de la théorie (Balzacq, 2015 : 6). Néanmoins, comme l'affirme Balzacq (2005 : 179), leur position est ambiguë puisque dans le même temps, la nature autoréférentielle de la sécurité est soutenue (Buzan *et al.*, 1998 : 24, et revendiqué dans Wæver [1995]). Ainsi, d'un côté, ils se basent sur la fonction perlocutoire du langage et de l'autre sur la fonction illocutoire alors que les conséquences de ces deux fonctions sont différentes. La première prenant en compte la réceptivité de l'auditoire visé, quand la seconde ne considère que l'énonciation et son rôle performatif (Balzacq, 2005 : 175). Il en ressort

un évident problème de compatibilité, il faut opter soit pour l'un soit pour l'autre, et Balzacq (2011 : 20) pense que l'École de Copenhague penche plutôt pour le second.

Finalement, l'idée de Balzacq réside dans la (re)focalisation de la sécuritisation sur l'auditoire (« *audience-centered* » [Balzacq, 2005 : 184]). Le rôle de l'agent sécurisant consiste à convaincre cet auditoire en utilisant une grammaire sécuritaire et des représentations qui font sens au sein de celle-ci afin que le problème sécuritaire soit pris en charge par l'acteur sécurisant avec les moyens qu'il jugera nécessaires pour répondre à la menace. À ce titre, plusieurs éléments sont à prendre en compte (Balzacq, 2005, 2011 & 2015) :

- Le contexte dans lequel la menace, présentée comme telle, s'inscrit et la position sociale de l'agent sécurisant, qui implique le degré d'importance et de confiance que l'auditoire accordera à ses propos.
- Le pouvoir de persuasion de l'agent sécurisant. L'auditoire doit le considérer comme quelqu'un au fait de la menace et qui va travailler dans l'intérêt de l'auditoire.
- L'apparente véracité de la menace. Il doit y avoir des preuves tangibles provenant du « monde réel ». Autrement dit, la menace ne vient pas seulement de sa caractérisation comme telle par l'agent sécurisant, mais également de ses attributs propres.

C'est ce processus qu'il convient d'analyser lorsque nous étudions la sécuritisation de manière balzacquienne, et c'est là où réside tout l'apport de Balzacq à la théorie de la sécuritisation.

1.2.1.2. Le rôle de l'auditoire dans le succès du processus sécurisant

Cet apport est salué par Salter (2008 : 326), qui partage avec Balzacq le même enthousiasme relativement au développement initié par l'École de Copenhague et une inquiétude similaire concernant le manque de développement des aspects sociaux de la sécuritisation. Son travail se concentre sur le processus sécurisant et l'influence de l'auditoire sur celui-ci. En effet, il apparaît que les actes de langage sont formulés différemment selon les auditoires devant lesquels ils sont énoncés. Il tire ce constat en s'inspirant des travaux de Goffman sur l'analyse dramaturgique²⁷ et défend l'idée que : « *the setting of a securitizing move is determined by the actors and their roles, the rules of the discourse permissible within that space, and the expectations of the audience.* » (Salter, 2008 : 328). Le succès d'un mouvement sécurisant dépend de la structure de l'acte de langage et du respect des codes et des représentations propres à l'auditoire où il est énoncé. Transposé aux études de sécurité, Salter évoque quatre configurations distinctes : les auditoires populaires, technocratiques, scientifiques et l'élite. Ce faisant, il souligne (2008 : 322) : « *in each of these different settings, the core rules for authority/knowledge (who can speak), the social context (what can be spoken), and the degree of success (what is heard) vary* ». Dans un article écrit plus tard (dans Balzacq et al., 2011), il a démontré le rôle joué par ces différentes configurations dans l'acceptation ou non de certaines politiques de contre-terrorisme que le gouvernement américain souhaitait mettre en place.

Selon le processus de sécuritisation étudié, il est indispensable de bien comprendre quels sont les auditoires auxquels s'adresse l'acteur sécurisant. Par exemple, Salter et Mutlu (2013 : 822), dans l'étude de la sécuritisation de l'atoll de Diego Garcia, ajoutent les médias aux configurations possibles. Ils sont ici un auditoire

²⁷ L'analyse dramaturgique reprend à son compte le vocabulaire du théâtre pour comprendre les configurations sociales et les rôles performés par les individus en scène.

direct dans le sens où les politiques visent à leur faire comprendre la nécessité de ne pas éveiller l'attention du public sur les questions qui agitaient l'atoll. Ce faisant, les médias peuvent jouer un double rôle : celui d'auditoire et/ou d'acteurs fonctionnels²⁸.

Par ailleurs, il ajoute que si un auditoire peut reconnaître la menace pesant sur un objet, il peut aussi rejeter les mesures proposées pour y répondre (Salter, 2008, 2011 ; Roe, 2008). Dans ce cas, Jackson (2006 : 313) parle de problématique : « *rhetorically securitized with no practical result* ».

Force est de reconnaître l'importance de ces contributions qui permettent de prendre conscience de la complexité des auditoires. Ainsi, la théorie gagne en profondeur en se donnant les outils pour mieux comprendre les processus, qu'ils aient réussis ou échoués. Cela dit, en développant le rôle de l'auditoire, il convient de reconnaître que cela va à l'encontre des principes de base de la théorie de la sécuritisation dans la mesure où la force de l'énonciation est fortement réduite.

1.2.1.3. Un processus à intensité variable

Initialement, la sécuritisation avait été élaborée à travers l'acte de langage qui désignait à un moment précis une menace existentielle pesant sur un objet référent. Pour autant, certains auteurs ont apporté de la profondeur et de la nuance à ce moment.

C'est le cas de Abrahamsen (2005 : 59), selon qui le processus de sécuritisation est graduel. Les problématiques sécuritaires évoluent sur une échelle qui va de la normalité à la menace existentielle, mais passent par l'inquiétude et le risque, et

²⁸ Pour une autre analyse du rôle des médias, voir aussi Vultee, 2010.

peuvent très bien ne jamais atteindre ce dernier stade où le danger est tel qu'il pourrait détruire l'ordre établi. L'objectif pour les élites politiques étant de gérer ces menaces.

Une idée corroborée par Vuori (2010) qui voit dans l'analyse de l'horloge de l'Apocalypse depuis 70 ans autant de mouvement sécurisant et désécurisant à mesure que nous nous rapprochons ou nous éloignons de minuit. Cette analogie visuelle permet de comprendre que la sécuritisation n'est pas un processus linéaire, son intensité varie d'un moment à l'autre. Lupovici (2014) va dans le même sens et propose l'idée de « climax » de la sécuritisation, qui est le dernier stade faisant suite à une augmentation de l'intensité de la perception d'une menace.

McDonald (2008) offre un exemple concret en utilisant la thématique de la sécuritisation pour analyser la question de l'asile politique en Australie. Il démontre la manière dont cette question est passée à travers plusieurs phases : de la sécuritisation à la désécuritisation pour être finalement resécuritisée dans l'agitation d'une campagne électorale.

1.2.2. La composition de l'acte de langage : l'imaginaire sécuritaire de Jutta Weldes

Afin de mieux appréhender la composition de l'acte de langage, il est intéressant d'aller au-delà de la formulation initiale de l'École de Copenhague pour lui adjoindre les propositions émises par Jutta Weldes dans son article « *Constructing National Interest* ». En effet, bien que celui-ci porte essentiellement sur la question de l'intérêt national, son développement est largement transposable à la formulation des problématiques sécuritaires rencontrées dans la théorie de l'École de Copenhague tant

le processus sous-jacent est similaire. Il s'agit de (re)construire une représentation qui fasse sens au sein d'un auditoire visé afin de légitimer les actions envisagées.

En outre, à travers les concepts d'articulation et d'interpellation, Weldes nous offre des outils essentiels pour opérationnaliser la sécuritisation telle que définie par Balzacq (2011 : 3) : « *an articulated assemblage of practices whereby heuristic artefacts (metaphors, policy tools, image repertoires, analogies, stereotypes, emotions, etc.) are contextually mobilized by a securitizing actor, who works to prompt an audience to build a coherent network of implications (feelings, sensations, thoughts, and intuitions), about the critical vulnerability of a referent objet, that concurs with the securitizing actor's reasons for choices and actions, by investing the referent subject with such an aura of unprecedented threatening complexion that a customized policy must be undertaken immediately to block its development* ».

Ainsi, pour faire sens au sein de l'auditoire visé, l'acte de langage doit intégrer des éléments culturels et linguistiques qui créent une manière de se représenter et de se positionner par rapport à un Autre et face à une menace existentielle perçue. Ce faisant : « *meaning is created and temporarily fixed by establishing chains of connotations among different linguistic elements.*» (Weldes, 1996 : 284).

Ces significations partagées constituent la pierre angulaire de l'appel à la sécuritisation puisque c'est à travers elles que les acteurs sécuritisants composent l'acte de langage. Ils (re)construisent intersubjectivement une représentation du monde et du Soi par rapport aux Autres, dans le but d'insuffler un « sens commun » à un auditoire défini et ainsi légitimer une action.

Dans le but d'étudier les représentations idéationnelles qui composent l'acte de langage et la manière dont elles interpellent l'auditoire, Weldes utilise les deux procédés cités précédemment : l'articulation et l'interpellation des sujets.

1.2.2.1. *L'articulation, ou la création d'un sens commun*

L'articulation est le processus consistant à la construction intersubjective d'une représentation à partir de matériaux culturels et de ressources linguistiques trouvant racine dans un contexte politico-culturel spécifique et faisant sens au sein d'un auditoire donné. C'est-à-dire qu'en articulant cet imaginaire sécuritaire, il se crée des chaînes de connotations qui participent à la création d'une compréhension partagée de la menace. Ainsi : « *The goal for foreign policymakers – as well as for other actors trying to influence foreign policy – is to present a foreign policy that appears legitimate and enforceable to its relevant audience. Thus, at the center of political activity is the construction of a link between policy and identity that makes the two appear consistent with each other* » (Hansen, 2006 : 28).

Le processus d'articulation confère une signification particulière aux faits, aux événements et à la relation à l'Autre sur laquelle est basée l'action politique. En définitive : « *the security imaginary makes possible representations that clarify both for state officials themselves and for others who and what “we” are, who and what “our enemies” are, in what ways we are threatened by them, and how we might best deal with those threats.* » (Weldes, 1999 : 15). À travers la répétition et le succès de cette articulation, la définition de la menace en vient à être considérée comme une description naturelle de la réalité. Pour autant, ces représentations n'étant pas données objectivement, mais construites intersubjectivement, elles doivent être constamment (re)produites afin de conserver leur légitimité face aux représentations alternatives émanant d'autres acteurs.

Par conséquent, les représentations se font à partir de ce que Weldes (1996 : 282) qualifie d'argument « quasi-causal », dans le sens où ce n'est pas tant la véracité qui importe, mais ce que ces représentations invoquent, et ce qu'elles suggèrent comme action légitime et souhaitable dans l'auditoire visé. À cet égard, le recours à l'analogie est un puissant vecteur de sens.

Par exemple, lorsque Netanyahu (2006a) déclare : « *It's 1938 and Iran is Germany. And Iran is racing to arm itself with atomic bombs* » ou « *he is preparing another Holocaust for the Jewish state* », il fait appel à l'analogie de Munich et au souvenir de l'Holocauste de manière à justifier et à encourager le ralliement sur ses positions. L'articulation peut aussi se faire à l'aide de certaines références, comme lorsqu'il déclare à l'Assemblée des Nations unies (2012a) : « *To understand what the world would be like with a nuclear-armed Iran, just imagine the world with a nuclear armed al-Qaeda* ». La référence à Al-Qaeda vise directement un auditoire américain, où le souvenir des attentats du 11 septembre est encore brûlant et la guerre contre le terrorisme issue de la mouvance radicale sunnite très actuelle. Nous reviendrons évidemment sur cela dans notre étude de cas. Ces exemples servaient avant tout à montrer comment l'articulation se forme pour représenter une situation.

1.2.2.2. *L'interpellation, ou l'identification aux représentations*

S'inspirant des travaux d'Althusser, Weldes (1996 : 287) ajoute le concept d'interpellation qui se réfère à : « *a dual process whereby identities or subject-positions are created and concrete individuals are 'hailed' into (Althusser, 1971 : 174) or interpellated by them* ». L'interpellation agit de deux manières : d'une part, en créant des sujets avec des identités particulières et, d'autre part, en invoquant ces identités. Lorsque ces identités sont assimilées par un individu, les représentations associées

prennent tout leur sens et sont intégrées comme étant une description objective de la réalité.

Ainsi, le processus d'interpellation consiste à interpellier les individus pour qu'ils se reconnaissent et s'identifient dans une certaine représentation du monde et, ainsi, soient plus enclins à accepter les solutions proposées lors d'un appel à la sécuritisation pour défendre leur « communauté ».

Pour autant, ainsi que le précise Weldes (1996 : 308), il ne s'agit pas de dire que tous les individus seront automatiquement interpellés par cette représentation. Néanmoins, au sein d'un auditoire visé, il est aisé de définir des identités dominantes. Ainsi, l'interpellation crée une communauté imagée dans laquelle les individus se retrouvent. Par exemple, cela peut-être la « communauté juive » menacée par un nouveau tyran génocidaire ou « le monde libre et démocratique » face aux fanatismes et à l'obscurantisme voire « le monde civilisé » contre « les barbares ».

En définitive, lorsqu'un acteur sécuritisant compose un acte de langage, il fait appel à ces deux processus afin d'articuler un imaginaire sécuritaire qui trouve racine dans le contexte sociopolitique d'un auditoire spécifique et interpelle les individus de cet auditoire afin qu'ils s'assimilent et s'identifient aux représentations créées.

1.3. Opérationnalisation de la théorie : une analyse discursive

Afin d'opérationnaliser notre cadre théorique, nous procéderons à une analyse qualitative de discours. Nous avons sélectionné 103²⁹ déclarations disponibles sur le

²⁹ Les références exactes se trouvent dans la bibliographie.

site officiel du cabinet du Premier ministre israélien (<http://www.pmo.gov.il>). Ces discours mettent en exergue la menace iranienne. Ils sont répartis comme suit :

Date	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Total
Olmert	6	3	11	2	0	0	0	0	0	0	0	22
Netanyahu	0	0	0	15	18	14	9	10	6	6	3	81
Total	6	3	11	17	18	14	9	10	6	6	3	103

Tableau 1.2 : Répartition des textes étudiés, selon l'année et le Premier ministre

Chacun des textes sera étudié avec pour objectif de souligner la prépondérance de l'imaginaire sécuritaire que nous décrivons dans le chapitre III. Nous souhaitons faire ressortir la centralité de celui-ci dans les discours sécurisants de Netanyahu. Dans cette optique, il s'agira de faire le lien entre l'utilisation de l'imaginaire sécuritaire et la représentation de l'Iran comme menace existentielle. En d'autres termes, nous exposerons l'émergence et l'évolution des structures de représentations qui sont selon Balzacq (2011 : 39) : « *constitutive of a threat image* ». Ainsi, nous mettrons l'accent sur le lexique, les analogies, les images, les références à la mémoire collective et aux événements historiques, et les stéréotypes employés dans le but de véhiculer une certaine représentation de l'Iran. Nous démontrerons comme ceux-ci sont le reflet de l'imaginaire sécuritaire. Ce faisant, ces éléments du discours participent à l'intensité de la perception de la menace. Les références à l'Holocauste ou à la menace terroriste revêtent une signification particulière au sein des auditoires visés.

Nous nous concentrerons exclusivement sur les déclarations des Premiers ministres en fonction (Olmert 2006-2009 ; Netanyahu 2009-2016), dans la mesure où ils ont pour rôle de définir la politique étrangère d'Israël et d'établir les relations avec les autres pays. Ce faisant, ces derniers s'expriment au nom de la politique qu'ils souhaitent mettre en œuvre et les discours sont l'expression de celle-ci. Comme le précise Hansen (2006 : 28) : « *at the center of political activity is the construction of a*

link between policy and identity that makes the two appear consistent with each other ».
Autrement dit, au cœur de la (re)construction de la menace iranienne, il y a l'imaginaire sécuritaire, une relation étroite que nous tâcherons d'exposer à travers l'analyse de ces 103 déclarations.

CHAPITRE II

ISRAËL, L'IRAN ET LA BOMBE

« *We shall not allow our enemies to develop weapons of mass destruction against our people.* »
Menachem Begin³⁰ dans Shilon, 2012 : 345

Ce chapitre sera consacré à l'histoire de la relation irano-israélienne et à la relation entretenue par ces deux pays à la bombe nucléaire. Il s'agira, dans un premier temps, d'inscrire notre mémoire dans un contexte en présentant l'évolution des relations irano-israéliennes de la dynastie du Shah jusqu'à aujourd'hui. Dans un second temps, nous reviendrons en détail sur le programme nucléaire iranien et la littérature existante sur l'attitude d'Israël à l'égard de celui-ci.

2.1. L'histoire des relations irano-israéliennes

Force est de constater que les études sur les relations israélo-iraniennes n'ont fait l'objet d'un intérêt auprès des universitaires que tout récemment et restent, objectivement, plutôt restreintes. À ce titre, Trita Parsi³¹ (2008 : xvi) regrettait le

³⁰ Begin fut le premier Premier ministre issu des rangs du Likoud à prendre la tête du gouvernement israélien. Il fut l'initiateur de la doctrine éponyme consacrée par les bombardements des installations nucléaires clandestines irakiennes d'Osirak. Pour une étude exhaustive de la doctrine Begin, voir Brom, 2005 ; Ford, 2005 ; Shilon, 2012 ; Tamsett, 2004)

³¹ Nous ferons souvent appel aux travaux de Trita Parsi dans cette partie. Ils sont une source d'informations précieuse et qualitative sur les dynamiques qui ont marqué les relations irano-israéliennes. Toutefois, étant issue de l'école réaliste des Relations internationales, Tarsi tire des conclusions imprégnées des concepts et des enseignements de ce cadre théorique. À ce titre, il explique essentiellement les relations à l'aide du concept *d'équilibre des puissances*. Par ailleurs, il faut noter un

manque flagrant de travaux en langue anglaise traitant en profondeur de la relation entre ces deux pays majeurs de la politique moyen-orientale. Entre la révolution islamique de 1979 et la sortie de son ouvrage en 2008, *Treacherous Alliance : The Secret Dealing of Israel, Iran and The U.S.*, il existe une quasi-absence de travaux académiques sur le sujet³², hormis le livre de Sobhani (1989), *The Pragmatic Entente : Israeli-Iranian Relations, 1948-1988*.

Selon Parsi (2008 : 2) : « *most observers have failed to notice a critical common interest shared by these two non-Arab powerhouses in the Middle East : the need to portray their fundamentally strategic conflict in ideology.* » Ce faisant, il constate que l'inimitié entre ces deux pays a été précédée par des périodes de grande coopération. En effet, le sentiment de défiance de l'Iran — seule nation perse — envers ses voisins arabes et la doctrine de la périphérie d'Israël³³ avaient conduit ces deux nations à une alliance objective (Sobhani, 1989) que même la révolution islamique n'avait pas véritablement bouleversée dans un premier temps (Parsi, 2005 : 255 ; 2008 : 106 ; Sobhani, 1989 : 141-159).

Cela changea radicalement avec la fin de la Guerre froide et la défaite lors de la guerre du Golfe de l'ennemi commun, l'Irak de Saddam Hussein (Parsi, 2008 : 139 ; Sobhani parlait d'axe Tehran-Tel Aviv [1989 : 157]). Dès 1992, les décideurs politiques israéliens — alors qu'ils voyaient, dans les années 1980, l'Iran comme un

possible conflit d'intérêt dans la mesure où Trita Parsi est le fondateur du *National Iranian American Council* (NIAC) dont l'objectif est justement d'influencer la politique américaine à l'égard de l'Iran. Pour une critique détaillée, voir Thrall (2008) ou Rubin (2008).

³² Néanmoins, l'importance prise par le nucléaire iranien dans la politique internationale a suscité un accroissement de l'intérêt pour ce sujet, comme le confirme des ouvrages comme celui de Ram (2009). Dans une moindre mesure, nous pouvons aussi citer Mearsheimer et Walt (2007), qui consacrent un chapitre à l'influence des lobbies pro-israéliens dans le processus de décision de la politique étrangère américaine à l'égard de l'Iran.

³³ Elle fut mise en œuvre par David Ben Gurion dès la fondation de l'État d'Israël en 1948 avec pour objectif d'affaiblir les pays arabes voisins en formant une alliance objective avec l'Éthiopie, la Turquie et l'Iran.

partenaire géostratégique dont il était nécessaire de soutenir la frange modérée en ignorant les commentaires belliqueux et antisionistes voire antisémites colportés par les radicaux du régime — entrèrent dans une escalade verbale. Ils commencèrent à évoquer l'idée d'une menace existentielle émanant de l'Iran qu'ils dénoncèrent comme le « *Iranian danger* », « *dark murderous regime* » ou encore « *turbid Islamic wave* » (Parsi, 2005 : 263). Une rhétorique qui n'est pas sans rappeler celle utilisée aujourd'hui.

L'histoire moderne des relations entre l'Iran et Israël se divise en quatre phases : de 1948 à 1953, phase que Sobhani (1989) résume comme une « *calculated ambivalence* » ; de 1953 à 1979 où la dynastie du Shah favorisa une grande coopération ; de 1979 à 1991, période durant laquelle les rapports commencèrent à se dégrader, mais se maintinrent à la faveur d'un pragmatisme stratégique ; et puis la fin de la guerre du Golfe et la chute de l'URSS marquèrent un tournant majeur avec la fin des liens diplomatiques et une nette dégradation de la relation dont les effets perdurent encore aujourd'hui.

2.1.1. De 1948 à 1988 : une alliance objective

La fondation de l'État hébreu en 1948 ne se déroula pas sans heurts tant le voisinage à majorité arabe était largement opposé à la réalisation du projet sioniste. Néanmoins, à la périphérie, des pays musulmans reconnurent assez rapidement l'État d'Israël. Ce fut le cas de la Turquie en 1949 et surtout de l'Iran en 1950³⁴. Cela ouvrit la porte à la doctrine de la périphérie qui permettait de répondre au problème engendré

³⁴ Toutefois, ne voulant pas se mettre à dos les pays arabes avoisinants, les dirigeants iraniens ont voté contre l'entrée d'Israël aux Nations unies (Sobhani, 1989 : 5).

par l'isolement d'Israël au milieu « *d'une mer d'hostilité arabe* » (Sobhani, 1989 : 3). Par surcroît, l'Iran manifesta rapidement sa volonté de coopérer avec Israël. Ainsi, l'Iran n'intervint pas lors de la guerre de 1948 opposant Israël aux pays arabes et aida activement les juifs d'Irak à faire leur *aliyah*³⁵ en passant par l'Iran. Pour autant, cette première phase des relations bilatérales entre Israël et l'Iran se caractérise par l'ambivalence forcée de ce dernier. L'Iran ne pouvait pas exposer publiquement son soutien à Israël sans prendre de risque sur la scène politique régionale — en raison de l'hostilité des pays arabes à l'égard de l'entreprise sioniste — et domestique — considérant la défiance envers l'État d'Israël au sein même de sa classe politico-religieuse³⁶ (Sobhani, 1989 : 17-31).

Suite à la prise de pouvoir du Shah en 1953 et l'affaiblissement des courants antisionistes internes, la relation bilatérale entre les deux pays se renforça davantage. Ainsi, ils menèrent plusieurs projets communs allant d'un soutien à l'agriculture iranienne provenant d'Israël à un approvisionnement en pétrole iranien vers Israël. En outre, ils marchèrent de concert pour affaiblir les pays arabes voisins, en soutenant, par exemple, la rébellion kurde d'Irak ou bien en assistant les forces royalistes au Yémen afin de nuire à l'ennemi commun, Nasser (ibid. : 46). Jusqu'au dernier jour du régime du Shah, la coopération entre Israël et l'Iran fut une des composantes essentielles de la politique moyen-orientale³⁷. À ce titre — et plus encore parce que nous l'analysons avec un regard contemporain au fait de la dégradation des relations — le projet « *Operation Flower* » surprend. Celui-ci visait au développement d'un système de missile longue portée capable de lancer des têtes nucléaires (ibid : 128-133).

³⁵ Ce terme hébreu désigne l'acte d'émigrer en terre sainte.

³⁶ L'opposition était dominée par les mouvements de gauche et le clergé chiite qui - bien que divisés sur une large majorité de question - se rejoignaient dans la lutte contre les Etats-Unis et Israël (Scaini, 2011 : 484).

³⁷ Bien que, du point de vue israélien, celle-ci eût commencé à perdre un peu de son caractère indispensable, en raison du déclin du nationalisme arabe dans les années 1970 (Scaini, 2011 : 484).

En résumé, la relation bilatérale durant cette période allant de 1948 à 1979 fut influencée par différents facteurs : la doctrine de la périphérie guidée par l'idée de s'opposer aux pays arabes ; le poids de la diaspora juive en Iran et l'aide apportée pour l'*aliyah* ; le positionnement dans le camp occidental durant la guerre froide ; et une coopération aussi bien financière que commerciale avec l'approvisionnement en pétrole, indispensable à Israël.

2.1.2. *Post révolution : une coopération houleuse, mais pragmatique*

Suite à la révolution islamique, nombreux sont ceux qui s'attendaient à un bouleversement radical de la relation israélo-iranienne. Or, malgré une dégradation évidente de façade dont la rhétorique ouvertement véhémement et belliqueuse de la part des nouveaux dirigeants iraniens fut l'expression, les canaux diplomatiques restèrent ouverts dans un premier temps et la coopération se maintint. Pour preuve, la nouvelle République islamique d'Iran reçut en quantité de l'équipement, des armes et des munitions de la part d'Israël (Sobhani, 1989 : xi), et ce, quand bien même, Khomeini parlait déjà du « petit Satan » pour désigner Israël. Ces échanges furent dénoncés dans l'affaire Iran-Contra³⁸ qui exposa la pérennité de la relation israélo-iranienne en dépit des déclarations publiques des dirigeants iraniens. Cela présentait cinq avantages majeurs pour Israël : l'épuisement de deux pays rivaux dans une guerre longue et

³⁸ L'affaire Iran-Contra – aussi appelé Irangate - est un scandale politique américain s'inscrivant dans le cadre plus large de la doctrine Reagan qui consistait à entraîner et assister les mouvements contre-révolutionnaires de droite afin qu'ils remplacent les gouvernements soutenus par l'Union soviétique. Dans ce cadre, les États-Unis ont fourni des armes à l'Iran - alors en guerre contre l'Irak – dont les bénéfices servaient à financer la lutte armée des « contras » nicaraguayens opposés au gouvernement sandiniste. Dans le même temps, l'administration américaine souhaitait se servir de ce levier d'influence pour faire libérer des otages américains retenus au Liban. Cela allait à l'encontre des lois et de la politique étrangère américaine officielle dans la mesure où il y avait un embargo sur la vente d'armes à l'Iran ; que les États-Unis s'interdisent de payer des rançons pour les otages et que le soutien accordé aux « contras » outrepassait l'amendement Boland voté par le Congrès (voir Gresh & Vidal, 2015).

coûteuse ; s'assurer de la sécurité de la communauté juive iranienne ; tirer des avantages économiques de ces ventes massives d'équipements et d'armements ; préserver les liens avec les plus modérés du régime iranien ; diriger l'attention des pays arabes sur ce conflit³⁹.

En effet, si Israël maintint des liens officieux avec le régime iranien⁴⁰ dans un premier temps, ce n'était pas tant pour l'aider à se renforcer que pour préserver les canaux diplomatiques avec les plus modérés dans l'espoir que ceux-ci reprendraient le pouvoir tôt ou tard. Selon les officiels israéliens, il fallait distinguer l'entité géopolitique de la théocratie dont ils pensaient qu'il ne serait qu'une parenthèse de l'histoire du pays (Sobhani, 1989 : 148 ; Parsi, 2005 : 255).

Par ailleurs, ce soutien s'inscrivait dans la continuité de la doctrine de la périphérie⁴¹, mais se basait aussi sur un intérêt purement stratégique que le Ministre de la Défense de l'époque, que Yitzhak Rabin résuma ainsi : « *the peripheral pact [with Iran under the Shah] only neutralized the Arab inner circle, but did not strategically diminish the threat. Whereas with Iran-Iraq war, a balance of threat has been created for Israel* » (Parsi, 2005 : 149). Ces éléments favorisèrent ce que Trita Parsi (2008) qualifie de période de « paix froide ».

³⁹ Pour une perspective détaillée sur cette affaire du point de vue irano-israélien, lire aussi Parsi (2008 : 111-117) et Sobhani (1989 : 141-153).

⁴⁰ Il est intéressant de noter que du point de vue iranien, le maintien de cette relation ne se faisait pas tant de gaité de cœur, mais par pur pragmatisme. L'opposition idéologique à l'État hébreux était contrainte par la nécessité de se procurer des armes pour lutter contre l'Irak.

⁴¹ Selon Yossi Alpher (cité dans Parsi, 2008 : 91), un ancien agent du Mossad, la doctrine de la périphérie : « *was so « thoroughly ingrained » in the Israeli mindset that it had become « instinctive »* ».

2.1.3. *Le tournant géopolitique de 1992*

Le début des années 1990 marqua un tournant majeur dans la géopolitique mondiale et moyen-orientale. D'une part, la dislocation de l'URSS mit fin à la rivalité entre les deux blocs qui donnait jusque-là la mesure de la conduite des relations dans le système international. D'autre part, la première guerre du Golfe affaiblit considérablement l'Irak de Saddam Hussein au point qu'il ne fut plus une menace existentielle directe ni pour Israël ni pour l'Iran.

En outre, la guerre Iran-Irak avait convaincu les cercles politiques iraniens qu'il fallait recadrer la politique étrangère vers l'étranger proche, composé à majorité d'Arabes sunnites. Ainsi : « *in order to mend fences with its Arab neighbors, Iran needed to distance itself from Israel* » (Parsi, 2005 : 257). Les déclarations publiques ouvertement véhémentes et antisionistes envers Israël s'inscrivent, en partie, dans cette optique. Elles ont, par la suite, été renforcées par la volonté des Israéliens et des Américains d'écartier l'Iran du nouvel ordre⁴² qu'ils souhaitaient mettre en place au Moyen-Orient. Réagissant à cela, l'Iran durcit sa position et c'est à ce moment que son soutien aux groupes radicaux palestiniens et libanais s'accroît (Parsi, 2005 : 264 ; 2008 : 172 - 189).

Du point de vue israélien, ce n'est pas tant un changement du comportement de l'Iran sur la scène politique que l'évaporation de toutes les menaces précédentes qui mit l'Iran au centre des radars israéliens (Parsi, 2008 : 166). En outre, le revirement

⁴² Shimon Peres, ministre des Affaires étrangères, souhaitait rebattre les cartes géopolitiques du Moyen-Orient afin d'octroyer un rôle hégémonique pour son pays dans la région où « *un espace de paix et de développement où la combinaison de l'économie et la technologie israélienne, d'une part, de la mobilisation des ressources et de la main-d'oeuvre arabe à bas prix, de l'autre, jouerait un rôle fondamental* » (Scaini, 2011 : 486). Ce fut d'autant plus clair avec l'absence de l'Iran lors de la conférence de Madrid – dont l'objet était d'engager le processus de paix dans le conflit israélo-palestinien – et où les pays arabes avaient été conviés.

entrepris par le gouvernement Rabin s'explique parce qu'il faisait sens stratégiquement pour Israël. En filigrane, selon Parsi (2005, 2008), il y a l'objectif d'Israël d'isoler l'Iran auprès des pays arabes et des États-Unis afin d'incarner le leadership au Moyen-Orient. Dès lors, les cercles politiques israéliens commencèrent à construire la menace iranienne en mettant en cause son programme nucléaire embryonnaire dont l'objet, selon eux, était évidemment militaire et forcément dirigé contre Israël. Dans cette guerre des mots, la construction de l'Iran comme un État terroriste fut une composante essentielle de la rhétorique israélienne, au point où chaque attentat terroriste dans le monde était mis sur le dos de l'Iran (Parsi, 2005 : 263)⁴³. Parallèlement, Shimon Peres mena une diplomatie agressive auprès de l'Union européenne pour qu'elle rompe ses contacts avec l'Iran en dénonçant : « *the Islamic Republic is more dangerous than Hitler* » ou prétextant que : « *Iran is the center of terrorism, fundamentalism, and subversion.* » (ibid. : 263).

D'une certaine manière, le revirement de 1992 consacre le début de construction de la menace iranienne et sa sécuritisation par le gouvernement israélien. Par ailleurs, les éléments de langage utilisés à l'époque résonnent encore aujourd'hui, comme nous le verrons en étudiant les appels à la sécuritisation de Netanyahu. L'objet du présent mémoire n'est pas de comparer ces deux périodes, il est toutefois intéressant de noter la similitude frappante dans la composition des appels à la sécuritisation.

⁴³ Il ne s'agit pas non plus d'insinuer que ces accusations étaient sans fondement tant de nombreux attentats durant les années 1980-1990 conduisirent à la piste iranienne.

2.2. Le programme nucléaire iranien : entre incertitudes, intérêts stratégiques et craintes idéologiques

La question du nucléaire iranien a fait couler beaucoup d'encre ces dernières années, mais la plupart de ces recherches sont orientées vers l'application politique (« *policy-oriented* »). Ainsi, elles se focalisent spécifiquement sur le fait de savoir si l'Iran a effectivement un programme nucléaire militaire, les conséquences éventuelles d'un Iran doté de la bombe, les moyens de l'en empêcher et l'impact des négociations et de la signature du PAC en juillet 2015 (Kam, 2007 ; Kaye et al., 2011 ; Landau, 2011 ; Landau & Stein, 2012 ; Mohseni, 2015 ; Nader, 2013 ; Golov & Alterman, 2015 ; Waltz, 2012 ; etc.). Les chercheurs se sont concentrés, avant tout, sur des facteurs externes — liés à l'impact de l'augmentation des capacités militaires — dans la justification de la sécuritisation du nucléaire par Israël. Plus rares sont ceux ayant étudié ce phénomène en s'intéressant avant tout à la société israélienne et l'influence des critères sociaux, culturels et politiques dans le processus de sécuritisation (Menashri, 2008 ; Eiran & Martin, 2013 ; Freilich, 2012 ; Ram, 2009). Ces auteurs se rapprochent plus de la notion d'imaginaire sécuritaire en justifiant la perception de la menace iranienne et la réponse à celle-ci — par la sécuritisation — à l'aide d'éléments propres à la société israélienne. Par ailleurs, du point de vue de la théorie de la sécuritisation, il est intéressant d'observer l'intense débat public ayant eu lieu au « climax » de la crise.

2.2.1. Le poids de la bombe israélienne

Pour comprendre en profondeur la défiance qu'Israël nourrit à l'égard du programme nucléaire iranien, il est indispensable de revenir sur la relation entretenue avec sa propre arme atomique.

Doter Israël de capacités nucléaires fut une priorité de Ben Gurion tant il considérait que : « *only a nuclear weapon could counter the numerical superiority of the Arabs.* » (Cohen, 1995 : 45), une idée largement soutenue par la société civile depuis (Cohen, 1998 : 237)⁴⁴. Selon Cohen (1998 : 340) : « *the nuclear project was, in many ways, the ultimate Zionist project. Its purpose was to ensure the physical existence of the State of Israel, the product of the Zionist movement* ». Le but était de promulguer le symbole d'un peuple fort, capable d'assurer sa propre survie, loin de l'image du juif faible et victimisé de l'Holocauste (ibid. : 342 ; Segev, 1993 : 367-370).

Pour autant, la bombe israélienne n'a, encore aujourd'hui, été, ni admise ni niée par les responsables politiques israéliens⁴⁵. Cette approche unique à l'égard des capacités nucléaires de l'État juif est appelée en hébreu « *aminut* » (Israeli, 2015 : 542), que nous pouvons traduire par ambiguïté ou opacité⁴⁶. Elle permet à Israël d'affirmer ne pas vouloir être l'État qui introduit la bombe au Moyen-Orient. En revanche, une des craintes des dirigeants israéliens réside dans le fait de devoir repenser leur politique si l'Iran obtenait, lui aussi, la force nucléaire.

⁴⁴ La contradiction entre *l'aminut* et la fonction de dissuasion de l'arme nucléaire est évidente. Pourtant elle fonctionne car les décideurs israéliens entretiennent le doute. C'est la présomption de capacités nucléaires qui sert la dissuasion (Cohen, 1998 : 238). Et à ce titre, même les révélations de Vanunu sur le complexe nucléaire israélien de Dimona ont entretenu cette présomption.

⁴⁵ Pour une vue détaillée des tenants et aboutissants de cette politique délibérée d'ambiguïté, voir Gerlini (2010) qui décrit le rôle primordial de l'administration américaine – opposé à ce programme – qui ne voulait pas que celui-ci encourage la prolifération auprès des alliés soviétiques arabes comme l'Égypte.

⁴⁶ Dans son dernier ouvrage, « *Worst-kept secret : Israel's bargain with the bomb* », Avner Cohen (2010) milite pour la fin de cette ambiguïté, nuisible pour la société israélienne. Voir aussi le bilan dressé par Israeli (2015 : 547-551) sur les conséquences positives et négatives de cette politique et l'implication de son éventuel abandon.

2.2.2. *Un programme nucléaire aux multiples inconnues*

L'Iran s'est toujours défendu de mener secrètement un volet militaire conjointement à son programme nucléaire civil. Néanmoins, la communauté internationale — et plus particulièrement le camp occidental — a toujours abordé le sujet avec la plus grande défiance. Nombreux sont les États — États-Unis et Israël en tête — suspectant des velléités essentiellement militaires, dissimulées par un programme nucléaire civil. Les suspicions envers la réalité du programme sont d'autant plus fortes que d'aucuns considèrent qu'il est invraisemblable qu'un État riche en pétrole ait besoin de se tourner vers l'énergie nucléaire (Hamel, 2007). En outre, la multiplication de centrifugeuses toujours plus performantes et un enrichissement d'uranium allant bien au-delà de ce que nécessiterait un programme à vocation uniquement civile ont fait peser de sérieux soupçons sur l'ambition réelle derrière celui-ci.⁴⁷

Par ailleurs, les différentes agences chargées de garder un œil sur la prolifération nucléaire ont semé le trouble sur les véritables intentions de l'Iran. Ainsi que le rappelle Esfandiary (2012), en 2005, le National Intelligence Estimate (NIE)⁴⁸ affirmait que l'Iran était sur le chemin de la fabrication d'une arme atomique. Mais dès 2007, un nouveau rapport nuança largement ses propos en déclarant : « *Nous jugeons avec un degré de certitude modéré que Téhéran n'a pas, à la mi-2007, relancé son programme d'armement nucléaire, mais ne savons pas si son intention est de développer des armes nucléaires* » (cité dans *ibid.* : 534) et que ces activités militaires avaient cessé dès 2003.

⁴⁷ Pour un état des lieux exhaustifs sur le programme nucléaire iranien au point culminant de la crise, lire Therme et Khazaneh (2012).

⁴⁸ Ces documents sont produits conjointement par les 16 agences de renseignement américaines. Ils dressent un portrait du monde et des menaces dans le but d'aider les décideurs politiques.

Les rapports suivants allèrent dans le même sens et maintinrent une certaine retenue quant aux ambitions réelles du programme. À l'inverse, le directeur de l'AIEA, Yukiya Amano, affirmait en 2011 que : « *les données qui sont connues de nous portent à croire que l'Iran met au point une arme nucléaire* » (cité dans *ibid.* : 537). Therme et Khazaneh (2012 : 112) — reprenant les propos de l'ancien directeur de l'AIEA, Mohammad El-Baradei⁴⁹ — pensent que l'Iran ne veut pas tant se doter immédiatement de capacités nucléaires militaires qu'atteindre un seuil technologique où l'acquisition d'armes nucléaires ne soit plus qu'une question de volonté politique et possible dans un court laps de temps.

La donne a changé avec l'élection de Rohani et la mise en œuvre du PAC en juillet 2016 dont l'AIEA doit s'assurer du respect des conditions négociées. Si cet accord permet un contrôle accru des installations nucléaires et pose des limitations censées empêcher la création d'une bombe atomique, il reste très critiqué tant par le gouvernement israélien que par la nouvelle administration américaine. En effet, si l'accord permet bel et bien de stopper temporairement les activités nucléaires militaires, les installations et les connaissances techniques demeurent. Ce faisant, ils considèrent que le PAC ne fait que retarder le moment où l'Iran sera une puissance nucléaire.

2.2.3. *Que faire face aux ambitions iraniennes supposées ?*

2.2.3.1. *Une réponse réaliste*

⁴⁹ Mohammad El-Baradei fut directeur de l'AIEA entre 1997 et 2009. Il a été un acteur de premier plan dans les années où la menace iranienne perçue n'a cessé de grandir.

Le fondateur de la théorie néoréaliste des RI, Kenneth Waltz (2012) a publié, dans la revue *Foreign Affairs*, un texte allant à contre-courant. Il y défend les bienfaits pour la région de laisser l'Iran obtenir des capacités nucléaires militaires⁵⁰, dans le but, selon lui, de mettre un terme au déséquilibre dû au monopole nucléaire dont Israël bénéficie depuis plusieurs décennies. Il estime que les peurs suscitées par ce développement sont infondées puisque nous rentrerions plutôt dans un schéma classique de dissuasion et en conséquence, de stabilité.

Ce texte a suscité une levée de boucliers chez les universitaires et les éditorialistes. Par exemple, Kalh (2012), dans le numéro de *Foreign Affairs* suivant, a vivement critiqué Waltz en prétendant qu'une telle solution mènerait au « *stability-instability paradox* » où les conflits de basse intensité sont plus probables. Plutôt partisan de l'approche diplomatique, Kalh rejette aussi fermement l'idée d'une intervention militaire. Selon lui (2012 : 160) : « *a preventive military attack on Iran's nuclear infrastructure could itself set off a series of unpredictable and destabilizing consequences* ».

En outre, conformément à une vision réaliste de la question, mettre tout en œuvre pour acquérir des armes nucléaires est un choix tout à fait rationnel, voire même indispensable, dans une logique de survie de l'État. D'une part, en raison de l'hostilité des administrations américaines— à l'exception, il est vrai, de celle d'Obama, qui a mené les négociations jusqu'à la signature de l'accord. D'autre part, parce que les pays avoisinants sont, pour la plupart, hostiles à l'État iranien (Arabie Saoudite, Israël, etc.). Ainsi, comme le souligne Chubin (cité dans Hamel, 2007 : 5), il serait logique que l'Iran cherche à développer ses capacités nucléaires afin de créer une « *dissuasion minimale basée sur l'augmentation du coût d'une intervention pour l'adversaire* ».

⁵⁰ En filigrane, il défend l'idée que finalement « *More may be better* » puisque chaque bombe nucléaire neutraliserait celle de ses voisins.

2.2.3.2. « La bombe ou le bombardement »

En outre, le débat oppose deux groupes qui sont, selon Brom (2005 : 145-146), d'un côté, la frange dure qui perçoit l'Iran comme guidé idéologiquement et avec pour mission apocalyptique de détruire l'État hébreu, quelles qu'en soient les conséquences. Et, de l'autre, les partisans de la voie diplomatique qui considèrent que l'agenda idéologique sert un objectif rationnel, celui d'avoir de l'influence dans le monde musulman. Freilich (2012 : 102) parle d'approche existentialiste opposée à une approche modérée. Ce faisant, tel que le précise Brom (2005 : 146) : « *different perceptions lead to different conclusions* ». Si les uns pensent que la pression diplomatique et les sanctions peuvent fonctionner, les autres estiment fondamentales la destruction des installations et prônent une intervention militaire musclée.

À ce titre, les conséquences éventuelles des frappes sont au cœur du débat. D'aucuns, se basant sur les précédents Osirak et Al-Kibar, pensent qu'elles permettraient de ralentir durablement le projet supposé iranien. Alors que d'autres considèrent l'issue trop risquée et incertaine (Stein et al., 2012 : 4 ; Zanetti, 2012). Ce faisant, Cohen analyse les choix offerts à Israël sur la façon de réagir à travers la doctrine Begin et déclare (2010 : 123) : « *pour Israël, quel est le moindre mal : un Iran nucléaire ou une guerre contre ce pays ? La bombe ou le bombardement ? Le dilemme demeure entier.* » Le dilemme est évident pour des auteurs comme Kroenig (2012) qui voit dans l'anéantissement des installations nucléaires iraniennes le seul garant de la sécurité de la région. Selon lui, il faut donc frapper maintenant sous peine de souffrir plus tard.

La question de savoir s'il faut bombarder ou non peut sembler obsolète en raison de la mise en œuvre du PAC. Néanmoins, l'incertitude qui pèse sur la pérennité de l'accord laisse envisager la possibilité d'un retour du débat sur le bombardement. En effet, les déclarations de Netanyahu - qui a toujours ouvertement dénoncé l'accord - et de Trump - qui a fait de la rupture de cet accord son cheval de bataille - laissent planer le doute. Par ailleurs, celui-ci est soumis à des rapports périodiques qui peuvent le rendre caduc selon leurs conclusions (Eran dans Golov & Alterman, 2015 : 14).

2.2.3.3. *Une opposition publique inédite sur la scène israélienne*

Sur la scène publique israélienne, au « climax » (Lupovici, 2014b) de la sécuritisation, les débats furent très agités. Tout d'abord, ceux-ci revêtent un caractère inédit. Habituellement, les questions militaires et sécuritaires sont traitées dans la plus grande opacité (Ben-Meir, 2013 : 232-233), le processus de décision se déroule à l'intérieur des cercles politiques et militaires et non sur la place publique. Comme ce fut le cas pour la guerre de 1967 ou pour les bombardements des sites nucléaires d'Osirak en 1981 et d'Al-Kibar en 2007. À ce titre : « *the Iranian issue is a rare case, in Israel's highly frenetic political system, in which the decision-making process is not marked by a significant degree of politicisation* » (Freilich, 2012 : 100).

Or, la question sur la gestion de la crise iranienne a atteint son paroxysme lorsque l'ancien directeur du Mossad, Meir Dagan, rejeta abruptement l'idée d'un bombardement en faisant savoir publiquement : « *This is the stupidest thing that I've heard* » (cité dans Ben-Meir, 2013 : 236). Cette déclaration provoqua un tollé unique en son genre. Le journal Haaretz lança une campagne, soutenue par différentes personnalités, dénonçant l'illégalité et la dangerosité d'une action pour Israël. Par ailleurs, des campagnes publicitaires furent publiées invitant les pilotes à refuser les

ordres de leurs supérieurs pour le bien de la nation⁵¹. Au sein des cercles décisionnaires, la même défiance est à noter. Au point que selon Freilich (2012 : 102): «*the debate came to be cast as Netanyahu and Barak versus the defence establishment and some senior political leaders.* ». À ce titre, la posture de Netanyahu va à contre-courant du processus de décision habituel décrit par Michael (2009) où les cercles militaires définissent ce qu'est une menace existentielle. Ceci démontre l'intérêt de se consacrer aux appels à la sécuritisation émanant de Netanyahu tant il semble tenir le rôle principal.

Somme toute, le point focal des opposants porte, avant tout, sur les termes de la caractérisation de la menace. Bien que comme nous pouvons le constater dans l'étude d'opinion menée par Ben Meir et Bagno-Moldavsky (2013 : 24-27, 63-70), la menace iranienne est considérée comme la plus sérieuse par les Israéliens, son caractère existentiel est majoritairement rejeté⁵². Ce faisant, ils s'opposent aux bombardements, ou, à tout le moins, à l'idée de bombarder sans le soutien des États-Unis⁵³. Au demeurant, la société israélienne est profondément divisée et cette division s'est illustrée tant durant cette période animée de 2012 que lors des débats sur la négociation et la signature du PAC.

2.2.4. *La perception de la menace iranienne en Israël*

La partie précédente s'attaquait au programme nucléaire iranien en tant que tel. Nous avons mis la lumière sur les réactions suscitées et les solutions imaginées afin de répondre au risque présenté par ce dernier. Ici, nous traiterons particulièrement de la

⁵¹ Pour un état exhaustif du débat, lire Ben Meir, 2013 : 236-239.

⁵² Voir aussi Kaye et al (2011)

⁵³ Le président, Shimon Peres, prit publiquement position en ce sens (cité dans Ben-Meir, 2013 : 239)

perception de la menace iranienne au sein de l'État israélien. Ainsi, nous ferons un état des lieux de la littérature sur les facteurs évoqués justifiant la sécuritisation du nucléaire iranien par Israël.

2.2.4.1. Une littérature portée sur les questions stratégiques...

Les craintes envers la nucléarisation de l'Iran sont multiples. Elles concernent le fait qu'un régime considéré comme fou et irrationnel obtienne une arme de destruction massive (Brom, 2005 : 135, 145 ; Sadr, 2005 : 65 ; Hendel, 2012 : 33 ; Stein et al, 2012 : 3) ; qu'une attaque soit lancée directement sur Israël (Sadr, 2005 : 62) ; que la technologie soit transférée à un groupe antisioniste comme le Hezbollah ou le Hamas (Sadr, 2005 : 66) ; que l'Iran se sente protégé par un parapluie nucléaire et encourage davantage ces groupes à agir (Hendel, 2012 : 34 ; Eiran & Martin, 2013 : 80) ; que le régime iranien soit largement renforcé sur la scène domestique (Brom, 2005 : 146 ; Sadr, 2005 : 68) et régionale (Brom, 2005 : 146 ; Kaye et al, 2011 : 25 ; Eiran & Martin, 2013 : 80) ; que cela nuise au processus de paix avec les pays avoisinants (Kaye et al, 2011 : 21) ; que cela provoque une prolifération dans la région (Eiran & Martin, 2013 : 80-81) ; d'autant plus que de nombreux États refusent la légitimité d'Israël ; que la situation socioéconomique se dégrade, en repoussant les entreprises et les investissements étrangers qui sont primordiaux pour la pérennité économique d'Israël (Eiran & Martin, 2013 : 81-82) ; que cela nuise au principe fondateur de l'État juif, c'est-à-dire offrir un lieu sûr aux juifs du monde (Kaye et al, 2011 : 32 ; Stein et al, 2012 : 2 ; Eiran & Martin, 2013 : 82).

Les ressorts externes favorisant la sécuritisation du programme nucléaire iranien sont nombreux. Ils jouent assurément, dans une certaine mesure, un rôle dans le processus de mise à l'agenda sécuritaire de cette question. Néanmoins, certains chercheurs ont démontré que ceux-ci étaient largement à nuancer.

En effet, Sadr rejette l'idée que l'Iran pourrait initier une guerre nucléaire s'il disposait de la bombe atomique. Selon elle, la peur de nombreux analystes sur la capacité de l'Iran à appréhender cette arme prend racine dans un orientalisme latent. Elle ajoute (2005 : 63) : « *unless we are to succumb to suspiciously ethnocentric – even racist – assumptions regarding the ability of Iranians to learn, there is relief to be found in the example of all the other nuclear states, in which the development of doctrine followed the development of weapons [...] The belief that only complicated strategic doctrines can deter the initiation of nuclear warfare may stem more from the scholar's vanity than the policy maker's need.* ». Les jugements sur l'irrationalité supposée des dirigeants sont, eux aussi, dénoncés. Elle invite à ne pas tant se concentrer sur la rhétorique belliqueuse iranienne que sur les actions qui vont toutes dans le sens contraire d'une attaque insensée (ibid : 66). Enfin, elle rejette la possibilité que les dirigeants iraniens dotent certains groupes radicaux d'une arme aussi puissante tant cela pourrait se retourner contre eux.

2.2.4.2. ... qui reste ouverte à l'idée d'un imaginaire sécuritaire décisif

Si nombre des facteurs participant à la sécuritisation sont liés aux questions stratégiques, d'aucuns ont également effleuré l'idée que le contexte social, politique et culturel israélien occupait aussi une place importante dans la mise à l'agenda sécuritaire de cette problématique. À ce titre, Menashri écrit (2008 : 188) qu'il ne faut pas ignorer l'histoire d'Israël et des juifs pour mieux appréhender la question iranienne et le sentiment d'insécurité la dominant. Freilich (2012 : 102-103) va dans le même sens en évoquant le prisme de l'Holocauste comme déterminant de la perception de la menace dans l'esprit de Netanyahu. Ainsi, Kaye et al. (2013 : 32) voient le recours au symbolisme de l'Holocauste comme une réponse à l'idéologie antisioniste de l'Iran afin de démontrer l'importance d'Israël pour la survie du peuple juif.

Un auteur, Ram (2009) offre un point de vue radicalement différent sur les raisons de cette « *Iranophobia* ». Selon lui (ibid : 2), ce n'est pas tant la quête de l'hégémonie régionale ni l'opposition idéologique — l'État israélien moderne, laïque et démocratique face à l'État iranien islamique, barbare et théocratique — que les similitudes entre ces deux nations. En effet, ainsi que nous l'avons décrit dans l'histoire des relations entre ces deux pays, ils partageaient un récit commun dans le camp occidental et un caractère laïque avant que les forces religieuses iraniennes ne changent la donne. Ce faisant, Ram voit dans cette « *Iranophobia* » la peur israélienne de son propre reflet. Ainsi, la sécuritisation de l'Iran est décrite par Ram (ibid: 69) comme une manière : « *to exorcize the «Oriental», ultra-nationalist and ultra-religious (Iran like) «demons» within Israeli society* ». Somme toute, Ram replace les facteurs internes à la société israélienne au centre du débat et ouvre une voie intéressante pour le traitement de la question de la sécuritisation de l'Iran.

CHAPITRE III

L'IMAGINAIRE SÉCURITAIRE ISRAËLIEN

« In every generation, there were those who rose up to destroy our people. »
Netanyahu, 2015f

Comme nous l'évoquions dans la présentation de notre cadre théorique, et considérant notre approche de la sécuritisation s'inspirant des travaux des Balzacq et Weldes, nous avons montré comment les appels à la sécuritisation se composent à l'aide d'un double processus d'articulation et d'interpellation. D'une part, l'acteur sécuritisant articule son message pour représenter une menace à l'aide de matériaux culturels et linguistiques trouvant racines dans l'imaginaire d'un auditoire. Autrement dit, cela consiste à se référer à la mémoire collective, au récit national, aux expériences passées, aux symboles, à l'histoire et aux discours sécurisants existants pour donner du sens à une menace perçue. D'autre part, cette représentation a pour but d'interpeller les sujets de cet auditoire afin qu'ils s'identifient et partagent pleinement la représentation de la menace établie. C'est, pour ainsi dire, le volet identitaire du processus. En s'identifiant à cette représentation, ils deviennent plus susceptibles de faire corps avec l'acteur sécuritisant en acceptant les conditions de la sécuritisation.

Cet aspect identitaire est central et d'autant plus essentiel à comprendre dans le cas israélien puisqu'il s'inscrit dans une société véritablement multiculturelle. À ce titre, il serait difficile de dépeindre une identité nationale israélienne simple et unique tant nous avons affaire à une nation profondément fragmentée. Barnett (2002 : 58) écrit, à ce propos, que ces identités : *« were a prelude to a domestic clash of civilizations »* tant

les divergences entre les différents groupes sont profondes. Israël est une terre d'immigration pour les juifs du monde d'une part, mais où se retrouvent, d'autre part, des Palestiniens arabes présents depuis plusieurs générations. Ainsi, le contexte socioculturel de chacun de ces groupes est radicalement différent. Dès lors, il existe des divisions non seulement entre juifs et Arabes, mais aussi au sein de la population juive elle-même.

En effet, les Juifs sépharades et ashkénazes n'ont en commun, avant la fondation d'Israël, que leur caractère juif⁵⁴. Les Israéliens arabes, descendants des peuplades autochtones palestiniennes, ne partagent que peu de choses avec le reste de la population. Tout comme les juifs ultra-orthodoxes ont une perspective radicalement différente concernant l'État d'Israël et sa société. Ainsi, l'histoire des uns ne parlera pas nécessairement aux autres. Là réside l'objectif des dirigeants politiques israéliens depuis la fondation d'Israël, il a fallu (re)construire un imaginaire sécuritaire qui fasse sens auprès d'une large majorité de la population israélienne, ceci afin que la population soit unie et prête à répondre aux menaces provenant d'un Autre nuisible. En conséquence, et d'une manière générale, l'imaginaire sécuritaire que nous présenterons parlera davantage à une population sensible à la cause sioniste, largement majoritaire au sein de la société israélienne. C'est pourquoi les références que nous allons traiter proviennent essentiellement de l'histoire des juifs et du judaïsme. La minorité arabe israélienne y est complètement hermétique, mais son influence est marginale dans le processus politique. L'acteur sécurisant n'a pas nécessairement besoin de l'inclure dans l'auditoire qu'il vise.

Au demeurant, en tant que chef du gouvernement israélien, Benjamin Netanyahu est le représentant officiel de l'État hébreu, c'est à lui que revient la tâche de définir les

⁵⁴ Voir les textes de Roumani (1988), Perin (1998) et Bauer (2007) pour une étude détaillée des enjeux derrière cette rivalité entre ashkénazes et sépharades au sein de l'État d'Israël et dans la diaspora.

grandes lignes directrices de la politique et des relations internationales de son pays. Pour autant, comme nous l'avons évoqué, il doit composer avec une population, une coalition gouvernementale et une opposition politique qu'il doit amener, dans la mesure du possible, à rejoindre ses positions. Plus largement, au sein du système international, il évolue au milieu d'États plus ou moins acquis à la cause israélienne. Lorsqu'il énonce ses appels à la sécuritisation, il met en œuvre différents stratagèmes pour atteindre ses différents auditoires dont le ralliement est essentiel pour agir.

Ainsi, à travers l'analyse de ses discours, nous chercherons à exposer le recours à des éléments issus de l'imaginaire sécuritaire qui font sens auprès des auditoires sensibles à la cause israélienne et aux menaces pesant sur Israël. Dès lors, il est important de (re)préciser que nous n'insinuons pas que Netanyahu cherche à rallier tout le monde, ou même qu'il en a le pouvoir. En revanche, la composition des appels à la sécuritisation et l'articulation de certaines chaînes de connotations traduisent son intention de trouver écho auprès de certains groupes et individus pouvant avoir une influence déterminante dans la mise en œuvre de certaines politiques. En d'autres termes, les références utilisées par Netanyahu rendent compte des affects des auditoires qu'il cherche à convaincre.

Ce chapitre sera consacré aux éléments sociaux, culturels et historiques ayant la capacité d'interpeller les différents auditoires dont le soutien est indispensable dans la réussite de la sécuritisation de l'Iran. Par conséquent, nous dresserons le portrait de ce que l'on pourrait qualifier d'imaginaire sécuritaire israélien. Nous avons découvert trois éléments fondamentaux dans celui-ci — nous rejoignons, à ce titre, Yair (2014) — qui sont : le poids d'une histoire millénaire tragique faite de persécutions, de fuites et de pogroms qui puisent largement dans l'histoire des juifs et du judaïsme ; la preuve ultime de l'acharnement des autres peuples dans leur volonté d'anéantir le peuple juif avec l'Holocauste ; les menaces actuelles qui pèsent sur la pérennité des juifs et de

l'État d'Israël avec la lutte armée contre les mouvements palestiniens et libanais. Ces trois composantes font partie intégrante de l'imaginaire sécuritaire, elles servent de prisme pour analyser les menaces.

3.1. L'anxiété existentielle des Israéliens, l'héritage tragique d'une histoire millénaire

La question de l'(in)sécurité occupe une place essentielle sur la scène politique israélienne, elle est l'élément principal sur lequel sont basés, en premier lieu, les comportements électoraux. Les Israéliens privilégient largement les questions sécuritaires. À ce titre, il est, comme le précisent Sasley & Waller (2016 : 152) : « *impossible to achieve significant and long-term standing in the Israeli party system and the Israeli electorate without providing a rallying-cry and at least alluding to some stance regarding... security and the territories* »

3.1.1. Un sentiment d'insécurité paradoxal

Cette peur n'est pas infondée. L'histoire d'Israël depuis sa fondation a été parsemée d'embûches. Les guerres avec son voisinage se sont succédé et — bien que certains se soient résignés à signer des accords de paix (Jordanie, Égypte) — l'hostilité envers l'État d'Israël règne toujours dans une large partie de la région. Par ailleurs, l'histoire des juifs étant entrecoupée par les persécutions, les conversions religieuses forcées, les expulsions, les pogroms et l'Holocauste, elle participe à la croyance qu'une menace existentielle pèse constamment sur le peuple juif, qui ne peut compter que sur lui-même pour se défendre.

Pour autant, la situation d'Israël n'est plus aussi incertaine qu'à sa fondation. Et, d'une certaine manière, Israël a réussi à asseoir sa légitimité ou, à tout le moins, démontrer qu'il est un acteur bien ancré dans la politique moyen-orientale. Sa survie ne semble plus menacée au point qu'elle a pu l'être dans les premières décennies de son existence. Du reste, Israël dispose d'un avantage technologique et militaire important sur son voisinage grâce à un complexe militaro-industriel de premier ordre⁵⁵.

Toutefois, au sein de la société israélienne, il existe un paradoxe que Bar-tal et al. (2009) résumant ainsi : d'un côté, les Israéliens sont au fait de leur domination économique et militaire sur leurs adversaires directs ; de l'autre, ils sont guidés par un sentiment collectif d'insécurité, de peur quant à l'avenir et, ultimement, de crainte d'annihilation.

3.1.2. Le poids de l'histoire

Ce paradoxe ne prend pas tant essence dans la situation géopolitique préoccupante où évolue Israël — encore qu'elle ne favorise pas vraiment le sentiment de sérénité — mais prend racine directement dans la mémoire collective du peuple juif où se conjugue l'histoire du juif errant chassé de sa terre, les persécutions, les pogroms et l'Holocauste. Cette vue est corroborée par une recherche menée par Gad Yair (2014) où il a exposé — au cours de 200 entretiens — le lien profond existant entre l'anxiété existentielle des Israéliens et l'histoire tragique des juifs. Ou, comme le précisent Sasley et Waller

⁵⁵ Israël est protégé par un système sophistiqué de défense anti-missile (le Dôme de fer, Arrow, etc.) et est le seul pays de la région doté d'un arsenal nucléaire. Ses dépenses militaires – remises au PIB – sont parmi les plus élevées du monde, sans compter l'aide américaine. Du reste, l'armée israélienne est extrêmement qualifiée tout comme les citoyens qui passent tous par le service militaire.

(2017 : 246), la focalisation d'Israël sur les problématiques sécuritaires provient autant de la réalité des menaces que de la mémoire collective de la persécution des juifs à travers le monde.

En effet, selon, Bar-tal et al. (2009 ; Bar-tal, 1992), cela renforce ce qu'il désigne comme une mentalité d'assiégée. À ce titre, ils suggèrent (ibid. : 239) que : « *the security beliefs are not only the product of reality perception but also very much a product of learning and the acquirement of preceding knowledge that allows for information and experiences processing* ». D'autres, comme Elizur (2001), ont évoqué la mentalité du *galut*⁵⁶ pour décrire la relation singulière entretenue avec l'histoire. Selon elle (ibid. : 14), le trait déterminant partagé par l'ensemble des juifs, qu'ils vivent en Israël ou ailleurs, est le sentiment d'être l'éternelle victime de l'histoire. Ceci est particulièrement marqué avant la guerre de 1967 et après celle de 1973 qui fut un véritable traumatisme pour les Israéliens et la diaspora juive⁵⁷. Un traumatisme sur lequel le Likud de Menachem Begin n'a pas hésité à jouer pour obtenir des gains électoraux, et sur lequel Netanyahu se repose amplement encore aujourd'hui. Bien que ceci entre en contradiction avec l'image du juif fort mis en scène par les fondateurs de l'État d'Israël. Ainsi, Elizur (ibid. : 26) écrit : « *ironically, the very 'Galut mentality' that Zionism excoriated, that 1967 should have put an end to at least in Israel, was revived.* ».

⁵⁶ Mot hébreu désignant l'exilé.

⁵⁷ Elizur (2001) décrit l'évolution des mentalités par rapport à ces deux guerres décisives pour la société israélienne. La première, en 1967, faisant la preuve de la puissance et de la capacité d'Israël à s'inscrire comme un État légitime de la région. Elle a participé à la création de l'identité de juif fort et conquérant, en opposition à celle du juif victime. Les gains territoriaux et humains – à travers l'acquisition des territoires – offrant à l'État d'Israël des atouts essentiels à sa survie. La seconde, en 1973, ébranlant considérablement l'image du juif fort et la confiance quant à l'avenir d'Israël.

3.1.3. *La mythologisation du passé*

Comme le souligne Yair (2014 : 352-354), ce passé est inscrit dans les vies quotidiennes des Israéliens. Il est omniprésent. Ainsi : « *the Israeli calendar is in fact strewn with holidays and memorials that remind us of this apocalyptic history.* » (ibid. : 352).

Par exemple, durant la célébration de la Pessa'h — une des trois fêtes de pèlerinage de la tradition juive — la cérémonie est consacrée à la mémoire de cet exode qui a conduit à la libération du peuple juif du joug pharaonique et aux tentatives d'extermination menées par ces derniers. Cette histoire biblique a été mythologisée par les dirigeants politiques sionistes afin qu'elle symbolise aussi le bien-fondé de l'État d'Israël comme antidote à l'antisémitisme et aux programmes d'extermination contemporains (ibid. : 352). En effet, d'une part, il a été considéré par les premiers sionistes — et notamment par Ben Gurion — que la haine du juif par les non-juifs provenait non pas d'une quelconque animosité envers le peuple juif en tant que tel, mais de son apatridie (Liebman & Don-Yihya, 1983 : 139). Ainsi, le sionisme, comme projet de souveraineté nationale, était une manière de résoudre le problème de l'antisémitisme. D'autre part, quelques passages de la célébration en disent long sur la portée de son message. Par exemple, lors de la cérémonie du Seder durant la Pessa'h, les familles juives lisent le verset de l'Haggadah suivant : « *À chaque génération nos ennemis se dressent contre nous pour nous exterminer* ». Ce passage est inscrit profondément dans l'imaginaire sécuritaire collectif. Il renforce l'idée que les juifs ont constamment, au cours de leur histoire, été victimes de la haine des autres peuples. Dans la conscience collective, des temps bibliques à aujourd'hui, les juifs ont vécu sous l'oppression et la menace et doivent être prêts à se défendre s'ils veulent assurer leur survie.

Similairement, la destruction du Premier et du Second Temple par les Romains symbolisant la fin de la souveraineté des juifs sur la terre d'Israël occupe le calendrier juif pendant 3 semaines. Cet héritage a une place importante – bien que moins suivi que la célébration de la Pessa'h – pour les Israéliens. Il fut introduit par les premiers sionistes venus d'Europe de l'Est – où dominait une interprétation plutôt orthodoxe du judaïsme – et adapté afin que cette expérience mythifiée de perte de souveraineté et d'insécurité renforce le mouvement sioniste (Sasley et Waller, 2017 : 246).

Concomitante à la destruction des Temples par les Romains, il y a le mythe de Masada, en mémoire de ce petit groupe de juifs qui s'était réfugié dans une forteresse en haut de la colline de Masada afin de résister à l'invasion romaine. Lorsque les chances de s'en sortir vivant et libre furent anéanties, les membres de ce groupe décidèrent de se suicider, préférant mourir libres que condamnés à l'esclavage. Ainsi, Masada immortalise la volonté du peuple juif de vivre souverain et fait la fierté nationale. Ainsi, selon Zeruvabel (1995 : 112), le mythe de Masada tend à servir deux objets : « *either as a model to emulate (the activist version) or a situation to avoid by all means (the tragic version), Masada is expected to inspire contemporary Israelis to take a powerfull stance vis-à-vis their enemies and be ready to sacrifice themselves for their country* ». Autrement dit, ce mythe véhicule une imagerie à double sens : d'un côté, l'image d'une peuplade juive courageuse, qui a lutté jusqu'au dernier répit pour sa liberté ; de l'autre, la persistance de la persécution des juifs et à ce titre, il est source de complexe plutôt que de fierté, celui-ci favorise une vision très négative d'un monde où les juifs seraient encore entourés par leurs ennemis, en haut de la montagne (ibid. : 122). Et de ce fait, la moindre défaite contre l'ennemi conduirait à une situation tragique similaire à celle connue lors du siège de Masada.

Pour autant, le mythe de Masada présente l'avantage de pouvoir parler à tous les juifs car, comme le précisent Liebman et Don-Yihya (1983 : 148-149) : « *the defenders*

of Masada were also Jews in the fullest and most traditionnal sense of the terme ». Au demeurant, la présence de Masada est encore bien tangible aujourd'hui et les ruines de la forteresse sont l'une des attractions touristiques les plus courues d'Israël (Timor, 2009). En outre, les nouvelles recrues de l'armée israélienne sont amenées à réciter la devise « *Masada shall not fall again !* » comme un serment qu'ils font lors de leur initiation.

L'étude de Yair (2014) confirme le poids de ces mythes au sein de la population israélienne. Selon lui (ibid. : 352-353) : « *they have this chain in mind when they draw existential conclusions about their own personal circumstances or about Israel's geopolitical standing.* ». En conséquence, les Israéliens se réfèrent souvent à ces mythes et ce qu'ils véhiculent (persécution, exil) lorsqu'ils analysent une situation contemporaine.

Selon Liebman et Don-Yihya (1983), la mythologisation du passé juif au sein de l'État d'Israël s'inscrit dans ce qu'ils caractérisent comme étant une « religion civile ». D'après eux, le questionnement perpétuel sur la survie de l'État israélien et les problèmes sociétaux, militaires et économiques qui en découlent impliquent une dévotion et une croyance presque religieuse du citoyen envers son État (ibid. : 216). Ce faisant, la population doit adhérer à la vision sioniste et s'impliquait corps et âme dans ce projet de construction étatique. Se déclarant avant tout comme un État juif, Israël s'est bâti autour des juifs et du judaïsme avec leur histoire, leurs mythes, leurs traumatismes, leur mémoire et leurs souvenirs partagés. Par conséquent : « *whereas Judaism places man's obligations to God at the center of its value system, inferring his obligations to the community from his relationship to God, the new civil religion places the individual's obligations to the nation at its center.* » (ibid. : 229). En outre, la

présence de cette « religion civile » est consacrée par l'omniprésence de dates pour célébrer et commémorer les différents évènements qui la jalonnent⁵⁸.

Somme toute, c'est le spectre de cette histoire tragique qui hante l'esprit des juifs israéliens et sur lequel jouent grandement les politiques afin de rassembler et mettre en œuvre des actions politiques et militaires. En d'autres termes, les dirigeants politiques désireux de rallier des soutiens articulent des éléments de ce passé — parfois en les mythifiant — en leur donnant un sens particulier pour qu'il résonne davantage face aux problématiques contemporaines. En ayant recours à l'imaginaire sécuritaire, ils tâchent de donner de la profondeur aux menaces actuelles. L'utilisation de l'un pour présenter l'autre favorise l'interpellation de l'auditoire dans le but qu'ils soutiennent les mesures extraordinaires envisagées afin de répondre à cette menace. Il s'agit de décrire le présent en le reliant au passé pour penser le futur. Pour illustrer notre propos, cette déclaration de Netanyahu (2012i) devant l'Assemblée générale des Nations unies est probante :

« Every year, for over three millennia, we have come together on this day of reflection and atonement. We take stock of our past. We pray for our future. We remember the sorrows of our persecution ; we remember the great travails of our dispersion ; we mourn the extermination of a third of our people, six million, in the Holocaust »

⁵⁸ Liebman et Don-Yihya en font un résumé exhaustif, bien que datant un peu (1983 : 151-161)

3.2. L'Holocauste comme pièce centrale de l'imaginaire sécuritaire israélien

L'Holocauste occupe une place prépondérante dans la mémoire collective des Israéliens. Il existe une relation intrinsèque entre les millions de juifs exterminés et l'État israélien depuis sa fondation en 1948. Les deux événements étant « indissolubles » selon Zertal (2005 : 3), qui constate que la société israélienne est imprégnée par l'Holocauste, son empreinte est présente partout : dans les discours, les écoles, la législation, la presse et les cérémonies, et ressentie par un très grand nombre, quel que soit l'âge, l'environnement social, l'origine, le parcours académique ou la situation professionnelle (Liebman & Don-Yihia, 1983 : 138).

À ce titre, l'Holocauste est une composante essentielle de l'imaginaire sécuritaire israélienne — Liebman et Don Yihia (ibid. : 137-148) parlent de mythe politique de premier ordre — et sa compréhension est fondamentale afin d'appréhender le processus de perception, de définition et de conceptualisation des crises qui menacent l'État d'Israël. Ainsi, il est central dans notre étude des appels à la sécuritisation de Netanyahu concernant le nucléaire iranien.

3.2.1. L'omniprésence de l'Holocauste

Selon Zertal (2005 : 3), la société israélienne se définit à travers l'Holocauste : « *it regarded itself as both the heir to the victims and their accuser, atoning for their sins and redeeming their death* ». Yair (2014 : 354) précise : « *Israelis often use historical evidence to buttress the mythological foundation of their identity. Central, in this*

historical layer, is the Holocaust. ». Pour leur part, Liebman et Don-Yihia (1983 : 142) en parlent comme d'un symbole aux nombreuses significations :

« It can suggest that we must guard against the aberration of Nazism, or that in a crisis the world will not rescue Jews in mortal peril. It can point to the world's indifference to the murder of Jews, or to the courage of a few, who stood up to Nazi terror on behalf of Jews. It can mean [...] evil against good, strong against weak. [...] It can point to the weakness of Eastern European Jews who allowed themselves to be murdered, or the heroism and inner resources required to face death with dignity and faith, or to the courage of Jews who resisted and rebelled. Or the Holocaust can be understood as a demonstration of Jewish helplessness in the Diaspora and the consequent importance of « Jewish Power », which the State of Israel represents.

Dès lors, l'Holocauste est au cœur de l'identité et de l'imaginaire sécuritaire israélien. Il est un prisme à travers lequel une certaine représentation du monde devient possible. Il évoque un souvenir tragique et les risques qui pèsent continuellement sur le peuple juif. Il est une preuve de la haine des autres nations, et du fait que les juifs ne peuvent s'en remettre qu'à eux-mêmes s'ils veulent assurer leur survie dans un monde qui leur est résolument hostile. De plus, l'Holocauste est vu comme la synthèse de siècles de persécution, ce qui en fait : *« a primary cultural factor in driving their fear of annihilation and their assessment that such an event might actually happen once more. »* (Yair, 2014 : 355).

En outre, Klar et al. (2013 : 127-128) font état de cette omniprésence dans de nombreuses sphères de la vie quotidienne des Israéliens. Ainsi, entre octobre 2007 et septembre 2008, ils remarquent, à l'aide des travaux de l'un de leurs étudiants, Rinkevich-Pave, qu'il est fait autant mention du conflit israélo-palestinien que de l'Holocauste dans le quotidien Haaretz. Le constat est similaire sur les sorties en librairie où, là encore, la thématique de l'Holocauste devance les livres consacrés aux conflits israélo-arabes. En outre, ils notent que depuis les années 1980, un amendement

inscrit l'étude et la compréhension de l'Holocauste et de l'histoire de ses héros comme l'un des objectifs du système d'éducation. Depuis les années 1960, l'Holocauste a son jour officiel de commémoration, « Yom haShoah », où le pays s'arrête pendant un instant pour honorer les victimes des camps de concentration et les héros du ghetto de Varsovie. Par ailleurs, depuis les années 80 sont organisés des voyages éducatifs dans les sites majeurs de l'Holocauste, tel qu'Auschwitz.⁵⁹ En outre, la thématique de l'Holocauste marque aussi largement la culture populaire israélienne et se retrouve tant dans la musique, que le théâtre ou le cinéma israélien (Zandberg, 2006).⁶⁰

3.2.2. *Le tournant Eichmann*

Nombreux sont les auteurs (Segev, 1993 ; Yablonka, 2004 ; Zertal, 2005)⁶¹ se rejoignant dans l'idée que le procès du criminel nazi, Adolf Eichmann, a eu un effet cathartique et consacre un tournant dans l'histoire du jeune État israélien. Segev (1993 : 361) écrit qu'il est le début d'un : « *dramatic shift in the way Israelis related to Holocaust* ». Il permit de crever l'abcès sur ce passé refoulé et d'en faire un des fondements de l'imaginaire collectif du jeune État israélien.

Avant cela, les Israéliens avaient — de l'Holocauste et de ses survivants — une image largement négative, et ce, quand bien même un tiers des citoyens de l'État d'Israël nouvellement fondé avait connu l'enfer des camps de concentration (Klar et al, 2013 : 126). Néanmoins, les premiers sionistes voyaient à travers eux, l'image du

⁵⁹ Fedlman (2008) offre un éclairage intéressant sur le rôle de ses voyages éducatifs organisés dans la (re)construction de l'identité nationale israélienne.

⁶⁰ Ce ne sont que quelques exemples du spectre de l'Holocauste sur les vies quotidiennes israéliennes, une analyse exhaustive, bien que captivante, dépasserait l'objectif de ce mémoire.

⁶¹ En complément, la critique de Ofer (2009) est salutaire. À l'opposé du processus de sacralisation et d'uniformisation du sens décrit par les auteurs cités, il évoque plutôt la multiplicité des discours et des ressentis par rapport à l'Holocauste.

juif errant allant : « *like sheep to the slaughter* » (1993 : 218). Ce faisant, il existait un véritable mur entre les premiers sionistes et les réfugiés⁶² que Ben Gurion qualifia de : « *barrier of blood and silence and agony and loneliness* » (cité dans Yablonka, 2004: 179). Zertal (2005 : 94) parle des « *absent presentees* » dont il était souhaitable de ne pas mettre en avant le passé tragique. Ce qui s'était passé « là-bas » chez les juifs de la diaspora ne pouvait se reproduire « ici » dans l'État d'Israël, bâti par une population forte et souveraine.

Avec le procès d'Eichmann, Ben-Gurion⁶³ ne voulait pas tant juger l'homme, mais en faire une forme de « spectacle »⁶⁴, un procès historique et central dans le processus de (re)construction de l'État et de l'identité israélienne. Il devait servir de : « *perfect vehicle for [a] grand national pedagogy* » (Zertal, 2005 : 95). Il fallait souder un peuple aux origines diverses et profondément partagé entre les juifs ashkénazes et les sépharades ; les sionistes de la première heure et les survivants des camps de concentration ; la nouvelle génération et l'ancienne. À ce titre, la réussite fut complète, le procès d'Eichmann permit d'atteindre un double objectif : « *one was a new understanding of the importance of the existence of the State of Israel, and the other, perhaps, even more significant, was the crystallization of a pessimistic outlook with regard to Israel's place in the world* » (Yablonka, 2004 : 190-191). Ainsi, le destin tragique des juifs pendant la Seconde Guerre mondiale servait de contre-métaphore et d'ultime justification à l'absolue nécessité de l'État d'Israël. Un message visant également la communauté internationale, et particulièrement les Occidentaux, dont la part de responsabilité dans le génocide juif était importante (Segev, 1993 : 327).

⁶² Voir Segev (1993 : 113-188) et Yablonka (2004 : 155-171) pour une explication détaillée de la perception et de l'intégration des survivants en Israël.

⁶³ Le rôle déterminant de Ben-Gurion dans la capture, la mise en place, le déroulement du procès et la délibération est analysé exhaustivement dans Segev (1993), Yablonka (2004) et Zertal (2005).

⁶⁴ Selon ses propres mots, cité dans Zertal (2005 : 107)

En définitive, le procès Eichmann fut un évènement formateur. Il créa un sens commun dans une société profondément divisée, puisque partagée par des individus aux origines et aux passés parfois très éloignés. Il permit de créer une forme de « Nous » et fit entrer l'Holocauste comme une part intégrale de l'identité israélienne. Ainsi Yablonka (2004 : 254) décrit le procès Eichmann comme la *bar-mitsvah* de l'État d'Israël, l'âge où Israël est, symboliquement, arrivé à maturité.

3.2.3. « Arabs = Nazis »

Pièce maîtresse dans la compréhension de la (re)construction identitaire israélienne, l'Holocauste occupe un rôle central dans la perception et la conceptualisation des menaces contemporaines envers l'État hébreu. De ce fait, il existe un rapport compliqué et ambigu avec cette période traumatique qui a une incidence majeure dans la définition de la politique israélienne et des relations à l'égard de son voisinage. À tel point que Zertal (2005 : 174) précise : « *the Nazification of the enemy, whoever that enemy may be, and the transformation of security threats into danger of total annihilation of the state, seem to have characterized the way of speech of Israel's political, social and cultural elites, with very exceptions* ».

À ce titre, il est intéressant de revenir sur la période précédant la guerre de 1967 où la profonde anxiété guidée par la crainte de l'imminence d'un nouvel Holocauste est révélatrice de la place de celui-ci dans l'imaginaire sécuritaire (Segev, 1993 : 389). Ainsi, durant les quelques semaines précédant l'écrasante victoire israélienne, les Israéliens étaient persuadés que les Arabes venaient non pas seulement conquérir, mais exterminer le peuple juif. Un jeune soldat israélien (cité dans *ibid.* : 389) résuma parfaitement l'ambiance qui régnait : « *People believed we would be exterminated if*

we lost the war [...] We got this idea [...] from the concentration camps [...] even if [we] personally didn't experience Hitler's persecution. ». Les médias ont activement participé à l'entretien de cette peur en assimilant constamment Nasser à Hitler (ibid. : 390) et en publiant des articles comparant la pensée politique et religieuse des pays arabes à de l'antisémitisme classique, dans la droite lignée des « *Protocoles des Sages de Sion* »⁶⁵ et de l'idéologie nazie (ibid. : 391). En outre, nombreux sont ceux qui déclaraient durant cette période que, considérant l'héritage nazi, il serait inconscient de ne pas prendre très sérieusement la rhétorique de certains ennemis, et ainsi, lorsque Nasser affirmait vouloir anéantir le peuple juif, il fallait répondre avec force (Zertal, 2005 : 117-118). Le même argument a été utilisé par Netanyahu, particulièrement au moment où le camp iranien était représenté par Ahmadinejad.

Néanmoins, il ne s'agit pas tracer un lien de causalité direct entre le discours de l'Holocauste et la déclaration de la guerre, mais de noter la puissance d'un discours qui a favorisé une forme d'hystérie collective (ibid. : 121). Celui-ci fut mis en œuvre par certains responsables politiques favorables à la guerre et opposés au Premier ministre Eshkol, dont ils critiquaient le manque de *leadership*. Cependant, l'action seule de ces derniers n'explique pas l'anxiété généralisée de cette période. En effet, elle fut entretenue par une rhétorique puisant allégrement dans la mémoire collective israélienne et articulée autour de l'imaginaire sécuritaire de l'auditoire israélien. De cette manière, l'acte de langage est efficace puisqu'il répond à des inquiétudes profondes dans un moment d'incertitude.

En conséquence : « *the proposals to defuse the crisis by any means other than war were compared with the Munich agreement* » (Segev, 1993: 390). L'analogie avec

⁶⁵ Les « Protocoles des Sages de Sions » font référence à un faux document visant à exposer le plan de domination planétaire d'une élite « judaïque mondiale ». Bien que le caractère apocryphe du document ait été établi, il sert toujours à justifier un certain antisémitisme. L'ouvrage de Taguieff (2004) est fondamental dans la compréhension de l'histoire et de l'usage de ce faux.

Munich servit d'argument pour pousser Eshkol à attaquer et comme critique envers l'Occident qui s'apprêtait encore à trahir le peuple juif par sa non-intervention. En filigrane, nous retrouvons l'idée qu'Israël doit assurer seul sa survie pour se protéger d'un nouvel Holocauste. Ainsi, Segev écrit (ibid. : 392) : « *the threat of extermination* » had not, then, been real. But the the fear of it had been real, and fear is what Eshkol's opponents exploited. More than any other factor, fear had prompted the war. »

En outre, selon Zertal (2005 : 114) : « *this was the legacy of the trial : the dangers which Israel confronted and still confronts are Nazi in essence and scope, and any military threat or apparent threat to Israel means a new Holocaust* ». Cela a été largement confirmé par le traitement des crises suivantes. La guerre surprise de Yom-Kippur permit de comprendre « *the meaning of the Holocaust and the limitations of heroism* » (Segev, 1993 : 395). L'invasion du Liban en 1982 fut justifiée en recourant à une comparaison entre Yasser Arafat et Hitler, et l'obligation d'éviter le retour des camps de concentration (ibid. : 399). La première guerre du Golfe : « *brought the Holocaust to the forefront of public consciouness* » (ibid. : 505) et Saddam Hussein fut lui aussi comparé à Hitler, tout comme les dirigeants iraniens depuis quelques années. Par ailleurs, Avi Shilon — dans sa biographie consacrée à la vie de Menachem Begin⁶⁶ — évoque le spectre de l'holocauste derrière l'obstination de Begin d'anéantir les velléités nucléaires de l'Irak. Selon lui (2012 : 340) : « *since the Holocaust and anxiety for the fate of the country were his prime motivators, Begin regarded the Iraqi nuclear reactor as a danger to the entire Zionist enterprise* ».

Somme toute, le souvenir de l'Holocauste imprègne la conscience collective israélienne⁶⁷ depuis la fondation de l'État juif avec l'idée du « plus jamais ça » (Klar et

⁶⁶ 7^e Premier ministre d'Israël de 1977 à 1983. Il incarna la première victoire du Likoud en Israël.

⁶⁷. Voir Desch, 2006a et le débat que celui-ci a suscité (Davis, 2006 et Desch, 2006b)

al., 2013). Zertal (2005) précise que chacune des quatre guerres vécues par Israël depuis 1948 fut décrite dans des termes liés à la Shoah. Ainsi, selon Nili (2011), la perception d'une menace génocidaire a mené à la doctrine Begin⁶⁸ et joue un rôle primordial dans la gestion de la question iranienne. Freichlich (2012 : 102) va dans le même sens et estime que : « *Netanyahu clearly views the threats through the prism of the Holocaust* », ce qui en fait une pièce centrale de la définition de la politique israélienne (Eiran & Malin, 2013 : 78). Netanyahu, à l'instar de Begin en son temps, puise largement dans cet héritage. Nous retrouvons déjà dans son livre (cité dans Zertal, 2005 : 174), *A Place Among the Nations*, la comparaison constante d'Arafat à Hitler. Et ainsi que nous le montrerons, cette analogie est récurrente dans la sécuritisation du nucléaire iranien.

Au demeurant, Liebman et Don-Yihia (1983 : 237) ajoutent :

« the centrality of the Holocaust myth and the core values of Jewish history and Jewish peoplehood is relevant to understanding why Israel is apparently prepared to behave in a manner that not only many of its friends but even some of its own citizens consider irrational. ».

Pour conclure, les écrits de Hannah Arendt sont précieux. Selon elle, le monde post-Holocauste a offert une opportunité unique pour la réhabilitation des juifs dans le monde. Il est central dans la mémoire collective israélienne⁶⁹. Il participe à

⁶⁸ Suite à la condamnation publique de Reagan, Begin lui a écrit une « strong et emotional letter » : « A million and half children were killed by Zyklon B gas during the Holocaust [...] I was not sleeping at night... It could have been a new Holocaust » (Cohen, 1998 : 346)

⁶⁹ Il convient toutefois de préciser que l'ouvrage d'Hannah Arendt, « *Eichmann à Jérusalem : Rapport sur la banalité du mal* », a suscité un tollé et ouvert un débat dont nous ressentons encore les secousses aujourd'hui. Elle y décrit la banalité du mal, le destin d'un homme moyen qui a commis l'odieux sans qu'aucune caractéristique psychologique ou un fanatisme exacerbé l'y préfigurassent. Elle se sert de l'exemple d'Eichmann dont les actes étaient motivés non pas par un ancrage idéologique profond, ou une véritable intention de faire le mal, mais, essentiellement par obéissance à sa hiérarchie. Selon elle, Eichmann tenait plus de l'homme lambda que du monstre que nous aurions aimé qu'il soit. En outre, elle fait une critique acerbe des dirigeants juifs de l'époque qui sont responsables de n'avoir pas fait, de n'avoir pas dénoncé.

l'essentialisation de la victimisation du peuple juif, qui a plus subi l'histoire qu'il ne l'a faite, et dont les épisodes de tranquillité ont toujours été entrecoupés de persécutions (cité dans Zertal, 2005 : 164-165). Ainsi, l'Holocauste sert d'argument politique au service de l'État israélien pour désigner l'ennemi et justifier une réponse urgente.

3.3. La guerre contre le terrorisme

Si les deux parties précédentes traitent davantage d'évènements passés et révolus pesant lourdement dans la pensée collective israélienne, il existe également une question encore brûlante qui joue un rôle déterminant dans le processus de mise à l'agenda sécuritaire : celle du terrorisme.

Brûlante à deux égards : d'une part, la référence à la menace terroriste parle au citoyen israélien juif plus qu'à n'importe quel autre en raison d'une lutte incessante contre des mouvements palestiniens et libanais qualifiés de terroristes au cours des dernières décennies. Nous pensons évidemment à la 1^{re} et la 2^e Intifada, ainsi que celle des couteaux, et dans une certaine mesure à toutes les actions menées par le Hamas et le Jihad islamique. Et dans un cadre régional, l'action du Hezbollah contre lequel Israël se bat depuis 1982 ; d'autre part, depuis le 11 septembre, la menace terroriste s'inscrit dans le discours sécuritaire occidental, et vibre avec une force particulière chez l'allié américain.

Du point de vue israélien, le passé et les expériences collectives récentes ont été parsemés d'évènements traumatiques et sanglants. Les Israéliens ont tous subi de près ou de loin les retombées du conflit contre les mouvements palestiniens et libanais. Ces évènements ont laissé des marques indélébiles sur les Israéliens dont la vie quotidienne est encore bouleversée par l'impact de ces périodes de terreurs. Ainsi,

selon Yair (2014 : 355-356) : « *the presence of gas masks at home, construction of bullet-proof rooms, security checks in central bus stations, restaurants and cafés, and yearly war drills for the civil population, all send a latent message that terror and possible annihilation are imminent.* ». À ce titre, il ressort de son étude, la peur constante chez une grande partie des personnes interrogées d'être victime d'un attentat.

Par conséquent, la menace représentée par ses groupes a déjà été sécurisée. Elle s'intègre dans un discours et une sécurisation effective. Par exemple, Coskun (2007) a étudié le processus de sécurisation du « terrorisme palestinien » pour délégitimer le gouvernement démocratiquement élu du Hamas. Les mouvements palestiniens ont été sécurisés avec succès comme étant des groupes terroristes. Par ailleurs, les dirigeants politiques et militaires israéliens ont réussi à mettre cette question à l'agenda sécuritaire international en l'inscrivant dans la « Guerre totale contre le terroriste » menée par les États-Unis. Du point de vue la société israélienne, la Seconde Intifada a été particulièrement délétère dans la mesure où elle a élargi le fossé existant entre juifs et Arabes, éloignant ainsi toute possibilité de résolution (Lupovici, 2012). D'autres auteurs ont étudié le processus de sécurisation en l'opérationnalisant sur diverses causes⁷⁰.

Le même processus de sécurisation a été enclenché par rapport au mouvement libanais, le Hezbollah. Tidy (2012) démontre que la sécurisation pendant la guerre de 2006 s'intégrait, d'une part, dans un discours existant au sein de la société israélienne concernant le mouvement en tant que tel, et puisant dans l'histoire juive, et d'autre part, celui-ci s'inscrit également dans un discours plus large, exploité par les dirigeants

⁷⁰ Olesker (2014) a étudié la manière dont la sécurisation de l'« Autre » arabe se retrouve dans le processus juridique de l'Etat israélien à travers un certain nombre de lois discriminantes à l'égard de la minorité arabe présente sur le sol israélien. Abulof (2014) est revenu sur la cause fondamentale de celle-ci en l'associant à une menace démographique. Fröhlich (2012) et Masson (2013) sont revenus sur les causes du conflit en l'étudiant sous le prisme du contrôle des ressources hydriques et de l'impact du réchauffement climatique.

israéliens et notamment le Premier ministre, Olmert, en rapport avec la « Guerre totale contre le terrorisme » et la lutte contre l'« Axe de la terreur ».

La référence au terrorisme touche également l'identité de l'État d'Israël dans ce qu'elle représente. Ainsi, il est une composante fondamentale de l'État israélien qui est souvent mis en avant pour faire mettre en exergue la nécessité de sécuriser une menace : le caractère démocratique et libéral de l'État hébreu. Celui-ci s'accompagne d'une revendication à une appartenance plutôt occidentale qu'orientale. Le corollaire est qu'Israël se pense comme l'antithèse de ses voisins. Il est le monde civilisé face aux hordes de barbares. Il est la modernité face à l'obscurantisme. Il est la démocratie face aux tyrans. Il est la liberté face à l'oppression. Ce discours fonctionne d'autant plus depuis les attentats du 11 septembre qui permettent à Israël de s'inscrire définitivement comme le dernier rempart contre le fondamentalisme islamiste et le terrorisme.

CHAPITRE IV

UNE CERTAINE REPRÉSENTATION DE L'IRAN

« Not only does the Prime Minister of Israel have the right, when speaking of these existential dangers, to invoke the memory of a third of our nation which was annihilated. It is his duty. »
Netanyahu, 2012g

Nous avons montré le poids de l'histoire et des mythes dans l'imaginaire sécuritaire israélien. Nous allons maintenant établir son rôle dans la caractérisation de la menace iranienne. Sans surprise, il est une composante essentielle des appels à la sécuritisation énoncés par Netanyahu. Le recours à la mémoire collective juive et à l'Holocauste en particulier est systématique. Netanyahu s'en sert abondamment afin de mieux définir la menace présente et le risque qui pèse sur le futur. C'est le point cardinal du processus sécuritaire israélien. Nous n'avons pas trouvé une seule déclaration concernant l'Iran où il n'était pas fait mention — d'une manière ou d'une autre — d'une référence à l'Holocauste et — dans une moindre mesure — de l'histoire juive, et ce, quel que soit l'auditoire devant lequel le discours était prononcé. Par ailleurs, deux autres pôles se dégagent : la thématique terroriste et la défense des valeurs et des idéaux de la civilisation occidentale.

Nous diviserons cette partie de la même manière que le chapitre III afin de faire ressortir le lien entre la menace iranienne et les trois éléments centraux de l'imaginaire sécuritaire israélien : l'histoire juive millénaire qui prend racine dans le judaïsme et l'exil forcé du peuple juif ; la Shoah, comme preuve ultime de la volonté des autres

peuples d'anéantir les Juifs ; les menaces contemporaines avec la lutte arabe qualifiée de terroriste contre la présence israélienne au Moyen-Orient.

4.1. La résurgence d'un antisémitisme millénaire

Au cœur de l'imaginaire sécuritaire israélien, il y a le lourd héritage de l'histoire millénaire juive. Un imaginaire dans lequel Netanyahu puise abondamment lorsqu'il parle à un auditoire composé de juifs et, en tout cas, d'Israéliens. Il se sert de la mémoire collective liée au Judaïsme où se mêlent exil forcé et persécution afin de représenter l'Iran comme la résurgence de ce mal qui s'attaque invariablement au peuple juif depuis la nuit des temps. Ce faisant, il fait souvent mention à l'antisémitisme inextricable des dirigeants iraniens (voir, entre autres, Netanyahu, 2010g ; 2011 c ; 2012i ; 2013b ; 2015b).

En outre, il se sert du livre d'Esther où : « *a powerful Persian viceroy named Haman, who plotted to destroy the Jewish people some 2,500 years ago. [...]* » pour dresser une analogie avec la situation actuelle où : « *the Jewish people face another attempt by yet another Persian potentate to destroy us [...] Iran's Supreme Leader Ayatollah Khamenei* » (Netanyahu, 2015b). De cette manière, il montre à son auditoire que la volonté destructrice des Perses ne date pas d'hier, et que les juifs ont, par le passé, déjà eu à s'en protéger.

Le peuple juif doit avoir conscience de ses 4000 ans d'histoire (Netanyahu, 2015b) et, comme il le souligne (2013b), du : « *millennial desire of the enemies of the Jews, fired by Jew hatred in antiquity and medieval times and in modern times to eradicate the Jewish people* ». À ce titre, Netanyahu interpelle son auditoire et l'exhorte à ne pas se méprendre face à la menace représentée par l'Iran, qui découle plus de la :

« *oldest hatred of anti-Semitism* » (Netanyahu, 2015b) que d'une véritable opposition au projet sioniste. Pour appuyer son propos, il rappelle ce que dénonçait Martin Luther King en son temps : « *It was Martin Luther King who shattered the lie better than anyone else when he said : 'When people criticize Zionists, they mean Jews. You're talking anti-Semitism !'* » (Netanyahu, 2011c).

Au demeurant, Netanyahu se sert également du verset de l'Haggadah pour rappeler que :

*« In every generation, there were those who rose up to destroy our people.
In antiquity, we faced destruction from the ancient empires of Babylon and Rome.
In the Middle Ages, we faced inquisition and expulsion.
And In modern times, we faced pogroms and the Holocaust.
Yet the Jewish people persevered. »* (Netanyahu 2015f, voir aussi 2012e)

4.2. Israël face à la menace d'un second génocide : le spectre de l'Holocauste

L'étude de l'imaginaire sécuritaire israélien dans le chapitre précédent nous avait déjà fait prendre conscience de la place occupée par l'Holocauste. Il est central. Netanyahu — dans une mesure autrement supérieure à ses prédécesseurs — s'en est servi comme d'une source intarissable pour (re)construire la menace iranienne tout au long de la période étudiée. Ainsi, au gré de nos lectures, nous avons pu voir la récurrence de ce thème. Il y figure dans la presque totalité des discours analysés. La menace est constamment décrite à travers le prisme de l'Holocauste. La Shoah a été utilisée et instrumentalisée par Netanyahu afin de promouvoir son agenda sécuritaire. À cet égard, il décrit l'Iran et l'Allemagne nazie comme deux problèmes identiques. L'un étant la résurgence contemporaine de l'autre.

4.2.1. *L'Iran, une puissance négationniste...*

Ce faisant, dès son arrivée au pouvoir en 2009, Netanyahu a profité de la cérémonie du souvenir de l'Holocauste pour revenir de manière préoccupante sur la menace iranienne. Il affirma à cette occasion : « *We will not allow Holocaust deniers to perpetrate another Holocaust against the Jewish people* » (Netanyahu, 2009a). Une déclaration qui préfigure les suivantes puisqu'il dénoncera systématiquement la négation de la Shoah comme déterminant de la menace.

Ainsi, il sera souvent fait mention du négationnisme patent des dirigeants iraniens comme le montrent ces quelques exemples : « *A mere six decades after the Holocaust, you give legitimacy to a man who denies the murder of six million Jews* » (Netanyahu, 2009j) ; « *They brazenly deny the Holocaust* » (Netanyahu, 2010e) ; « *a regime that shamelessly denies the Holocaust* » (Netanyahu, 2010j) ; « *its denial of the Holocaust* » (Netanyahu, 2010p) ; « *Less than seven decades after 6 million Jews were murdered, Iran's leaders deny the Holocaust of the Jewish people* » (Netanyahu, 2011l) ; « *Iran's rulers repeatedly deny the Holocaust* » (Netanyahu, 2012i). À noter, toutefois, qu'avec l'élection de Rohani, la rhétorique de Netanyahu change, et ne fera plus systématiquement mention de ce négationnisme.

4.2.2. *... qui menace existentiellement le peuple juif*

En outre, le discours négationniste des dirigeants iraniens agit comme une confirmation de leur volonté de reproduire un autre Holocauste et d'exterminer le peuple juif. Ainsi, la déclaration controversée que nous évoquons dans l'introduction revient constamment dans les actes de langage de Netanyahu. Il ne s'agit pas tant de savoir si les intentions d'Ahmadinejad ont été correctement exprimées par la traduction que s'en servir comme d'une preuve ultime du dessein génocidaire fomenté par les dirigeants iraniens. Ainsi, l'élection de Rohani n'a pas donné lieu à un grand changement sur la perception de la mission apocalyptique de l'Iran vis-à-vis d'Israël. Rohani n'est pas tant une version édulcorée d'Ahmadinejad que le même mal caché sous les oripeaux du réformisme et de la modernité selon Netanyahu, qui déclara à l'aide d'une référence biblique (Matthieu 7.15) : « *Ahmadinejad was a wolf in wolf's clothing and Rouhani is a wolf in sheep's clothing* » (Netanyahu, 2013h). L'accusation de perfidie du nouveau régime iranien sera récurrente après 2013, comme le montre cet autre exemple : « *It wields out its smiling president and its smooth-talking foreign minister. But if you listen to their words, [...]they don't square with Iran's aggressive actions.* » (Netanyahu, 2014 c ; voir aussi : 2013h ; 2013i ; 2014b ; 2014f ; 2015b)

Dès lors, la mention des velléités génocidaires supposées de l'Iran est constante au cours de la période étudiée : « *An Iranian regime that pledges to wipe Israel off the map* » (Netanyahu, 2009m) ; « *they hope, and they say so just about every other day, they hope to wipe Israel off the map of the Middle East.* » (Netanyahu, 2010e) ; « *This isn't simply anti-Semitism. The Ayatollah regime in Iran, a member country of the UN, openly calls for the annihilation of another six million Jews, without even a hint of pretense.* » (Netanyahu, 2011c) ; « *it is planning the destruction of Israel; and it is working to destroy Israel.* » (Netanyahu, 2012b) ; « *Iran calls for Israel's destruction, and they work for its destruction — each day, every day, relentlessly.* » (Netanyahu, 2012e) ; « *Today, the regime in Iran openly calls and determinedly works for our destruction.* » (Netanyahu, 2012g) ; « *And they are openly declaring their intention to*

destroy the Jewish state » (Netanyahu, 2013k) ; « *Today we again face clear facts and a tangible threat. Iran calls for our destruction* » (Netanyahu, 2014d) « *Seventy years after the murder of six million Jews, Iran's rulers promise to destroy my country.* » (Netanyahu, 2015f) ; « *Iran remains fully committed to genocide — our genocide* » (Netanyahu, 2016b)

Netanyahu met l'emphase sur la raison d'être de l'Iran, qui constituerait une menace existentielle pour Israël, quel que soit son représentant ou la teneur des négociations et des avancées diplomatiques. Il véhicule une image de l'Iran comme puissance génocidaire et apocalyptique.

4.2.3. *L'Iran comme nouveau visage du nazisme*

À travers ces quelques passages, les discours de Netanyahu dessinent clairement une représentation nazifiée de l'Iran, dont l'unique objectif serait de reproduire le projet de l'Allemagne du Troisième Reich en exterminant définitivement le peuple juif. À ce titre, il fait le lien entre le chiffre de 6 millions de morts de la Shoah présent dans tous les esprits et le projet de l'Iran d'en exterminer également 6 millions, projet sur lequel l'Iran travaillerait, selon lui, invariablement. La corrélation étant clairement établie à de nombreuses reprises, dans des déclarations telles que : « *We've seen that happen before, too. Some 70 years ago, the world saw another fanatic ideology bent on world conquest. It went down in flames. But not before it took millions of people with it.* » (Netanyahu, 2012i) ou « *Just as the Nazis aspired to crush civilization [...] while annihilating the Jewish people, so too does Iran strive to gain control over the region [...], with the explicit intent of obliterating the Jewish state* » (Netanyahu, 2015c).

En procédant de cette manière, Netanyahu articule la mémoire collective de l'Holocauste pour représenter l'Iran comme une menace existentielle de la même nature que le régime nazi en son temps. Ainsi, Netanyahu s'inscrit dans un processus de sécuritisation dont le dessein est d'interpeller et de provoquer une réaction qu'il n'y avait pas eu par le passé.

4.2.4. *De la nécessité de tirer les leçons du passé...*

Par conséquent, en articulant la menace iranienne par rapport à la mémoire de l'Holocauste, Netanyahu interpelle ses auditoires. Il veut les convaincre d'agir vite pour éviter un nouveau génocide. Il en appelle à l'héritage de la Shoah et aux souvenirs de ses 6 millions de victimes, pièce centrale de l'imaginaire sécuritaire israélien, pour provoquer une réaction de ces derniers. En effet, tirer les leçons de l'Holocauste vise autant les Israéliens et les juifs que les Occidentaux.

Ainsi : « *the memory of the Holocaust goes beyond holding memorial services ; it is not merely a historical recollection. The memory of the Holocaust obligates us to apply the lessons of the past to ensure the basis of our future. We will never bury our heads in the sand.* » (Netanyahu, 2012g). Et à ce titre : « *the last century has taught us that when a radical regime with global ambitions gets awesome power, sooner or later, its appetite for aggression knows no bounds. That's the central lesson of the 20th century. Now, we cannot forget it.* » (Netanyahu, 2013h). Si le peuple juif a pu, par le passé, être victime d'une tentative d'extermination, la mémoire de celle-ci doit lui permettre de percevoir le danger à temps face à une menace similaire. En effet : « *if history has taught the Jewish people anything, it is that we must take calls for our*

destruction seriously » (Netanyahu, 2011f). En outre, il dénonce ceux qui : « *dismiss Iran's extreme rhetoric as serving domestic purposes* » (Netanyahu, 2014d) et se charge d'évoquer : « *the uncomfortable truth — that today, like then, there are those who want to destroy millions of Jewish people — that is to belittle the Holocaust, that is to offend its victims and that is to ignore the lessons.* » (Netanyahu, 2012g). Dans le même discours lors de la cérémonie de souvenir de l'Holocauste, il ajoute, en réponse à ceux qui rejettent l'invocation de cet héritage : « *Not only does the Prime Minister of Israel have the right, when speaking of these existential dangers, to invoke the memory of a third of our nation which was annihilated. It is his duty.* » (Netanyahu, 2012g). En outre, à 18 reprises il utilise le terme « vérité » ou se revendique d'oser la dire en opposition à ceux qui nient la réalité de ce danger.

Netanyahu s'évertue à faire comprendre à ses auditoires l'exacte similitude entre la menace iranienne contemporaine et la tragédie nazie du XX^e siècle. Le souvenir du second devant permettre de se prémunir du premier, puisque fort de cette première expérience tragique, nous saurions deviner les signes avant-coureurs de génocide. En définitive, Netanyahu dénonce l'issue inéluctable si rien n'est fait : « *Ultimately the forces of light overcame the forces of darkness in the last century, but our people paid a terrible price in between. That will not happen again. I will not let it happen again.* » (Netanyahu, 2013g). En filigrane, Netanyahu cherche à persuader qu'il vaut mieux agir tout de suite plutôt que trop tard, car ce qui doit arriver arrivera. Agir vite permettra, selon lui, d'éviter le massacre inutile de millions de personnes comme l'expérience de l'inaction face au danger nazi l'a prouvé.

4.2.5. ... et d'en souligner les différences

Nonobstant les analogies dressées, Netanyahu s'adresse, aussi, aux sionistes — et plus généralement, aux supporters de la cause israélienne — en mettant en exergue la différence fondamentale entre ce qui s'est passé à l'époque de l'Holocauste et aujourd'hui : l'État d'Israël, un État fort et indépendant, refuge pour tous les juifs du monde. Dès lors, les références à Israël et son impact décisif sur la capacité des juifs à se défendre sont fréquentes. Elles ont deux objectifs : insister sur la nécessité de soutenir le seul État juif — seul garant de la survie du peuple juif contre les menaces qui pèsent sur lui ; démontrer le rôle positif du sionisme.

Avec, en filigrane l'idée du « plus jamais » il n'y aura d'Holocauste, car les juifs ont un État pour se défendre, Netanyahu dresse le portrait d'une nation forte, capable de protéger ses citoyens : « *Do you know what the very real difference is between what Iran is doing today and what happened then during the National-Socialist time? Today, we have a Jewish state.* » (Netanyahu, 2009i) ; « *We are a nation that rose from the ashes of the Holocaust. When we say never again, we mean never again.* » (Netanyahu, 2011i) ; « *In this generation, we are blessed to live in an age when there is a Jewish state capable of defending the Jewish people.* » (Netanyahu, 2012e) ; « *Seventy years ago, the Jewish people were left for dead. We came back to life. We will never be brought to the brink of extinction again. As Prime Minister of Israel, I will do whatever I must do to defend the Jewish State of Israel.* » (Netanyahu, 2014c) ; « *We are no longer scattered among the nations, powerless to defend ourselves. We restored our sovereignty in our ancient home. [...] For the first time in 100 generations, we, the Jewish people, can defend ourselves.* » (Netanyahu, 2015b).

4.2.6. Un Holocauste nucléaire

Au demeurant, la menace iranienne revêt une aura particulière, voire — dans l'esprit de Netanyahu — d'une capacité génocidaire autrement supérieure au régime nazi dans la mesure où il considère que l'Iran est sur la voie pour se doter de la bombe atomique.

Par conséquent, si les forces du bien — selon ses propres termes — ont pu triompher des nazis avec un bilan humain effroyable, l'issue du conflit aurait été plus dramatique encore s'ils avaient réussi à acquérir des capacités nucléaires militaires. C'est sous ce prisme que Netanyahu représente l'Iran, à savoir un régime belliqueux et antisémite qui serait en voix de se doter de l'arme la plus dévastatrice. Dès lors, les discours de Netanyahu sont parsemés de projection relative à une bombe atomique iranienne : « *But if the most primitive fanaticism can acquire the most deadly weapons, the march of history could be reversed for a time.* » (Netanyahu, 2009j) ; « *And this same Iran vows to annihilate Israel. If it develops nuclear weapons, it would have the means to achieve that goal. We must not let that happen.* » (Netanyahu, 2015a) ; voir aussi (Netanyahu, 2010c ; 2011i ; 2013b ; 2014b).

4.2.7. Analogie nazie et rhétorique culpabilisatrice

En puisant dans le souvenir de l'Holocauste, Netanyahu s'offre la possibilité de parler à plusieurs auditoires distincts. Il y a évidemment les juifs — dans leur ensemble, mais avec des différences que nous évoquerons plus bas — que la mémoire de Shoah touche directement. Mais aussi, la communauté internationale et par ceci, nous entendons essentiellement sa composante occidentale dont la part de responsabilité dans le génocide juif fait encore l'objet d'un fort sentiment de culpabilité.

Ainsi, à travers l'étude des déclarations de Netanyahu, nous avons pu observer la prépondérance de l'analogie de Munich — que nous pourrions résumer simplement par l'analogie nazie⁷¹ — lorsqu'il s'adressait et voulait toucher un auditoire occidental, et plus particulièrement américain⁷². À ce titre, les discours prononcés — chaque année — devant l'Assemblée générale de l'ONU, ainsi que ceux énoncés devant le Congrès américain ou l'AIPAC, sont révélateurs des moyens mis en œuvre pour convaincre ces auditoires et de leurs subtilités propres qui varient selon qu'il s'adresse spécifiquement à la diaspora ou aux forces politiques pro-israéliennes.

En faisant une analogie avec l'époque nazie, Netanyahu rappelle une période sombre de l'histoire où l'inaction des gouvernements avait conduit à un des génocides les plus meurtriers. Il assimile la menace iranienne à ce même danger et enjoint ses auditoires à agir avant qu'un désastre similaire se reproduise. Dès lors, il dénonce l'absence de ligne rouge concernant l'Iran tout comme aucune n'avait été imposée à l'Allemagne nazie. Dans un de ses discours les plus marquants — devant l'Assemblée générale de l'ONU en 2012 — Netanyahu a symbolisé la nécessité de dresser une ligne rouge à l'aide d'un diagramme (voir Annexe A) représentant une bombe atomique et les 3 stades pour y accéder en insistant évidemment sur celui qui ne devait pas être atteint. Du reste, il souligne l'impact que cette absence de ligne rouge a eu par le passé :

« In fact, it's the failure to place red lines that has often invited aggression. If the Western powers had drawn clear red lines during the 1930s, I believe they would have stopped Nazi aggression and World War II might have been avoided. » (Netanyahu, 2012i).

⁷¹ Ce faisant, nous souhaitons élargir la spécificité de l'analogie de Munich à l'ensemble de l'(in)action des gouvernements occidentaux face à la terreur nazie, c'est-à-dire, aussi bien du cas des accords de Munich que du manque de (ré)action quant au génocide en cours pendant la Seconde Guerre mondiale.

⁷² Au sein de la communauté occidentale, les Etats-Unis ont évidemment le monopole de l'attention israélienne. D'une part grâce à la présence d'une diaspora importante et influence, et, d'autre part, en raison de la place des Etats-Unis dans le système international. L'appui américain est indispensable pour une opération de cette envergure.

Lorsqu'il s'adresse devant l'AIPAC — où se retrouvent l'influente diaspora juive new-yorkaise et le lobby pro-israélien⁷³ — les procédés discursifs utilisés par Netanyahu divergent afin de mieux prendre en compte les particularités de cet auditoire. Par conséquent, la comparaison des discours prononcés devant l'AIPAC et lors de l'Assemblée générale de l'ONU à quelques mois d'intervalle en 2012 est édifiante. Face à l'AIPAC, il expose un échange de lettres entre le Congrès juif mondial et le gouvernement américain où le premier implorait le second de bombarder le camp d'Auschwitz. La demande avait été refusée pour une raison particulièrement absurde — et d'autant plus, lorsqu'elle est entendue avec notre oreille contemporaine — que Netanyahu raille devant son auditoire : « *“Such an effort might provoke even more vindictive action by the Germans.” Think about that — ‘even more vindictive action’ — than the Holocaust.* » (Netanyahu, 2012e). Ce faisant, il crée un parallèle entre les camps de concentration et les sites nucléaires de l'Iran de manière à mettre en exergue la seule solution viable à ses yeux, la destruction immédiate des capacités d'enrichissement de l'Iran pour qu'un nouvel Auschwitz ne soit possible.

En outre, cette injonction à prendre conscience de la gravité de la menace concerne aussi et surtout les Israéliens. Par exemple, lorsque — durant son discours prononcé lors de la cérémonie du souvenir de l'Holocauste — il évoque les avertissements ignorés de Jabotinsky⁷⁴ à la communauté juive polonaise en 1938 sur l'Holocauste approchant, ce sont les Israéliens qui sont visés directement. Netanyahu les somme de ne pas reproduire les mêmes erreurs en passant outre ses avertissements quant à la menace existentielle qui plane sur eux. Il s'adresse, également, aux critiques dont il fait l'objet en Israël pour son obsession iranienne et qui l'accusent d'exagérer

⁷³ Pour aller plus loin sur le puissant lobbying mis en œuvre par le lobby pro-israélien pour influencer la politique étrangère américaine, voir Walt et Mearsheimer, 2007.

⁷⁴ Jabotinsky était un des leaders de l'aile droite du mouvement sioniste au début du XX^e siècle. Il est une figure importante de l'histoire d'Israël dont les idées ont préfiguré l'avènement du Likoud comme partie centrale en Israël.

la menace (voir Cohen A, 2012 ; Drucker, 2015 ; Michael 2015 ; Cohen R, 2015 ; Bar'el, 2016). Par conséquent, il fait une analogie entre ces juifs polonais qui n'ont pas voulu entendre les cris d'alarme, et les Israéliens qui adoptent la même attitude face à une menace qui est, selon lui, similaire. Il oppose ainsi à ses détracteurs, la réponse qui avait été faite, jadis, à Jabotinski par un des grands écrivains juifs de l'époque, Sholem Asch : « *“What Jabotinsky is now doing in Poland is going too far. His statement is detrimental to Zionism and to the vital interests of our people... It is disgraceful that these are leaders of a nation.”* » (Netanyahu, 2012g).

4.3. L'Iran, un État terroriste à la recherche de la bombe atomique

La question du terrorisme occupe une place presque aussi importante que l'Holocauste dans les déclarations de Netanyahu. L'Iran est constamment dénoncé pour son soutien aux mouvements terroristes, qu'ils soient palestiniens, libanais ou à visée internationale. Cette thématique fait sens au sein de deux auditoires : les Israéliens qui ont subi de plein fouet la lutte contre les mouvements libanais et palestiniens qualifiés de terroristes ; les Occidentaux et plus particulièrement les Américains, chez qui la problématique terroriste a été largement sécurisée depuis les attentats du 11 septembre 2001. C'est dans ce cadre et ces discours préexistants que Netanyahu cherche à inscrire la menace iranienne. Ce faisant, il établit régulièrement le lien entre l'Iran et les mouvements terroristes islamiques de tous bords (voir, entre autres, Netanyahu, 2009l ; 2010f ; 2011j ; 2012e ; 2013b ; 2014 a ; 2015b ; 2016 c).

4.3.1. L'Iran, soutien indéfectible des ennemis d'Israël

Afin d'accomplir sa sécuritisation, Netanyahu inscrit la problématique du nucléaire iranien dans une dimension plus large. Il ne s'agit plus seulement de lutter contre la nucléarisation de l'Iran, mais d'empêcher que tous les ennemis d'Israël soient protégés et encouragés par un parapluie nucléaire. Dès lors, Netanyahu a mis l'accent sur le soutien de l'Iran aux mouvements libanais et palestiniens opposés à Israël dès son arrivée au pouvoir : « *it sponsors terrorism — not only sponsors it, it supplies the terrorists, it directs them, it finances them, it gives them missiles, it gives them everything* » (Netanyahu, 2009e) de sorte qu'Israël est menacé du Nord au Sud par le « *Hizbollah and Hamas armed with thousands of missiles* » (Netanyahu, 2009f). Et le danger serait incontrôlable si l'Iran venait à obtenir la bombe atomique : « *understand what can happen if Iran, their patron, sponsor, supplier and supporter, if that Iran had nuclear weapons* » (Netanyahu, 2010c).

Le message que Netanyahu s'applique à faire passer à son auditoire israélien⁷⁵, c'est que l'Iran est la cause de tous les maux d'Israël. En d'autres termes, tous les mouvements qui nuisent à la pérennité de l'État juif ne vivent que par la grâce de leur soutien provenant d'Iran. Ainsi, régler le problème iranien résoudrait les autres menaces dont sont victimes les Israéliens. Face à la Knesset, il a véhiculé une vision simplificatrice, lourde de sens, sur la cause du conflit israélo-palestinien :

The dominant factor that motivates these events in Gaza is Iran. Gaza equals Iran. Where do the missiles come from? From Iran. Where does the money come from? From Iran. Who trains the terrorists? Iran. Who builds the infrastructure? Iran. I have said this many times: who gives the orders? Iran. Gaza is a forward operating base for Iran. (Netanyahu 2012f)

⁷⁵ Nous ne prétendons évidemment pas que Netanyahu espère convaincre l'intégralité de la population israélienne. Toutefois, il en vise une part non négligeable, généralement proche du Likoud, et des idéaux sionistes de droite, ce qui, par le fait même, constitue une majorité de la population israélienne (voir Enderlin, 2013 sur la droitisation des esprits israéliens)

Il procède au même raisonnement avec le Hezbollah dont il considère qu'ils ne sont rien de moins que les « *lackeys* » (Netanyahu, 2015b) de l'Iran au Liban. Il omet, pour appuyer son propos, les spécificités et l'implantation profonde de ce mouvement dans la société libanaise (voir Azani, 2009). Lorsqu'il évoque le conflit syrien, il fait appel aux mêmes ressorts : « *Backed by Iran, Assad is slaughtering Syrians.* » (Netanyahu, 2015b)

4.3.2. *L'Iran et la mouvance terroriste islamique mondiale*

Sans surprise, le discours sur les dangers du terrorisme depuis le 11 septembre est une source inépuisable pour Netanyahu. Il lui permet de s'adresser à un public plus large, déjà sensibilisé à la question puisque s'inscrivant dans une thématique dont la sécuritisation imprègne les sociétés occidentales. L'objectif est évident, créer un lien entre le terrorisme islamiste qui a frappé l'Occident ces dernières années et les velléités nucléaires de l'Iran et son soutien aux mouvements terroristes.

Ainsi, lorsqu'il déclare devant l'Assemblée générale de l'ONU que : « *To understand what the world would be like with a nuclear-armed Iran, just imagine the world with a nuclear-armed al-Qaeda.* » (2012i), il dresse une analogie du même acabit que celle utilisée lorsqu'il compare l'Iran à l'Allemagne nazie. L'Iran ne serait, dans son message, rien de moins qu'un mouvement terroriste qui aurait réussi à s'étatiser, sans pour autant renoncer à ses habitudes criminelles et à la différence non négligeable que, il ajoute (2015a) : « *Iran could soon be armed with intercontinental ballistic missiles and nuclear bombs* ».

Sa rhétorique a évolué avec le temps pour mieux se conformer au déclin médiatique d'Al-Qaeda et à l'ascension fulgurante de l'auto-désigné État islamique. Dès lors, en 2015, devant le Congrès américain, c'est à ce dernier que l'Iran est comparé : « *Iran and ISIS are competing for the crown of militant Islam. One calls itself the Islamic Republic. The other calls itself the Islamic State.* » (Netanyahu, 2015b). De cette manière, Netanyahu représente les mouvements terroristes et l'Iran comme les deux faces d'une même médaille. Il n'hésite pas — dans ce but — à exagérer celle-ci. Devant l'AIPAC, il appuya son propos par une carte (voir Annexe B) — qui rappelle, dans la méthode, quelque peu le diagramme présenté lors de l'Assemblée générale de l'ONU (voir Annexe A) — supposée montrer les « *tentacles of terror* » (2015a) iraniennes qui entraînent, arment, et répartissent leurs terroristes sur les 5 continents. En dehors de toute considération sur l'exactitude des faits et la manière dont ils sont liés à l'Iran, l'objectif de Netanyahu est de faire comprendre à son auditoire qu'Israël ne lutte pas uniquement pour sa survie, mais contre un ennemi agressif à portée internationale. De telle sorte que ce n'est pas seulement un problème israélien, il concerne tout le monde, tout comme, en son temps, l'Allemagne nazie : « *the 6 millions Jews murdered were but a fraction of the 60 million people killed in World War II* » (Netanyahu, 2015b).

En outre, cette démonstration que nous retrouvons continuellement dans les discours de Netanyahu lui permet d'insister sur l'urgence d'empêcher l'Iran d'atteindre son objectif nucléaire militaire supposé, car comme il le souligne : « *the greatest danger facing our world is that this fanaticism will arm itself with nuclear weapons. And this is precisely what Iran is trying to do* » (Netanyahu, 2011m). Il n'hésite pas à véhiculer cette image d'un État fanatique et irrationnel doté de la bombe atomique⁷⁶. À

⁷⁶ Voir, entre autres, Netanyahu, 2009j où il évoquait le mariage entre le fondamentalisme religieux et des armes de destruction massive ; 2010c avec la rencontre entre des armes nucléaires et un régime militant islamique ; 2015b quand il dénonçait le mariage entre un Islam militant et la bombe atomique.

cette fin, il insiste sur le caractère exceptionnel et dangereux de cette association. L'Iran représente, à ses yeux, une force obscure qui ne répond pas aux impératifs de la rationalité. Ainsi, il prête à l'Iran non pas les attributs d'un État traditionnel dont l'action première serait d'assurer sa survie, mais celui d'une entité irrationnelle et fanatique dont le dessein sur terre est avant tout apocalyptique. Netanyahu inscrit le nucléaire iranien dans ce projet eschatologique de manière à appuyer les conséquences dramatiques qu'occasionnerait l'obtention d'une bombe atomique par une puissance fondamentaliste qui l'utiliserait pour attaquer d'emblée, sans crainte des répercussions. La vie n'ayant pas la même valeur pour des dirigeants qui, selon Netanyahu, basent leur comportement sur l'eschatologie.

4.3.3. Israël, dernier rempart du monde civilisé au Moyen-Orient

Concomitante au discours sécurisant du terrorisme des années Bush, l'émancipation de la pensée néoconservatrice a offert un terrain particulièrement fertile à Netanyahu. Il convient, à ce titre, de rappeler que la sécuritisation de l'Iran aux États-Unis n'est pas inédite. Le président George W. Bush avait, en son temps, désigné l'Iran comme un État paria et la question d'y lancer une offensive militaire avait déjà fait couler beaucoup d'encre⁷⁷. Derrière ce courant de pensée, il y a une vision binaire du monde où la civilisation combat la barbarie, où la modernité affronte le médiévalisme, où le bien lutte contre le mal et où la démocratie s'oppose à la tyrannie. Netanyahu s'inscrit pleinement dans cette grammaire. Il fait appel à ses codes, et ce, particulièrement lorsqu'il s'adresse à l'influent lobby pro-israélien américain.

⁷⁷ Lors de son discours sur l'État de l'Union le 29 janvier 2002, Bush avait désigné l'Iran comme faisant partie de l'«Axe du mal». Voir aussi Hayes, 2009

4.3.3.1. *L'apocalypse venue d'Iran*

D'après Netanyahu, le dialogue avec l'Iran est voué à l'échec. Il est impossible de parler avec un régime dont les dirigeants : « *believe that a medieval holy man will reappear in the wake of a devastating Holy War, thereby ensuring that their brand of radical Islam will rule the earth* » (2012i). En d'autres termes, Netanyahu dépeint les dirigeants iraniens et l'Iran dans des termes similaires à ceux du vocable néoconservateur : « *odious regime* » (Netanyahu, 2009j) ; « *seek to return humanity to medieval times* » (Netanyahu, 2009j) ; « *backward regimented society* » (Netanyahu, 2009j) « *the Ayatollah regime* » (Netanyahu, 2011c) ; « *tyrannous Iran* » (Netanyahu, 2012c) ; « *fanatic regime* » (Netanyahu, 2013h) ; « *Iran dark and murderous regime* » (2015b) ; « *dark theocracy* » (Netanyahu, 2015f).

Netanyahu cherche ainsi à exposer la naïveté de ceux qui aspirent à trouver un accord avec l'Iran, quitte à faire des concessions sur le nucléaire. À ceux qui croient que la théorie de la dissuasion nucléaire fonctionnera dans le cas iranien, Netanyahu rétorque : « *there were no Soviet suicide bombers. Yet Iran produces hordes of them* » (2012i). Autrement dit, l'Iran aspire au chaos et la bombe atomique ne sera qu'un moyen d'y accéder. Somme toute, lorsque Netanyahu se réclame du combat des forces du bien contre le mal, il fait directement écho à la vision binaire néoconservatrice où l'Iran est un des chefs de file de l'« Axe du mal » (Netanyahu, 2013g).

4.3.3.2. *Les Iraniens, un peuple à protéger de ses dirigeants.*

Tout en démonisant le régime iranien, Netanyahu se pose en défenseur de son peuple. Un peuple opprimé qui a été : « *hijacked by religious zealots* » (Netanyahu, 2015b) lors de la Révolution islamique de 1979. Il prend souvent pour exemple la

révolte verte de 2009 où les protestations furent réprimées dans le sang (Netanyahu 2012i) quand le peuple iranien luttait contre un régime qui oppresse les femmes et les minorités (Netanyahu, 2010f) et pend les homosexuels (Netanyahu, 2012e). Il se pose en défenseur des Iraniens qui n'aspirent qu'à la liberté et ont l'espoir dans un avenir meilleur (comprendre démocratique) (Netanyahu, 2011k) et, à tous le moins, une vaste majorité est en quête de : « *freedom from this brutal tyranny.* » (Netanyahu, 2010a)

Finalement, cela lui permet d'appuyer l'idée que : « *in a dark, and savage, and desperate Middle East, Israel is a beacon of humanity, of light, and of hope* » (2015a). De cette manière, il montre que les valeurs libérales et démocratiques partagées sont menacées au Moyen-Orient. C'est ainsi qu'il en appelle aux « *enlightened countries* » (Netanyahu, 2010f) pour qu'ils se joignent à Israël dans son combat contre l'obscurantisme. Il y a toujours, dans les discours de Netanyahu, cette dimension de la lutte entre le monde civilisé et la barbarie.

4.3.4. *La particularité évangéliste chrétienne*

En outre, Israël est soutenu par une frange importante d'évangélistes chrétiens pour qui la terre d'Israël revient de droit divin aux juifs (voir Perani, 2004). Ils sont, aux États-Unis, des soutiens incondtionnels et très actifs d'Israël que Netanyahu se doit de choyer, car ils disposent de larges réseaux d'influence⁷⁸. Dans cette optique, Netanyahu se sert de cette vision messianique pour exalter le sentiment qu'il est fondamental de

⁷⁸ Par exemple, la très célèbre « *Christians United for Israel* » dirigée par John Hagee est une organisation dont le but est d'apporter un soutien politique et financier à Israël. Elle revendiquait déjà 2 millions de membres en juillet 2015 et près de 30 évènements par mois à travers les États-Unis pour défendre les intérêts israéliens. Traditionnellement, les Premiers ministres israéliens y prononcent un discours lors de son assemblée annuelle.

soutenir l'État hébreu, menacé existentiellement par les forces du mal iraniennes. Selon eux : « *Israël est la seule démocratie stable sur laquelle nous puissions compter en un lieu où Armageddon pourrait bien arriver* » (cité dans Perani, 2004 : 80).

À cet égard, Netanyahu se sert de références bibliques pour plaire à un auditoire évangéliste, de sorte, qu'il puisse agir sur la conduite de la politique étrangère américaine. Nous avons déjà évoqué la qualification de Rohani comme d'un : « *wolf in sheep's clothing* » tirée directement des évangiles de Matthieu (7.15). Par ailleurs, devant le Congrès américain en 2015 - où se trouve une représentation en marbre de Moïse - Netanyahu cite les derniers mots de celui-ci aux israélites (Deutéronome 31.6) où il les enjoint à être fort, déterminé et ne pas craindre l'ennemi. Il s'en sert ensuite pour appeler les États-Unis et Israël à se dresser fermement contre l'ennemi commun que serait un Iran nucléaire : « *may Israel and America always stand together, strong and resolute. May we neither fear nor dread the challenges ahead.* » (Netanyahu, 2015b). Devant l'organisation « *Christians United for Israel* », il en appelle ses membres à soutenir l'État d'Israël face à la menace iranienne, car : « *the people of the Bible, are on the land of the Bible.* » (Netanyahu, 2010e, voir aussi 2009f où Netanyahu fait un appel similaire).

Au demeurant, lorsqu'il vise un auditoire occidental, et de culture chrétienne, Netanyahu n'hésite pas à mettre en avant la situation des chrétiens d'Orient : « *As Christians in the Middle East are beheaded and their ancient communities are decimated, Israel's Christian community is growing and thriving, the only one such community in the Middle East.* » (Netanyahu, 2015a, voir aussi 2012i, 2015b).

4.4. Que cela nous enseigne-t-il sur la sécuritisation ?

4.4.1. La sécuritisation du nucléaire iranien, un tournant avec l'élection de Netanyahu ?

Notre analyse se concentre essentiellement sur l'époque Netanyahu. Toutefois, afin d'en faire ressortir les spécificités, nous avons étendu notre enquête à son prédécesseur, Ehud Olmert, qui occupa le poste de Premier ministre de 2006 à 2009. Cette période est intéressante puisqu'elle coïncide peu ou prou avec de nombreuses déclarations controversées — entre 2005 et 2006 — du Président iranien nouvellement élu, Ahmadinejad, à l'égard d'Israël. Son mandat concorde également avec le conflit sanglant contre le Hezbollah, soutenu par l'Iran, en 2006, qui a sérieusement ébranlé Israël. En d'autres termes, Olmert avait de la matière pour participer à l'escalade de la tension. Cependant, force est de constater que sa rhétorique est restée plutôt contenue par rapport à l'Iran.

De prime abord, Olmert parle bien de menace iranienne envers Israël (voir entre autres Olmert, 2007b ; 2008 c ; 2009b). Pour autant, il ne la désigne qu'une seule fois comme étant une menace existentielle (Olmert, 2006b). Par ailleurs, Olmert fait preuve d'une plus grande prudence et s'applique à ne pas faire de la question du nucléaire iranien un problème israélien. À ce titre, il en fait plutôt un danger pour la paix et la stabilité dans le monde (voir Olmert, 2006a ; 2007b ; 2008e) en raison de la prolifération nucléaire qui pourrait survenir si l'Iran venait à se doter de la bombe atomique (Olmert, 2006c).

À l'instar de Netanyahu, la déclaration controversée d'Ahmadinejad revient dans chacun des discours d'Olmert (voir Olmert, 2006a ; 2006f ; 2007 c ; 2008e ;

2008h) tout comme le négationnisme patent des dirigeants iraniens (voir Olmert, 2006 c ; 2007a ; 2008a). Au demeurant, il inscrit également la problématique du nucléaire iranien dans celle, plus large, du terrorisme : « *Iran's fingerprints are evident in almost every terrorist organization across the Middle East* » (Olmert, 2008g, voir aussi 2006a ; 2008j ; 2009 a). Autrement dit, l'imaginaire sécuritaire est bien présent dans les discours d'Olmert, mais il l'est avec une intensité incomparable avec ceux de Netanyahu.

En effet, dès son arrivée au pouvoir en 2009, Netanyahu donna une nouvelle dimension à la rivalité avec l'Iran. Si Olmert se gardait d'entrer dans le jeu des provocations iraniennes, Netanyahu, quant à lui, y répondit de manière très émotionnelle, en puisant abondamment dans l'imaginaire sécuritaire israélien. À ce titre, la comparaison du rapport à l'Holocauste dans les discours d'Olmert et Netanyahu est édifiante. Alors que Olmert y fait référence pour critiquer le négationnisme des dirigeants iraniens, Netanyahu y recourt plus largement pour faire une analogie osée entre l'Allemagne nazie et l'Iran ou encore, Auschwitz et les sites d'enrichissement d'uranium. Au demeurant, il ressort de ceci un point de divergence majeur avec son prédécesseur : Olmert ne s'est jamais adonné à une rhétorique aussi culpabilisatrice et émotionnelle dans les discours que nous avons pu analyser. Somme toute, Netanyahu a une vision que l'on pourrait qualifier de messianique ; Olmert était plus pragmatique.

4.4.2. *Des particularités propres à chaque auditoire ?*

Les parties précédentes sont parsemées de références aux particularités propres à chacun des auditoires. Indéniablement, l'acteur sécurisant — en l'occurrence Netanyahu — s'adapte et privilégie un vocable capable de rendre compte des affects de chacun des auditoires visés. Ainsi — bien qu'elle parte d'une base commune — la

composition de ses appels à la sécuritisation diffère selon qu'il parle devant la Knesset, l'Assemblée générale de l'ONU ou l'AIPAC.

D'ailleurs, le lieu d'énonciation en dit long sur les auditoires que Netanyahu cherche à atteindre. S'il met en exergue la menace iranienne à des occasions bien particulières, c'est, avant tout, parce qu'elles lui permettent de toucher un public spécifique. Par exemple, si la France dispose d'une des diasporas juives les plus importantes dans le monde, Netanyahu n'a jamais accordé la même importance au CRIF qu'à l'AIPAC. Il ne s'est jamais non plus adressé au Parlement européen comme il a pu le faire devant le Congrès. En définitive, il appert que Netanyahu cherche à convaincre, en priorité, les gens de sa majorité et de sa coalition gouvernementale sur la scène politique israélienne et la classe politique américaine à travers ses réseaux d'influence que sont l'AIPAC, le CUFJ et plus généralement, la frange républicaine néoconservatrice.

La primauté accordée à ces auditoires réside dans leur influence respective dans la mise en œuvre des politiques à l'encontre de l'Iran. En ce sens, Netanyahu n'a besoin du support que de sa base électorale et des membres de sa coalition gouvernementale ainsi que de l'administration américaine à travers le lobby pro-israélien puissant aux États-Unis. Le processus de sécuritisation dépend largement des contextes sociopolitiques propres à ces auditoires.

Concernant la scène politique israélienne, nous ne pouvons que constater le basculement inexorable vers la droite de l'échiquier politique avec une légitimité accrue de la composante religieuse. Enderlin (2013) a décrit l'influence grandissante du messianisme juif et de la droite nationaliste dans l'orientation politique de l'État d'Israël concernant le traitement du conflit israélo-palestinien. Les mêmes forces orientent la perception et les solutions promulguées pour répondre à la question

iranienne. Il suffit d'étudier la composition des coalitions sous les trois gouvernements Netanyahu analysés (2009-2013 ; 2013-2015 ; 2015-...) pour constater la place prépondérante des partis nationaliste, religieux et/ou d'extrême droite. Ainsi le Likud de Netanyahu s'est accommodé durant ces 7 années de partis politiques tels qu'Israel Beytenou (ultranationaliste), le Foyer juif (sionisme religieux), le Judaïsme unifié de la Torah (ultra-orthodoxe) et le Shass (ultra-orthodoxe séfarade). Ces partis se rejoignent avec le Likud sur la priorité donnée à la défense et à la préservation de l'État d'Israël. Ils sont les représentants des citoyens israéliens ayant voté pour eux et partagent la même ligne dure pour répondre à toutes les menaces qui pourraient nuire à Israël. Ce faisant, lorsque Netanyahu adopte une attitude belliqueuse, elle trouve largement écho au sein de cet auditoire qui privilégie la manière forte au dialogue. La couleur politique israélienne actuelle est un vecteur déterminant dans l'attitude de Netanyahu envers l'Iran. Il est nettement plus simple pour lui d'obtenir un soutien en adoptant une attitude de « faucon » plutôt qu'en favorisant le dialogue et le compromis.

Le lobby pro-israélien aux États-Unis est l'autre auditoire crucial pour Netanyahu en raison de son influence sur la conduite de la politique étrangère américaine au Moyen-Orient. Il convient de saluer le travail salutaire de Mearsheimer et Walt (2007) sur la définition de ce lobby. Il se scinde en plusieurs groupes : une partie de la diaspora juive américaine dominée par l'AIPAC ; les chrétiens sionistes avec en tête de file les membres du CUFI ; et les néoconservateurs. Netanyahu s'adresse à ces trois franges du lobby pro-israélien lorsqu'il invoque la nécessité de répondre fermement à l'Iran. Du reste, bien qu'une majorité des juifs américains défendent le droit à exister d'Israël, ils sont peu à se sentir représentés par des organisations comme l'AIPAC.

4.4.3. *De la gradualité de la sécuritisation*

L'étude de la sécuritisation de la menace nucléaire iranienne par Netanyahu revêt un intérêt particulier. Si elle semble représenter un cas d'école de la théorie de la sécuritisation de prime abord, le fond en offre une lecture plus intéressante encore. En d'autres termes, Netanyahu décrit bien expressément une menace existentielle (voir Netanyahu, 2011i ; 2012b ; 2012f ; 2013f ; 2014d ; 2015 a) contre laquelle il est impératif d'agir avec force et fermeté (Netanyahu, 2009e ; 2010g ; 2011i ; 2012i ; 2013c). En revanche, la durée et l'intensité variable de la perception de cette menace en font un cas unique.

Nous évoquons les travaux de Abrahamsen (2005), MacDonald (2008) et Vuori (2010) dans notre chapitre sur le cadre théorique. Ils sont essentiels pour comprendre notre étude de cas. Les premiers signes de sécuritisation du nucléaire iranien remontent au début des années 1990. Dès lors, la perception de cette menace par les dirigeants israéliens a évolué jusqu'à atteindre son « climax » durant l'année 2012 (Lupovici, 2014b). Indéniablement, c'est durant celle-ci que les discours les plus pugnaces ont été prononcés par Netanyahu. Pour preuve, devant l'Assemblée générale de l'ONU, Netanyahu se réfère 59 fois à l'Iran qui occupe, à cet égard, l'intégralité du discours, dans lequel il développe l'urgence d'agir.

En outre, l'élection de Rohani en 2013 et le début des négociations du PAC changent la donne. Il n'est plus tant question de bombarder les sites iraniens que d'empêcher la signature de l'accord entre les P5+1 et l'Iran. À cet égard, le discours prononcé devant le Congrès américain en 2015 est le paroxysme de cette nouvelle étape de la sécuritisation de l'Iran, Netanyahu y fait référence 61 fois.

Suite à la mise en œuvre de l'accord, les discours de Netanyahu ont moins insisté sur l'urgence d'agir contre l'Iran, sans, pour autant, que cela ait entraîné un processus de désécuritisation. En définitive, l'analogie avec l'horloge de l'apocalypse proposée par Vuori (2010) offre la meilleure image de l'évolution de l'intensité de la sécuritisation de la menace nucléaire iranienne par Netanyahu. Si elle semble moins impérieuse actuellement qu'elle n'a pu l'être par le passé, rien n'indique que la crise est résolue.

Par ailleurs, les travaux de Palluault (2011) décrivent la sécuritisation de l'École de Copenhague — c'est-à-dire à partir du moment de l'énonciation — comme la partie émergée de l'iceberg. En d'autres termes, elle est l'accomplissement d'un processus dont le déclenchement s'apparente davantage à une sécuritisation institutionnelle où l'adhésion de l'auditoire n'est plus requise, dans la mesure où les discussions se déroulent en huis clos. À ce titre, les discours de Netanyahu exigeant que des lignes rouges soient tracées et militant pour une solution militaire succèdent à de nombreuses actions clandestines allant des assassinats ciblés de scientifiques iraniens au déploiement du virus Stuxnet (voir Landau, 2011).

CONCLUSION

À travers ce mémoire, nous avons proposé une interprétation alternative de la perspective israélienne à l'égard du projet nucléaire iranien. Tandis que la majorité des études sur le sujet privilégie une approche stratégique de la question à l'aide des théories dites traditionnelles, nous avons mis l'accent sur la place de l'imaginaire sécuritaire dans la (re)construction de cette menace durant les derniers mandats de Netanyahu.

À cet égard, ce mémoire fut l'occasion de mettre en œuvre une analyse constructiviste critique prenant essence dans le cadre théorique de la sécuritisation de l'École de Copenhague augmentée des critiques que des chercheurs, tels que Balzacq, ont pu émettre et du concept, fondamental dans notre mémoire, d'imaginaire sécuritaire de Weldes. Initialement, la sécuritisation décrit le processus à travers lequel un acteur sécurisant construit un problème comme une menace existentielle contre laquelle il faut entreprendre des mesures urgentes et extraordinaires. Balzacq, lui reprochant une vision trop liée à la linguistique, a proposé un angle sociologique de la sécuritisation, de manière à ce qu'elle rende compte du caractère intersubjectif de la construction de la menace à travers la mise en avant du rôle de l'auditoire et du contexte socioculturel dans lequel elle s'inscrit. Si l'École de Copenhague décrit la forme de la mise à l'agenda sécuritaire, le concept d'imaginaire sécuritaire de Weldes permet d'en appréhender le fond. Elle expose - à l'aide d'un double processus d'articulation et d'interpellation - les ressorts de la représentation de la menace. En d'autres termes, celle-ci passe par l'articulation de matériaux linguistiques et culturels qui font sens au sein d'un auditoire donné et créent un lien entre ces éléments et la menace représentée

comme telle. L'auditoire visé se retrouve interpellé par cette représentation qui exprime une forme de réalité où le « nous » est menacé par une altérité dangereuse.

En opérationnalisant ce cadre théorique, nous avons mis l'accent sur la nature intersubjective de la construction de la menace. Dans un premier temps, nous avons brossé le portrait de l'imaginaire sécuritaire israélien puis, dans un second temps, nous avons mis en exergue son articulation dans la représentation de la menace iranienne.

Au gré de nos lectures, nous avons scindé l'imaginaire sécuritaire israélien en trois composantes fondamentales. En premier lieu, il s'inscrit dans l'histoire du peuple juif et du judaïsme faite de persécutions, d'exodes et de pogroms. En second lieu, il y a l'histoire récente de génocide à l'encontre des juifs avec l'Holocauste servant de preuve ultime de l'acharnement des autres peuples dans leur volonté d'anéantir le peuple juif. Enfin, il y a les menaces actuelles qui pèsent sur la vie quotidienne des juifs et de l'État d'Israël avec la lutte armée contre les mouvements palestiniens et libanais qualifiés de terroristes. Ces trois parties servent de prisme pour appréhender les menaces qui pèsent sur l'État hébreu. Elles sont articulées dans la perception et la définition de la menace, à plus ou moins grande échelle selon l'énonciateur. Somme toute, elles constituent un réservoir de souvenirs et d'expériences partagées dans lequel un acteur sécuritisant peut puiser afin que la représentation de la menace fasse sens auprès d'un auditoire israélien ou défenseur de la cause israélienne.

L'étude de 103 déclarations de deux Premiers ministres israéliens, Ehud Olmert et, surtout, Benyamin Netanyahu - ayant pour thème la sécuritisation du projet nucléaire iranien sur une période s'étendant de 2006 à 2016 - a permis de mettre en évidence l'articulation de l'imaginaire sécuritaire israélien dans la représentation de cette menace. De cela, plusieurs constats et implications sont à mettre avant.

En premier lieu, force est de constater qu'il existe un véritable bouleversement dans le recours à cet imaginaire sécuritaire entre Olmert et Netanyahu. Le premier ayant plutôt eu une perspective pragmatique sur la question. Ce faisant, bien qu'il ait fait preuve de la même défiance à l'égard du projet nucléaire, les déclarations restèrent contenues au risque que cela représente pour la région et le monde sans qu'Olmert ne se risque véritablement à rentrer dans l'engrenage des diatribes d'Ahmadinejad et ne place cette thématique au centre de l'agenda sécuritaire israélien. À contrario, Netanyahu fait rapidement de l'Iran une des priorités sécuritaires d'Israël. À cet égard, il puise abondamment dans l'imaginaire sécuritaire israélien pour offrir une vision apocalyptique de la menace représentée par l'Iran dont le seul but serait d'anéantir l'État hébreu. Dans cette optique, il est allé sur toutes les estrades possibles pour appeler à la sécuritisation de l'Iran.

En second lieu, il appert de cette analyse - comme le laissait penser notre chapitre III - l'omniprésence du souvenir de l'Holocauste. Celui-ci occupe une place prépondérante dans la perception des menaces à la sécurité d'Israël. Ainsi, Netanyahu n'hésite pas à représenter l'Iran comme la résurgence de l'Allemagne nazie dont l'unique dessein serait un Holocauste nucléaire. Le thème de la Shoah permet également à Netanyahu de mettre en avant deux points : les nombreux avertissements ignorés tant par la communauté internationale que par les juifs eux-mêmes quand il était encore temps ; la nécessité d'un État juif fort et indépendant.

En outre, l'Iran est systématiquement présenté comme l'une des causes principales du terrorisme. Tantôt pour ses liens avec les mouvements palestiniens et libanais qualifiés de terroristes – et dont le soutien de l'Iran est vital - tantôt pour sa qualité d'Al-Qaeda ou d'État islamique qui aurait réussi à s'étatiser. Netanyahu dresse des analogies de la même manière que quand il fait appel au souvenir de l'Holocauste de manière à ce que la menace iranienne résonne avec davantage de force.

Enfin, du point de vue de la théorie de la sécuritisation, notre étude de cas porte sur une problématique qui a été maintes fois (re)sécuritisée depuis le début des 1990. Et avec brio, si nous en jugeons par les moyens mis en œuvre, les opérations clandestines (Stuxnet, assassinats ciblés) et le soutien par une majorité d'Israéliens. À ce titre, l'utilisation de l'image de l'horloge de l'Apocalypse proposée par Vuori fournit une analogie révélatrice de l'évolution de l'intensité de cette menace. Les discours de Netanyahu n'étant que la partie émergée de cette dynamique.

Au demeurant, cela constitue une des limites de notre mémoire. Notre analyse ne se basant que sur les discours auxquels nous avons accès, elle est circonscrite aux déclarations publiques de Netanyahu. Un accès à la pensée privée de Netanyahu aurait pu apporter davantage de nuances sur la perception qu'il se fait de cette menace. Aussi, nous avons fait le choix de nous limiter aux déclarations du Premier ministre israélien en raison de son rôle prépondérant pour définir la politique étrangère de l'État hébreu et de la singularité de l'approche de Netanyahu. Pour autant, élargir notre étude à d'autres membres influents du gouvernement voire à la société civile israélienne aurait pu rendre compte de la multiplicité des perceptions quant au projet nucléaire iranien.

Finalement, de quoi cette agitation des peurs est-elle le nom ? Israël semble obnubilé par les menaces venues de l'extérieur au point d'en oublier l'essentiel. Ce climat anxieux perpétué et encouragé par Netanyahu éclipse d'autres questions cruciales pour l'avenir d'Israël : qu'est-ce que l'État d'Israël ? Comment traiter la question palestinienne ? Ces questions devront être pensées intelligiblement au risque de nuire à la cohésion de l'État israélien dans un futur plus ou moins proche.

ANNEXE A

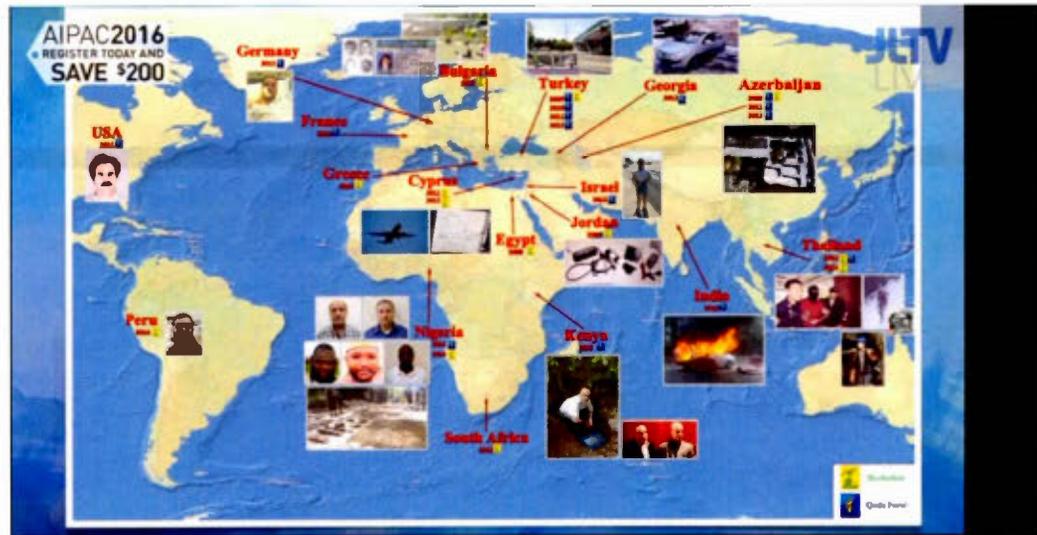
DIAGRAMME D'AVANCEMENT DE LA BOMBE IRANIENNE



Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel addresses the General Assembly. un.org. Repéré à <http://www.un.org/News/dh/photos/large/2012/September/529198-israel.jpg>

ANNEXE B

CARTE MONDIALE DU TERRORISME IRANIEN



Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel addresses AIPAC. Repéré à <http://19453-presscdn.pagely.netdna-cdn.com/wp-content/uploads/2015/03/Irantenaclesofterrorism.jpg>

BIBLIOGRAPHIE

- Abrahamsen, R. (2005). Blair's Africa: the politics of securitization and fear. *Alternatives: Global, Local, Political*, 30(1), 55–80.
- Abulof, U. (2009). « Small Peoples »: The Existential Uncertainty of Ethnonational Communities. *International Studies Quarterly*, 53(1), 227–248.
- Abulof, U. (2014). Deep Securitization and Israel's « Demographic Demon ». *International Political Sociology*, 8(4), 396-415.
- Aradau, C. (2004). Security and the democratic scene: desecuritization and emancipation. *Journal of International Relations and Development*, 7(4), 388-413.
- Aronson, S. (2009). Israel's Security and the Holocaust: Lessons Learned, but Existential Fears Continue. *israel studies*, 14(1), 65–93.
- Atland, K., & Ven Bruusgaard, K. (2009). When Security Speech Acts Misfire: Russia and the Elektron Incident. *Security Dialogue*, 40(3), 333-353.
- Ayoob, M. (2015). The Iranian Nuclear Deal Long-Term Implications for the Middle East. *Insight Turkey*, 17(3), 45-52.
- Azani, E. (2009). *Hezbollah: the story of the party of God: from Revolution to institutionalization*. New York : Palgrave Macmillan.
- Balzacq, T. (2005). The three faces of securitization: Political agency, audience and context. *European journal of international relations*, 11(2), 171–201.
- Balzacq, T. (2011). *Securitization theory : how security problems emerge and dissolve*. New York : Routledge.
- Balzacq, T., Léonard, S., & Ruzicka, J. (2015). « Securitization » revisited: Theory and cases. *International Relations*, 1-38.
- Balzacq, T. (2016). *Théories de la sécurité: Les approches critiques*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Bar'el, Z. (2016). Netanyahu, the Most Dangerous Man in the World. *Haaretz*. Repéré à <http://www.haaretz.com/opinion/.premium-1.758837>
- Barak, O., & Sheffer, G. (2009). *Existential threats and civil-security relations*. Lanham : Lexington Books.
- Bar-Tal, D., Halperin, E., & Magal, T. (2009). The Paradox of Security Views in Israel: A Social-Psychological Explanation. Dans O. Barak & G. Sheffer (Éds), *Existential Threats and Civil-Security Relations* (pp. 219–48). Lexington Books.

- Bauer, J. (2007). Les relations ashkénazes-sépharades : la religion entre démographie et politique. Dans *Identités sépharades et modernité* (pp. 297-310). Québec : Presses Université Laval.
- Bayar, E. (2015). Iran's Motivations For Maintaining Its Nuclear Program. Repéré à <http://www.openaccess.hacettepe.edu.tr:8080/xmlui/handle/11655/2574>
- Behnke, A. (2006). No way out: desecuritization, emancipation and the eternal return of the political — a reply to Aradau. *Journal of International Relations and Development*, 9(1), 62-69.
- Ben-Meir, Y. (2013). The Israeli Public Debate on Preventing a Nuclear Iran. *Strategic Survey for Israel 2012-2013*.
- Ben-Meir, Y., & Bagno-Moldavsky, O. (2013). The voice of the people: Israeli public opinion on national security 2012. *Memorandum*, (126).
- Bigo, D. (2000). When two become one. *International Relations Theory and the Politics of European Integration: Power, Security, and Community*, 41.
- Bigo, D. (2002). Security and immigration: toward a critique of the governmentality of unease. *Alternatives: global, local, political*, 27(1), 63-92.
- Bourbeau, P. (2014). Moving Forward Together: Logics of the Securitisation Process. *Millennium-Journal of International Studies*, 43(1), 187-206.
- Brom, S. (2005). Is the Begin Doctrine Still a Viable Option for Israel? Dans *Getting Ready for Nuclear-Ready Iran* : Strategic Studies Institute.
- Buzan, B. (2007). *People, States & Fear : An Agenda for International Security Studies in the Post-Cold War Era* (2nd éd.). Colchester : ECPR Press.
- Buzan, B., & Waever, O. (2009). Macrosecuritisation and security constellations: reconsidering scale in securitisation theory. *Review of International Studies*, 35(2), 253-276.
- Buzan, B., Waever, O., & de Wilde, J. (1998). *Security : a new framework for analysis*. London : Boulder, Colo. : Lynne Rienner Publishers.
- Ceyhan, A. (1998). Analyser la sécurité: Dillon, Waever, Williams et les autres. *Cultures et conflits*, 39-62.
- Ciută, F. (2009). Security and the problem of context: a hermeneutical critique of securitisation theory. *Review of International Studies*, 35(2), 301-326.
- Cohen, A. (1995). Most favored nation. *Bulletin of the Atomic Scientists*, 51(1), 44-53.
- Cohen, A. (1998). *Israel and the bomb*. New York : Columbia University Press.
- Cohen, A. (2010). *Worst-kept secret: Israel's bargain with the bomb*. New York : Columbia University Press.

- Cohen, A. (2012). Israel's Leadership: Messianic and Then Some. *Haaretz*. Repéré à <http://www.haaretz.com/opinion/israel-s-leadership-messianic-and-then-some-1.428437>
- Cohen, R. (2015). Netanyahu's Iran Thing. *The New York Times*. Repéré à <https://www.nytimes.com/2015/03/07/opinion/roger-cohen-netanyahus-iran-thing.html>
- Cohen, S. (2010). Israël et l'Iran : la bombe ou le bombardement ? *Politique étrangère, Printemps*(1), 111.
- Collective, C. A. S. E. (2006). Critical Approaches to Security in Europe: A Networked Manifesto. *Security Dialogue*, 37(4), 443-487.
- Coskun, B. B. (2007). Hegemonic Securitisations of Terrorism and the Legitimacy of Palestinian Government. *Political Perspectives*, 1(1).
- Coskun, B. B. (2010). History writing and securitization of the other: the construction and reconstruction of Palestinian and Israeli security discourses. *Cambridge Review of International Affairs*, 23(2), 281-298.
- Courmont, B. (2008). Après l'Iran : vers une prolifération nucléaire au Moyen-Orient ? *Revue internationale et stratégique*, 70(2), 119.
- Davis, J. (2006). Abusing the Holocaust Analogy? *Security Studies*, 15(4), 706-712.
- Delpech, T. (2005). L'Iran nucléaire : la course contre la montre. *Politique étrangère, Automne*(3), 575.
- Desch, M. (2006). Response to Davis. *Security Studies*, 15(4), 713-717.
- Desch, M. C. (2006). The Myth of Abandonment: The Use and Abuse of the Holocaust Analogy. *Security Studies*, 15(1), 106-145.
- Drucker, R. (2015). Netanyahu's Long History of Crying « Wolf ». *Haaretz*. Repéré à <http://www.haaretz.com/opinion/.premium-1.645801>
- Edelman, E. S., Krepinevich, A. F., & Montgomery, E. B. (2011). The dangers of a nuclear Iran-the limits of containment. *Foreign Aff.*, 90, 66.
- Eiran, E., & Malin, M. B. (2013). The Sum of all Fears: Israel's Perception of a Nuclear-Armed Iran. *The Washington Quarterly*, 36(3), 77-89.
- Elizur, J. (2001). The fracturing of the Jewish self-image: The end of 'We are one'? *Israel Affairs*, 8(1-2), 14-30.
- Enderlin, C. (2013). *Au nom du Temple : Israël et l'irrésistible ascension du messianisme juif, 1967-2013 : Le Seuil*.
- Esfandiary, D., & Desprésaux, C. (2012). Nucléaire iranien : que sait-on ? *Politique étrangère, Automne*(3), 533.

- Feldman, J. (2008). *Above the death pits, beneath the flag: youth voyages to Poland and the performance of Israeli National identity*. New York : Berghahn Books.
- Feldman, S. (1982). The Bombing of Osiraq-Revisited. *International Security*, 7(2), 114-142.
- Floyd, R. (2007). Towards a consequentialist evaluation of security: bringing together the Copenhagen and the Welsh Schools of security studies. *Review of International Studies*, 33(2), 327-350.
- Floyd, R. (2011). Can securitization theory be used in normative analysis? Towards a just securitization theory. *Security Dialogue*, 42(4-5), 427-439.
- Freilich, C. D. (2012). Striking Iran: The Debate in Israel. *Survival*, 54(6), 93-106.
- Fröhlich, C. J. (2012). Security and discourse: the Israeli-Palestinian water conflict. *Conflict, Security & Development*, 12(2), 123-148.
- Gerlini, M. (2010). Waiting for Dimona : The United States and Israel's development of nuclear capability. *Cold War History*, 10(2), 143-161.
- Golov, A., & Alterman, O. (Éds). (2015). *The Nuclear Agreement with Iran - Reflections and Forecasts*. INSS.
- Gorenberg, G. (2015). No, Netanyahu Wasn't the First to Notice the Geiger Counter Clicking in Iran. *Haaretz*. Repéré à <http://www.haaretz.com/opinion/premium-1.673051>
- Grayson, K. (2003). Securitization and the boomerang debate: A rejoinder to Liotta and Smith-Windsor. *Security Dialogue*, 34(3), 337-343.
- Gresh, A., & Vidal, D. (2015). Le scandale de l'Irangate. *Le Monde diplomatique*. Repéré à <http://www.monde-diplomatique.fr/2015/03/GRESH/52710>
- Gutwein, D. (2009). The privatization of the holocaust: Memory, historiography, and politics. *Israel Studies*, 14(1), 36-64.
- Guzzini, S. (2011). Securitization as a causal mechanism. *Security Dialogue*, 42(4-5), 329-341.
- Hamel, T. (2007). Le programme nucléaire iranien, une équation aux multiples inconnues. *Défense nationale et sécurité collective*, 63(7), 49-58.
- Hansen, L. (2006). *Security as practice: discourse analysis and the Bosnian war*. London; New York : Routledge.
- Hansen, L. (2011). Theorizing the image for Security Studies: Visual securitization and the Muhammad Cartoon Crisis. *European Journal of International Relations*, 17(1), 51-74.
- Hansen, L. (2012). Reconstructing desecuritisation: the normative-political in the Copenhagen School and directions for how to apply it. *Review of International Studies*, 38(3), 525-546.

- Hayes, J. (2009). Identity and securitization in the democratic peace: The United States and the divergence of response to India and Iran's nuclear programs. *International Studies Quarterly*, 53(4), 977–999.
- Hendel, Y. (2012). Iran's Nukes and Israel's Dilemma. *Middle East Quarterly*.
- Hersh, S. M. (2006). The Iran Plans. *The New Yorker*. Repéré à <http://www.newyorker.com/magazine/2006/04/17/the-iran-plans>
- Hoffman, D. (1993). Israel Seeking To Convince U.S. That West Is Threatened By Iran. *The Washington Post*. Repéré à <https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1993/03/13/israel-seeking-to-convince-us-that-west-is-threatened-by-iran/8829caa4-fbce-4233-9861-5d3d0090ceab/>
- Holbraad, M., & Pedersen, M. A. (2012). Revolutionary securitization: an anthropological extension of securitization theory. *International Theory*, 4(2), 165-197.
- Hussain, M. (2015). Benjamin Netanyahu's Long History of Crying Wolf About Iran's Nuclear Weapons. *The Intercept*. Repéré à <https://theintercept.com/2015/03/02/brief-history-netanyahu-crying-wolf-iranian-nuclear-bomb/>
- Huysmans, J. (1998a). Dire et écrire la sécurité : le dilemme normatif des études de sécurité. *Cultures et conflits*, 177–202.
- Huysmans, J. (1998b). Revisiting Copenhagen : Or, On The Creative Development of a Security Studies Agenda in Europe. *European Journal of International Relations*, 4(4), 479-505.
- Huysmans, J. (2011). What's in an act? On security speech acts and little security nothings. *Security Dialogue*, 42(4-5), 371–383.
- Israeli, O. (2015). Israel's nuclear amimut'' policy and its consequences. *Israel Affairs*, 21(4), 541-558.
- Jackson, N. J. (2006). International Organizations, Security Dichotomies and the Trafficking of Persons and Narcotics in Post-Soviet Central Asia: A Critique of the Securitization Framework. *Security Dialogue*, 37(3), 299-317.
- Jaspal, R. (2013). Israel in the Iranian Media: Demonizing the « Zionist Regime ». *Israel Journal of Foreign Affairs*, 7(1), 77-86.
- Kahl, C. H., & Waltz, K. N. (2012). Iran and the Bomb Would a Nuclear Iran Make the Middle East More Secure? *Foreign Aff.*, pp. 157-162.
- Kam, E. (2007). *A nuclear Iran: what does it mean and what can be done*. Tel Aviv : Institute for National Security Studies.
- Kaye, D. D., Nader, A., & Roshan, P. (2011). *Israel and Iran: a dangerous rivalry*. Santa Monica, CA : RAND National Defense Research Institute.

- Kessler, G. (2011). Did Ahmadinejad really say Israel should be 'wiped off the map'? - The Washington Post. Repéré à https://www.washingtonpost.com/blogs/fact-checker/post/did-ahmadinejad-really-say-israel-should-be-wiped-off-the-map/2011/10/04/gIQABJKML_blog.html?utm_term=.ede605e11cbc
- Kidron, C. A. (2010). Embracing the lived memory of genocide: Holocaust survivor and descendant renegade memory work at the House of Being: Embracing the lived memory of genocide. *American Ethnologist*, 37(3), 429-451.
- Klar, Y., Schori-Eyal, N., & Klar, Y. (2013). The « Never Again » state of Israel: The emergence of the Holocaust as a core feature of Israeli identity and its four incongruent voices. *Journal of Social Issues*, 69(1), 125-143.
- Klein, A. (2009). Characterizing « the Enemy »: Zionism and Islamism in the Iranian and Israeli Press. *Communication, Culture & Critique*, 2(3), 387-406.
- Knudsen, O. F. (2001). Post-Copenhagen Security Studies: Desecuritizing Securitization. *Security Dialogue*, 32(3), 355-368.
- Kroenig, M. (2012). Time to attack Iran: Why a strike is the least bad option. *Foreign Affairs*, 76-86.
- Landau, B. E. (2011). The International Community vs. Iran: Pressure, Delays, No Decisive Results. *Strategic Survey for Israel*.
- Landau, E. B., & Stein, S. (2012). Iran and the International Community, 2012: New Nuclear Game or More of the Same? *Strategic Survey for Israel*.
- Lazar, A., Litvak-Hirsch, T., & Chaitin, J. (2008). Between culture and family: Jewish-Israeli young adults' relation to the Holocaust as a cultural trauma. *Traumatology*, 14(4), 93-102.
- Liebman, C. S., & Don-Yihya, Eli'ezer. (1983). *Civil Religion in Israel: Traditional Judaism and Political Culture in the Jewish State*. (S.I.) : University of California Press.
- Lindsay, J. M., & Takeyh, R. (2010). After Iran gets the bomb: Containment and its complications. *Foreign Affairs*, 33-49.
- Lupovici, A. (2014a). Securitization Climax: Putting the Iranian Nuclear Project at the Top of the Israeli Public Agenda (2009-2012). *Foreign Policy Analysis*, 1-20.
- Lupovici, A. (2014b). The Limits of Securitization Theory: Observational Criticism and the Curious Absence of Israel. *International Studies Review*, 16(3), 390-410.
- Macleod, A. (2004). Les études de sécurité: du constructivisme dominant au constructivisme critique. *Cultures et conflits*, 13-51.
- Maoz, Z. (2005). Defending the Holy Land? A Critical Assessment of Israel's National Security and Foreign Policy, 1949-2004. *Ann Arbor, MI: University of Michigan Press*.

- Mason, M. (2013). Climate change, securitisation and the Israeli-Palestinian conflict: Climate change, securitisation and the Israeli-Palestinian conflict. *The Geographical Journal*, 179(4), 298-308.
- McDonald, M. (2008). Securitization and the Construction of Security. *European journal of international relations*, 14(4), 563–587.
- McDonald, M. (2011). Deliberation and Resecuritization: Australia, Asylum-Seekers and the Normative Limits of the Copenhagen School. *Australian Journal of Political Science*, 46(2), 281-295.
- McLaughlin, E. C. (2015). Iran's Khamenei: Israel won't exist in 25 years. *CNN*. Repéré à <http://www.cnn.com/2015/09/10/middleeast/iran-khamenei-israel-will-not-exist-25-years/index.html>
- McSweeney, B. (1996). Identity and security: Buzan and the Copenhagen school. *Review of international studies*, 22(1), 81–93.
- Mearsheimer, J., & Walt, S. (2007). *The Israel Lobby and U.S. Foreign Policy*. (S.l.) : Macmillan.
- Menashri, D. (2008). Les programmes nucléaires iranien et israélien : obsession sans grand intérêt ou véritable préoccupation ? *Revue internationale et stratégique*, 70(2), 187.
- Michael, B. (2015). Poor Netanyahu, the World Has Taken Away His Most Beloved Toy the Iranian Bomb. *Haaretz*. Repéré à <http://www.haaretz.com/opinion/.premium-1.665856>
- Michael, K. (2009). Who Really Dictates What an Existential Threat Is? The Israeli Experience. *Journal of Strategic Studies*, 32(5), 687-713.
- Mohseni, P. (2015). Iran and the Arab World after the Nuclear Deal. *Belfer Center for Science and International Affairs*.
- Nader, A. (2013). *Iran After the Bomb - How Would a Nuclear-Armed Tehran Behave?* RAND Corporation.
- Naqdimon, S. (1987). *First strike: the exclusive story of how Israel foiled Iraq's attempt to get the bomb*. New York : Summit Books.
- Netanyahu, B. (1993). Netanyahu in 1993: Iran will have bomb by 1999. *Ynetnews*. Repéré à <http://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-4633272,00.html>
- Netanyahu, B. (1996). Address by Prime Minister Netanyahu to a joint session of the US Congress- 10 July 1996.
- Netanyahu, B. (1997). *Fighting Terrorism: How Democracies Can Defeat Domestic and International Terrorists*. (S.l.) : Farrar, Straus and Giroux.
- Netanyahu, B. (2006). It's 1938 and Iran is Germany. Repéré à <https://www.youtube.com/watch?v=WZUANDcDm3Y>

- Netanyahu, B. (2009a). Address by PM Benjamin Netanyahu on Holocaust Martyrs' and Heroes' Remembrance Day.
- Netanyahu, B. (2009b). Joint Press Conference of PM Netanyahu and Chancellor of Germany, Angela Merkel in Berlin.
- Netanyahu, B. (2009c). PM Netanyahu's Conference Call with the Conference of Presidents of Major American Jewish Organizations.
- Netanyahu, B. (2009d). PM Netanyahu's Speech at the Eilat Journalism Conference.
- Netanyahu, B. (2009e). PM Netanyahu's Speech at the Jewish Federations of North America General Assembly.
- Netanyahu, B. (2009f). PM Netanyahu's Speech at the Knesset Special Session.
- Netanyahu, B. (2009g). PM Netanyahu's Speech at the Knesset Special Session.
- Netanyahu, B. (2009h). PM Netanyahu's Speech at the Knesset Special Session.
- Netanyahu, B. (2009i). PM Netanyahu's Speech at the Saban Forum.
- Netanyahu, B. (2009j). PM Netanyahu's Speech at the UN General Assembly.
- Netanyahu, B. (2009k). PM Netanyahu's Speech to the Opening Session of the Knesset, Winter 2009.
- Netanyahu, B. (2009l). PM's Speech at the Begin-Sadat Center at Bar-Ilan University.
- Netanyahu, B. (2009m). Prime Minister Benjamin Netanyahu's Speech at AIPAC.
- Netanyahu, B. (2009n). Transcript of Press Conference Given by PM Benjamin Netanyahu and the PM of the United Kingdom Gordon Brown.
- Netanyahu, B. (2009o). Video Greeting by Prime Minister Benjamin Netanyahu to Christians United for Israel.
- Netanyahu, B. (2010a). Address by PM Netanyahu at the AIPAC Policy Conference.
- Netanyahu, B. (2010b). Address by PM Netanyahu to the Conference of Presidents of Major American Jewish Organizations, New York.
- Netanyahu, B. (2010c). Address by PM Netanyahu to the Toronto Jewish Community at the Annual Walk for Israel.
- Netanyahu, B. (2010d). Greetings by PM Netanyahu Fourth of July Reception.
- Netanyahu, B. (2010e). PM Netanyahu's Address in honor of Brazilian President Lula da Silva.
- Netanyahu, B. (2010f). PM Netanyahu's Address to the Christians United For Israel Jerusalem Summit.
- Netanyahu, B. (2010g). PM Netanyahu's Address to the Council on Foreign Relations.

- Netanyahu, B. (2010h). PM Netanyahu's Address to the Jewish Agency Board of Governors.
- Netanyahu, B. (2010i). PM Netanyahu's Remarks at the Conference on the Future of the Jewish People at the Israel Museum.
- Netanyahu, B. (2010j). PM Netanyahu's Speech at the 40 Signatures Knesset Discussion.
- Netanyahu, B. (2010k). PM Netanyahu's Speech at the Conference of Presidents of Major American Jewish Organizations.
- Netanyahu, B. (2010l). PM Netanyahu's Speech at the General Assembly of the Jewish Federations of North America in New Orleans.
- Netanyahu, B. (2010m). PM Netanyahu's Speech at the Holocaust Martyrs' and Heroes' Remembrance Day Ceremony.
- Netanyahu, B. (2010n). PM Netanyahu's Speech at the Jerusalem Conference.
- Netanyahu, B. (2010o). PM Netanyahu's Speech at the Jewish Agency.
- Netanyahu, B. (2010p). PM Netanyahu's Speech at the Knesset Special Session.
- Netanyahu, B. (2010q). PM Netanyahu's Speech at the Memorial Ceremony for Victims of Terror.
- Netanyahu, B. (2010r). PM Netanyahu's Speech at the National Security College Commencement Ceremony at Mount Scopus.
- Netanyahu, B. (2011a). Address by PM Netanyahu at the AIPAC Policy Conference 2011.
- Netanyahu, B. (2011b). Address by PM Netanyahu at the JNF Conference.
- Netanyahu, B. (2011c). Address by PM Netanyahu to the European Friends of Israel Conference.
- Netanyahu, B. (2011d). Excerpt of PM Netanyahu's Speech in Knesset.
- Netanyahu, B. (2011e). Netanyahu Speech at UN General Assembly.
- Netanyahu, B. (2011f). PM Netanyahu's Speech at the Conference of Presidents of Major North American Jewish Organizations.
- Netanyahu, B. (2011g). PM Netanyahu's 40 Signature Speech.
- Netanyahu, B. (2011h). PM Netanyahu's Address at the Knesset Herzl Day.
- Netanyahu, B. (2011i). PM Netanyahu's Address at the National Ceremony Opening the Holocaust and Heroism Remembrance Day at Yad Vashem.
- Netanyahu, B. (2011j). PM Netanyahu's Speech at the Conference of Presidents of Major North American Jewish Organizations.
- Netanyahu, B. (2011k). PM Netanyahu's Speech at The Marker Conference.

- Netanyahu, B. (2011l). PM's Address to the Knesset Marking the International Holocaust Remembrance Day.
- Netanyahu, B. (2011m). Transcript of Prime Minister Netanyahu's address to U.S. Congress
- Netanyahu, B. (2012a). PM Netanyahu addresses UN General Assembly.
- Netanyahu, B. (2012b). PM Netanyahu's Remarks at the Knesset in Honor of the Visit by the President of Croatia.
- Netanyahu, B. (2012c). PM Netanyahu's Speech at AIPAC Policy Conference 2012.
- Netanyahu, B. (2012d). PM Netanyahu's Speech at Holocaust Remembrance Day.
- Netanyahu, B. (2012e). PM Netanyahu's Speech at the Institute for the National Security Studies' Conference on Security Challenges.
- Netanyahu, B. (2012f). PM Netanyahu's Speech at the Knesset 40 Signatures Special Session.
- Netanyahu, B. (2012g). PM Netanyahu's Speech at the Portuguese Synagogue in Amsterdam.
- Netanyahu, B. (2012h). PM Netanyahu's Speech at the Special Knesset Session Marking International Holocaust Remembrance Day.
- Netanyahu, B. (2012i). PM Netanyahu's Speech Marking the Death of Former Czech President Václav Havel.
- Netanyahu, B. (2013a). Address by PM Netanyahu at the Holocaust Remembrance Day Ceremony.
- Netanyahu, B. (2013b). Address by PM Netanyahu to the Jewish Agency Board of Governors.
- Netanyahu, B. (2013c). PM Netanyahu's Address before AIPAC 2013.
- Netanyahu, B. (2013d). PM Netanyahu's Remarks at the 40 Signatures Knesset Session.
- Netanyahu, B. (2013e). PM Netanyahu's Remarks at the Conference on Joint Strategic Dialogue between the Government of Israel and World Jewish Communities.
- Netanyahu, B. (2013f). PM Netanyahu's Remarks at the Israeli Presidential Conference.
- Netanyahu, B. (2013g). PM Netanyahu's Speech at Conference of Presidents.
- Netanyahu, B. (2013h). PM Netanyahu's Speech at the United Nations General Assembly.
- Netanyahu, B. (2013i). PM Netanyahu's Statement at the Opening of the Winter Knesset Session.
- Netanyahu, B. (2013j). Remarks by Prime Minister Netanyahu at the Inter-Governmental Consultations in Poland.

- Netanyahu, B. (2014a). Address by PM Netanyahu at the Institute for National Security Studies.
- Netanyahu, B. (2014b). Address by PM Netanyahu at Yad Vashem.
- Netanyahu, B. (2014c). PM Netanyahu addresses AIPAC Policy Conference
- Netanyahu, B. (2014d). PM Netanyahu's Remarks at the INSS Annual Conference.
- Netanyahu, B. (2014e). PM Netanyahu's Remarks at the Knesset Marking the Visit of PM of Canada, Stephen Harper, in Israel.
- Netanyahu, B. (2014f). Prime Minister Benjamin Netanyahu's Speech to the Jewish Agency Board of Governors.
- Netanyahu, B. (2015a). Excerpt from PM Netanyahu's Remarks at the Knesset.
- Netanyahu, B. (2015b). Holocaust Remembrance Day Address by PM Netanyahu at Yad Vashem.
- Netanyahu, B. (2015c). Netanyahu's address to Congress
- Netanyahu, B. (2015d). PM Netanyahu's speech at the AIPAC Policy Conference .
- Netanyahu, B. (2015e). PM Netanyahu's Speech at the United Nations General Assembly.
- Netanyahu, B. (2015f). Statement by PM Netanyahu at his Meeting with the PM of Italy, Matteo Renzi.
- Netanyahu, B. (2016a). PM Netanyahu's Speech at the AIPAC Policy Conference 2016.
- Netanyahu, B. (2016b). PM Netanyahu's Speech at the United Nations General Assembly.
- Netanyahu, B. (2016c). Prime Minister Netanyahu's Remarks at the Knesset.
- Netanyahu, B. (2017). PM Netanyahu's Speech at the AIPAC Policy Conference 2017.
- Nili, S. (2011). The Nuclear (and the) Holocaust: Israel, Iran, and the Shadows of Auschwitz. *Journal of Strategic Security*, 4(1), 37-56.
- Ofer, D. (2009). The past that does not pass: Israelis and Holocaust memory. *israel studies*, 14(1), 1-35.
- Olesker, R. (2014). Law-making and the Securitization of the Jewish Identity in Israel. *Ethnopolitics*, 13(2), 105-121.
- Olmert, E. (2006a). Address by Interim PM On Presenting the New Government to the Knesset.
- Olmert, E. (2006a). Address by PM Olmert to Joint meeting of US Congress.
- Olmert, E. (2006). Address by PM Olmert to Joint meeting of US Congress.
- Olmert, E. (2006c). Press Conference of Prime Minister Ehud Olmert and Prime Minister Tony Blair.

- Olmert, E. (2006d). Prime Minister Ehud Olmert's Speech at the 35th Zionist Congress.
- Olmert, E. (2006e). Statement by PM Ehud Olmert Following Meeting with President Bush.
- Olmert, E. (2007a). Address by PM to the Conference of Presidents of Major American Jewish Organizations.
- Olmert, E. (2007b). AIPAC Video Message By Prime Minister Ehud Olmert.
- Olmert, E. (2007c). Prime Minister Ehud Olmert's Speech at the Conference of the Institute for National Security Studies on « The Nature of War in the Future and Intelligence Challenges ».
- Olmert, E. (2008a). Address by PM Olmert Opening of the Knesset Winter Session.
- Olmert, E. (2008b). Address by PM Olmert to the Foreign Press Corps in Israel.
- Olmert, E. (2008c). Address by Prime Minister Ehud Olmert at the Knesset Session in Honor of President of France, Nicolas Sarkozy.
- Olmert, E. (2008d). Address by Prime Minister Ehud Olmert Knesset Session in Honor of the President of the United States, Mr. George W. Bush.
- Olmert, E. (2008e). Address by Prime Minister Ehud Olmert to the AIPAC Policy Conference.
- Olmert, E. (2008f). Joint Statements by PM Ehud Olmert and President of the United States George W. Bush.
- Olmert, E. (2008g). PM Ehud Olmert's address to the General Assembly, Jerusalem, Israel.
- Olmert, E. (2008h). PM Olmert's Speech at the Institute for National Security Studies Annual Conference.
- Olmert, E. (2008i). PM Olmert's Speech at the Special Knesset Session in Honor of the Chancellor of Germany.
- Olmert, E. (2008j). PM Olmert's Statement at the Closing of the Knesset's Winter Session.
- Olmert, E. (2008k). Prime Minister Ehud Olmert's Speech at the Knesset Session Honoring United States Speaker of the House of Representatives Rep. Nancy Pelosi.
- Olmert, E. (2009a). Address by PM Olmert Conference of Presidents of Major American Jewish Organizations, Jerusalem.
- Olmert, E. (2009b). Prime Minister Ehud Olmert's Speech at the Opening of the International Conference of the Maccabi World Union.
- Parsi, T. (2005). Israel-Iranian relations assessed: Strategic competition from the power cycle perspective. *Iranian Studies*, 38(2), 247-269.
- Parsi, T. (2008). *Treacherous alliance: the secret dealings of Israel, Iran, and the United States* (Pbk. ed.). New Haven : Yale University Press.

- Perani, P. (2004). Les chrétiens sionistes aux États-Unis. *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 75(1), 76-85.
- Perrin, J.-P. (1998). Israël: la fracture ouverte entre ashkénazes et séfarades. Les déclarations racistes d'un cacique du Parti travailliste contre les juifs marocains ont rouvert les vieilles blessures entre les deux communautés. *Libération*. Repéré à http://www.liberation.fr/planete/1998/08/11/israel-la-fracture-ouverte-entre-ashkenazes-et-sefaradesles-declarations-racistes-d-un-cacique-du-pa_245302
- Peterson, S. (2011). Imminent Iran nuclear threat? A timeline of warnings since 1979. *Christian Science Monitor*. Repéré à <http://www.csmonitor.com.proxy.bibliotheques.uqam.ca:2048/World/Middle-East/2011/1108/Imminent-Iran-nuclear-threat-A-timeline-of-warnings-since-1979/Rhetoric-escalates-against-axis-of-evil-1998-2002>
- Pram, U. ., & Petersen, K. L. (2011). Concepts of politics in securitization studies. *Security Dialogue*, 42(4-5), 315-328.
- Raas, W., & Long, A. (2007). Osirak redux? Assessing Israeli capabilities to destroy Iranian nuclear facilities. *International Security*, 31(4), 7-33.
- Ram, H. (2009). *Iranophobia: the logic of an Israeli obsession*. Stanford, Calif. : Stanford University Press.
- Razoux, P. (2011). Les déterminants de la pensée stratégique d'Israël. *Revue internationale et stratégique*, 82(2), 143.
- Reiter, D. (2005). "Success" at Osirak. *The Nonproliferation Review*, 12(2), 355-371.
- Resnik, J. (2003). 'Sites of memory' of the Holocaust: shaping national memory in the education system in Israel. *Nations and Nationalism*, 9(2), 297-317.
- Reuters. (2016). Iran Nuclear Deal Still Fragile, UN Atomic Chief Says. *Haaretz*. Repéré à <http://www.haaretz.com/middle-east-news/iran/1.746344>
- Roe, P. (2008). Actor, audience (s) and emergency measures: Securitization and the UK's decision to invade Iraq. *Security Dialogue*, 39(6), 615-635.
- Roe, P. (2012). Is securitization a « negative » concept? Revisiting the normative debate over normal versus extraordinary politics. *Security Dialogue*, 43(3), 249-266.
- Roumani, M. M. (1988). The Sephardi factor in Israeli politics. *The Middle East Journal*, 423-435.
- Rubin, M. (2008). Review of Treacherous Alliance. *Middle East Quarterly*. Repéré à <http://www.meforum.org/1914/treacherous-alliance>
- Sadjadpour, K. (2009). Reading Khamenei: The World View of Iran's Most Powerful Leader. *Carnegie Endowment for International Peace*.

- Sadr, E. I. (2005). The impact of Iran's nuclearization on Israel. *Middle East Policy*, 12(2), 58–73.
- Sagan, S. D. (2006). How to Keep the Bomb from Iran. *Foreign Affairs*, 85(5), 45.
- Salter, M. B. (2008). Securitization and desecuritization: a dramaturgical analysis of the Canadian Air Transport Security Authority. *Journal of International Relations and Development*, 11(4), 321-349.
- Salter, M. B., & Mutlu, C. E. (2013). Securitisation and Diego Garcia. *Review of International Studies*, 39(4), 815-834.
- Sasley, B. E., & Waller, H. M. (2017). *Politics in Israel: governing a complex society*. New York : Oxford University Press.
- Scaini, M. (2011). L'évolution des rapports entre Israël et l'Iran, déclin de l'hégémonie occidentale au Moyen-Orient. *Outre-Terre*, 28(2), 483.
- Schechter, A. (2015). Iran Deal Isn't Netanyahu's Worst Defeat, It's Proof of His Greatest Triumph. *Haaretz*. Repéré à <http://www.haaretz.com/israel-news/1.666776>
- Segev, T. (1993). *The seventh million: the Israelis and the Holocaust*. New York : Hill and Wang.
- Sherrill, C. W. (2012). Why Iran Wants The Bomb And What It Means For US Policy. *The Nonproliferation Review*, 19(1), 31-49.
- Shilon, A. (2012). *Menachem Begin: a life*. New Haven; London : Yale University Press.
- Sobhani, S. (1989). *The pragmatic entente: Israeli-Iranian relations, 1948-1988*. New York : Praeger.
- Spector, L. S., & Cohen, A. (2008). Israel's Airstrike on Syria's Reactor: Implications for the Nonproliferation Regime. *Arms Control Today*, 38(6), 15.
- Stein, S., Feldman, S., & Brom, S. (2012a). The Public Discussion of Israel's Strategy regarding a Nuclear Iran.
- Stein, S., Feldman, S., & Brom, S. (2012b). What to Do about Nuclearizing Iran? The Israeli Debate.
- Stritzel, H. (2007). Towards a theory of securitization: Copenhagen and beyond. *European journal of international relations*, 13(3), 357–383.
- Taguieff, P.-A. (2004). *Les Protocoles des Sages de Sion: Faux et usages d'un faux*. Paris : Fayard.
- Takeyh, R. (2004). Iran builds the bomb. *Survival*, 46(4), 51-63.
- Tamsett, J. (2004). The Israeli bombing of Osiraq reconsidered: Successful counterproliferation? *The Nonproliferation Review*, 11(3), 70-85.

- Taureck, R. (2006). Securitization theory and securitization studies. *Journal of International Relations and Development*, 9(1), 53-61.
- Tertrais, B. (2006). Faut-il avoir peur de l'Iran? *Études*, 404(6), 728-738.
- Therme, C., & Khazaneh, R. (2012). Le développement du programme nucléaire iranien : entre aspects techniques et questions politiques. *Maghreb-Machrek*, (212), 103-118.
- Thrall, N. (2008). Treacherous Alliance by Trita Parsi. *Commentary Magazine*. Repéré à <https://www.commentarymagazine.com/articles/treacherous-alliance-by-trita-parsi/>
- Tidy, J. (2012). The Social Construction of Identity: Israeli Foreign Policy and the 2006 War in Lebanon. *Global Society*, 26(4), 535-556.
- Timor, I. (2009). Masada tourists' favorite spot in Israel. *Ynetnews*. Repéré à <http://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-3698864,00.html>
- Van Rythoven, E. (2015). Learning to feel, learning to fear? Emotions, imaginaries, and limits in the politics of securitization. *Security Dialogue*, 1-18.
- Vultee, F. (2010). Securitization: A new approach to the framing of the « war on terror ». *Journalism Practice*, 4(1), 33-47.
- Vuori, J. A. (2010). A Timely Prophet? The Doomsday Clock as a Visualization of Securitization Moves with a Global Referent Object. *Security Dialogue*, 41(3), 255-277.
- Waever, O. (1995). Securitisation and Desecuritisation. Dans R. D. Lipschutz, *On security* (pp. 46-86). New York : Columbia University Press.
- Waever, O. (2011). Politics, security, theory. *Security Dialogue*, 42(4-5), 465-480.
- Waever, O., Buzan, B., Kelstrup, M., & Lemaitre, P. (1993). *Identity, migration, and the new security agenda in Europe*. New York : St. Martin's Press.
- Waltz, K. N. (2012). Why Iran should get the bomb: Nuclear balancing would mean stability. *Foreign Aff.*, 91, 2.
- Watson, S. D. (2011). The 'human' as referent object? Humanitarianism as securitization. *Security Dialogue*, 42(1), 3-20.
- Weldes, J. (1996). Constructing National Interests. *European Journal of International Relations*, 2(3), 275-318.
- Weldes, J. (1999). *Constructing National Interests*. Minneapolis : University of Minnesota Press.
- Wilkinson, C. (2007). The Copenhagen School on Tour in Kyrgyzstan: Is Securitization Theory Useable Outside Europe? *Security Dialogue*, 38(1), 5-25.

- Williams, D. (2007). Insight: Has Iran ended Israel's Begin Doctrine? *Reuters*. Repéré à <http://www.reuters.com/article/us-israel-militarydoctrine-idUSTRE7A61SA20111107>
- Williams, M. C. (2011). Securitization and the liberalism of fear. *Security Dialogue*, 42(4-5), 453–463.
- Yablonka, H. (2004). *The State of Israel vs. Adolf Eichmann*. New York : Schocken Books.
- Yair, G. (2014). Israeli existential anxiety: cultural trauma and the constitution of national character. *Social Identities*, 20(4-5), 346-362.
- Zandberg, E. (2006). Critical laughter: Humor, popular culture and Israeli Holocaust commemoration. *Media, Culture & Society*, 28(4), 561–579.
- Zanetti, J. (2012). Israel: Possible Military Strike Against Iran's Nuclear Facilities. Congressional Research Service.
- Zertal, I. (2005). *Israel's Holocaust and the politics of nationhood*. Cambridge, UK; New York, NY : Cambridge University Press.
- Zerubavel, Y. (1994). The Death of Memory and the Memory of Death: Masada and the Holocaust as Historical Metaphors. *Representations*, (45), 72-100.
- Zerubavel, Y. (2002). The « Mythological Sabra » and Jewish Past: Trauma, Memory, and Contested Identities. *Israel Studies*, 7(2), 115-144.